

ALTERNATIVES NON VIOLENTES



AUX QUATRE COINS DU MONDE

ACTUALITÉS
de la NON-VIOLENCE

EX-URSS

BÉNIN

LIBAN

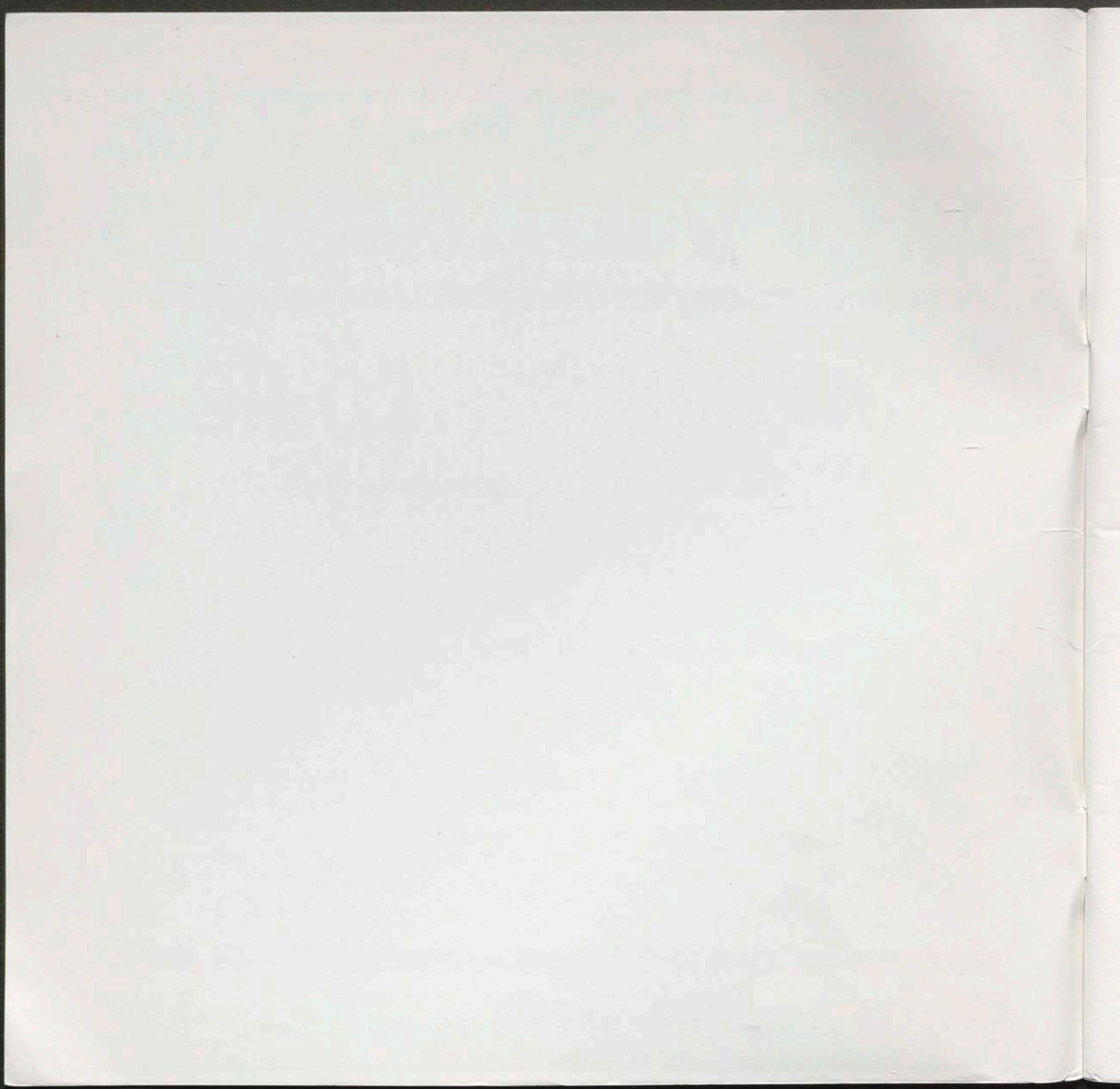
PALESTINE

YUGOSLAVIE

MADAGASCAR

TIBET

...



ÉDITORIAL

INCERTITUDE. Tel est le principe qui régit désormais la marche du monde. A l'univers de la guerre froide succède un contexte politique fortement bouleversé, imprévisible.

L'Empire soviétique vient de s'effondrer sous nos yeux, sans que cette disparition ne résulte d'une défaite militaire. En Afrique, au Bénin par exemple, la démocratie progresse à grands pas. A Madagascar, le pouvoir d'un dictateur vascille. Ici et là, les sociétés civiles se réveillent pour tenter d'établir la démocratie. Leur force, leur stratégie sont le plus souvent celles de la non-violence. Dans l'ex-Yougoslavie, meurtrie tant de carnages, des signes d'espoir apparaissent.

Aux quatre coins du monde, la non-violence est au rendez-vous de l'Histoire, pour que l'imprévisible ne se transforme pas en cauchemar.

F.V.

Ex-URSS : de la résistance au putsch à la reconstruction d'une société

par Anne LE HUÉROU

Chausser les lunettes de la non-violence pour examiner la résistance au putsch manqué du 19 août 1991 demande un certain effort, tant la situation est particulière dans l'ex-empire soviétique, que ce soit du point de vue de la société ou de celui des institutions politiques.

Farce ou tragédie

Comme le note Claude Lefort quelques jours après le putsch (1), « le burlesque l'a emporté sur le tragique ». En effet, cette observation faite de l'extérieur est tout à fait confirmée et même amplifiée par des témoignages recueillis sur place en octobre : "farce" ou "anecdote" sont les mots qui reviennent et seules les trois victimes de la nuit du 20 au 21 août empêchent de considérer la tentative de coup d'Etat comme une vaste plaisanterie. Deux mois plus tard, il ne se trouve plus grand monde, y compris parmi des syndicalistes, militants ou journalistes pour avoir envie d'en parler, tant les problèmes auxquels doit faire face le pays sont d'une autre ampleur. S'il est significatif de l'état d'esprit qui règne dans une majorité de la population ex-soviétique, ce passage par pertes et profits demande cependant d'être interrogé et ce serait sans doute une erreur de ne pas restituer à l'événement toute sa portée, à la fois réelle et symbolique. Du côté de la

"réalité", c'est bien sûr la disparition des conservateurs de la scène politique et la liquidation du PCUS comme institution dominante. Symboliquement, il marque la rupture qui manquait dans un processus effectué jusque-là plus "par en haut" que "par en bas" et qui avait peu vu de mobilisation sociale à l'exception des longues grèves des mineurs.

Histoire d'un échec

Si on veut faire l'analyse du putsch lui-même, de la résistance qui lui a été opposée, et de son échec, deux questions centrales méritent d'être posées : pourquoi ont-ils été si "mauvais" et donc, pourquoi la tentative a-t-elle échoué ? Le putsch aurait-il pu réussir ?

Tout d'abord s'agit-il vraiment d'un putsch ? Peut-être faudrait-il parler, comme l'a fait Marc Ferro, historien et spécialiste de l'URSS, de coup d'Etat car c'est de l'intérieur de l'Etat que la tentative a pris naissance

et non pas à l'intérieur de l'armée qui s'est montrée justement très divisée. On peut même avancer l'idée que les auteurs voulaient faire un "coup d'Etat rampant" et forcer Gorbatchev à signer un décret leur donnant pleins pouvoirs.

Du côté de la stratégie des auteurs du coup d'Etat, plusieurs erreurs ont été commises : d'une part, ils ont agi sans doute avec précipitation à la veille de la signature du traité de l'Union, qui devait porter un coup fatal à la toute puissance du Parti, notamment en matière économique (les Républiques devant recevoir toute compétence dans ce domaine). Ceci peut expliquer en partie l'incohérence des putschistes et le sentiment d'improvisation qui a régné pendant les trois jours.

D'autre part, ils voulaient, en arrêtant Gorbatchev, s'attaquer au maillon faible, pensant que son arrestation ne déclencherait pas de fortes réactions. Avaient-ils en ce cas l'intention de s'entendre avec Boris Eltsine, président élu de la Russie et incontestablement le plus populaire des leaders politiques du pays ? Sur ce point, le rôle exact de B. Eltsine reste encore à définir. Savait-il ce qui se préparait ? Avait-il préparé une riposte à l'avance, misant à juste titre sur l'improvisation et la division des putschistes, sur la décomposition des structures étatiques et sur la légitimité populaire ? Y a-t-il eu réellement une tentative pour l'arrêter ? La vitesse avec laquelle l'appareil s'est retourné, la fin précipitée du coup d'Etat, la constitution quasi immédiate d'un gouvernement parallèle, voire des projets précis de gouvernement en exil, sont autant d'éléments qui laissent à penser que la question vaut au moins d'être posée, même si sur ce point, comme d'ailleurs sur le rôle exact joué par M. Gorbatchev, le mystère reste à peu près entier malgré les commissions d'enquête et les instructions judiciaires.

Par ailleurs, on a pu constater une incapacité à maîtriser l'information : conférence de presse ridiculisant totalement les putschistes, brouillage raté des stations indépendantes..., le champ médiatique s'est trouvé libre pour les opposants au coup d'Etat et a ainsi constitué une carte maîtresse dans la riposte.

Si l'on s'interroge maintenant sur les raisons profondes de l'échec, on est face à deux grands types d'explications, l'un mettant l'accent sur la sphère étatique et institutionnelle, et l'autre sur la réaction de la société civile.

La question de la décomposition de l'Etat est tout à fait centrale : ce délitement progressif des institutions était allé beaucoup plus loin que ne l'imaginaient les putschistes. Ainsi, les ordres ont peu suivi, chaque institution était profondément divisée (armée, PCUS...).

Dans un ouvrage collectif publié après le putsch (2), Oleg Witte distingue différents types d'attitudes dans la population et note qu'à différents échelons, l'appareil, s'il n'a pas dans son ensemble soutenu activement la résistance, a en grande partie refusé d'obéir aux ordres des auteurs du coup d'Etat. Ainsi « *le rapport des forces a changé en faveur du pouvoir républicain russe plus par l'affaiblissement du Comité d'urgence que par le renforcement du pouvoir républicain lui-même* ».

Le rôle de l'armée, central dans toutes les analyses d'un coup d'Etat, est ici complexe. Si toutes les explications les plus contradictoires ont couru sur son véritable rôle dans les événements, c'est en partie parce qu'elle est traversée par des courants opposés, notamment entre généraux conservateurs et jeunes officiers favorables à Boris Eltsine, mais aussi entre les différents corps, entre l'armée "de l'intérieur" et les troupes stationnées auparavant en Europe de l'Est qui ont retrouvé leur pays d'origine avec une amertume certaine et une perte considérable de niveau de vie... Des enquêtes officielles ont estimé à 50 % la proportion des jeunes officiers qui avaient voté pour B. Eltsine en juin 1991.

En fait, c'est plutôt l'analyse générale à propos de l'ensemble des institutions qui peut s'appliquer à l'appareil militaire et, en dehors de quelques situations ponctuelles qui ont bien sûr toute leur importance (le "retournement" de plusieurs unités de chars en faveur des défenseurs du Parlement russe, le refus par le groupe d'élite "Alpha" de donner l'assaut à la Maison

blanche...), l'armée ne semble pas avoir eu de rôle central, sans doute en partie parce qu'il s'agit plus, comme on l'a dit plus haut, d'un *coup d'Etat* que d'un *putsch* militaire.

De manière générale, il est clair que les putschistes ont totalement sous-estimé la capacité d'Eltsine, et d'un certain nombre d'autres leaders démocrates, à réagir puis à entraîner des segments de la société derrière eux et à médiatiser leur riposte. Cette erreur assez monumentale illustre le décalage total des putschistes par rapport à l'évolution du pays. Les hommes du coup d'Etat ont raisonné avec des schémas dépassés qui tablaient sur la passivité du corps social. Or en cinq ans, la société, si elle ne s'est pas transformée radicalement, a "bougé" et n'est particulièrement pas prête à renoncer aux libertés qui sont un des grands acquis de la perestroïka.

La "résistance" au coup d'Etat

La résistance a été la conjonction et la convergence de plusieurs éléments. Tout d'abord, elle a été l'affaire de deux villes, Moscou et Saint-Pétersbourg, et de deux hommes, M. Sobtchak et B. Eltsine.

On peut citer l'analyse de L. Ionin dans *Nezavissimaya gazeta* ("l'Indépendant") « [...] Les membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence [...] auraient eu toutes les chances de réussir sans la géniale stratégie psychologique de B. Eltsine et de son équipe. Ceux-ci n'avaient pratiquement aucune force réelle mais ils ont joué dans les médias du monde entier un drame d'une telle ampleur que le Comité d'Etat pour l'état d'urgence n'a pu résister et a fui » (3). Ces propos illustrent à la fois, comme on l'a vu plus haut, la manière dont le putsch a profité à Boris Eltsine et lui a permis d'asseoir définitivement une autorité quasiment sans partage sur la marche des affaires du pays, et le rôle essentiel des médias dans une stratégie de résistance.

Un deuxième élément vient avec l'importance des médias, notamment presse et radio, dans la résistance

et dans l'échec de la tentative de putsch. A Moscou, la population était rivée à l'écoute de "l'*Echo de Moscou*", une station indépendante qui a informé la population pendant toute la durée des événements. A Saint-Pétersbourg, l'appel à la résistance lancé par Anatoly Sobtchak est entendu par la population sur la station locale de télévision restée loyaliste. Les putschistes tentent, avec un certain succès au départ, de mettre la presse au pas, mais les *Izvestia* se mettent en grève et la *Pravda* publie l'appel à la résistance et à la grève générale de Boris Eltsine... On pourrait multiplier les exemples.

Ceci étant, si les médias ont pu jouer ce rôle amplificateur, c'est parce qu'un ferment existait dans la société, parce qu'en six ans, comme on l'a vu, la société avait bougé. A ce titre, les journalistes méritent une attention particulière, car ils ont été, dans l'URSS de la perestroïka, une des catégories sociales la plus en pointe dans la lutte pour l'avancée des libertés et de la démocratie, à la fois relais d'opinion, en lien avec les aspirations de l'ensemble de la société civile, et leaders d'opinion.

En termes quantitatifs, ce n'est pas massivement que la population est descendue dans la rue, même dans ces deux villes. Mais quelques dizaines de milliers de personnes, déterminées, et surtout représentatives des catégories sociales les plus actives et motrice du changement dans la population, peuvent suffire à constituer une force réelle, surtout quand le reste de la population est passive. Quelles sont ces catégories ? Première catégorie : les jeunes, très absents de la vie politique et sociale depuis le début de la perestroïka et qui ont ici fait une entrée massive, accentuant encore la coupure de générations. Ensuite, les hommes d'affaires, là encore souvent des jeunes, sans aucun passé politique, qui créent des coopératives ou des petites entreprises privées de services. Ce sont eux qui avaient tout à perdre d'un retour en arrière et qui étaient devant la "Maison Blanche" de Moscou du 20 au 22 août. Ils ont fourni à Eltsine un soutien financier, matériel et logistique tout à fait important. Autre catégorie importante, les journalistes, dont on vient de voir le rôle

charnière. Enfin, toute une nouvelle classe politique issu de la Glasnost, sur des positions réformatrices radicales, peu importante numériquement mais qui compte en tant que leader d'opinion.

Ce rapide tableau montre que la ligne de fracture à l'intérieur de la société passe entre "inclus" et "exclus" du nouveau système économique, social et politique qui s'est mis lentement en place depuis quelques années.

La question de savoir si la tentative de coup d'Etat aurait pu réussir relève en partie de la politique-fiction. Pourtant, il n'est pas inutile de la poser car elle pointe aussi les faiblesses de la société.

Si l'on a pu remarquer une certaine adhésion au putsch dans la population, elle a surtout été passive et s'est faite "en creux", non pas dans une adhésion aux idées ou aux valeurs défendues par les auteurs du coup d'Etat mais dans une non résistance qui exprimait une lassitude profonde, à la fois par rapport à la dégradation de la vie quotidienne et par rapport à un nouveau jeu politique qui apparaissait stérile à beaucoup, notamment chez les plus âgés. Ce n'est donc pas sans fondement que les putschistes, misant sur ces éléments, espéraient un soutien. Force est d'ailleurs de constater que les villes de province sont restées étrangement calmes et que l'appel à la grève générale a été très peu suivi, excepté parmi les mineurs du Kouzbass, et encore pas toujours massivement.

Une fois examinées les principales facettes de ces événements, peut-on conclure à la victoire d'une population descendue dans la rue pour sauver la démocratie ? Si la résistance a été un élément important, elle n'a pas été l'élément décisif dans les événements qui se sont joués principalement autour du non ralliement des principales institutions et du rôle central d'un homme. Mais il n'en reste pas moins que la stratégie de B. Eltsine n'a pu être gagnante que parce que la société lui accordait son soutien, et si les institutions n'ont pas rejoint dans leur ensemble les auteurs du coup d'Etat, c'est aussi parce qu'elles avaient évolué avec la société et n'étaient donc pas déconnectées de la réalité sociale.

Ainsi, la société civile n'a pas été absente de la résistance, mais ce que l'on pourrait appeler dans une résistance civile "la mobilisation des populations", a eu un rôle second par rapport au rôle central des institutions, même s'il a été, comme on l'a vu, plus passif (non collaboration avec les putschistes) que directement résistant.



La situation actuelle permet à quelques Russes de faire de juteux profits à court terme, sans concourir à la reconstruction économique du pays.

Au-delà de l'événement

S'interroger sur le rôle de la société dans l'échec du putsch d'août 91 renvoie à la société russe d'aujourd'hui, une société prise entre la résistance à des tendances et à des forces conservatrices et régressives, et la capacité à penser le changement, à devenir acteur de son histoire.

En même temps, ces événements nous amènent à réexaminer quelques-uns de nos principes d'analyse sur la résistance civile et les luttes non-violentes, et ceci d'autant plus qu'il est indéniable qu'elles ont connu un certain succès depuis quelques années dans plusieurs pays.

1) Le problème de "quoi défendre": Le problème de "l'ancien" et du "nouveau" est ici posé. Au-delà de la résistance face au risque de retour de l'ancien, de la volonté de se défaire d'un système, quelle est la capacité de la société à construire un projet collectif, à se (re)construire ? Or, c'est bien ce qui semble faire le plus cruellement défaut dans la société de l'ex-Union soviétique.

Le seul élément que l'on peut aujourd'hui déceler est un attachement à un ensemble de valeurs, que l'on peut qualifier d'"humanistes", recouvrant les droits de l'homme et les libertés publiques fondamentales (et particulièrement la liberté de la presse). Cet attachement est indéniable, et largement partagé. Mais il ne s'accompagne pratiquement jamais d'une volonté de reconstruire un projet collectif.

Sur ce point, il me paraît intéressant de revenir sur le parallèle avec la Tchécoslovaquie en 1968 : les images du putsch ne peuvent pas ne pas nous rappeler les Tchèques face aux chars au lendemain de l'intervention des forces du pacte de Varsovie. Mais la situation est bien différente. En 68, la population tchèque

avait "quelque chose" de très fort à défendre, un processus démocratique, impulsé par une équipe dirigeante qui avait acquis un soutien populaire considérable au cours des quelques mois du Printemps de Prague. Dans l'URSS d'août 1991, qu'y a-t-il à défendre, si ce n'est effectivement un certain nombre de libertés nouvellement acquises ? Cette question me paraît fondamentale lorsque l'on veut s'interroger sur l'efficacité d'une résistance civile à long terme.

Par ailleurs, de plus en plus de voix, y compris ou surtout parmi ceux qui défendaient la "Maison Blanche" au mois d'août, se déclarent en faveur d'un "pouvoir fort", le modèle allant de Gaulle à Pinochet (le plus souvent cité en exemple), en passant par la Corée du Sud et Franco... On peut se demander si cette idée n'est pas en train de devenir dominante, ce qui poserait une lourde hypothèque sur l'avenir démocratique dans le pays.

2) Le rôle de leader. Ce qui fonde aujourd'hui la légitimité de B. Eltsine, c'est d'abord son élection au suffrage universel. Mais par sa manière de gouverner, autant que par les hommes dont il s'entoure (le cercle de Sverdlovsk, son fief politique initial), il montre cependant à quel point il est un homme du sérial, de l'ancien système, sans doute beaucoup plus que M. Gorbatchev, même s'il s'est plus tôt opposé aux conservateurs, se déclarant partisan des réformes plus radicales. Ainsi, pour se démarquer du système, il a dû au départ construire sa légitimité sur un des seuls terrains qui lui étaient offerts, la lutte contre le "centre". Aujourd'hui que le centre n'existe plus, c'est sur d'autres bases qu'elle doit être fondée. Voir en B. Eltsine un champion de la résistance civile serait donc une vision largement biaisée d'autant plus que quelques mois plus tard, sa popularité n'est plus intacte ; son autorité, sa capacité à gouverner – c'est-à-dire celle de prendre des décisions et de les faire appliquer – est en réalité très faible.

3) On pourrait ensuite s'interroger dans la Russie d'aujourd'hui sur le problème du rapport entre légalité et légitimité. Car c'est l'absence de légalité qui semble aujourd'hui être un des obstacles à la reconstruction de la société. Et c'est parfois au nom de la légitimité de "valeurs" que dirigeants, entrepreneurs ou simples citoyens agissent ou prennent des décisions qui accentuent gravement le "chacun pour soi" et légitiment l'absence de règles du jeu qui transforme souvent en jungle la vie économique et sociale. Ceci introduit la question de l'Etat (qu'est-ce qu'un Etat de droit ? la définition de "règles du jeu", les rapports entre pouvoirs législatif et exécutif, la relation Etat/marché...), une question incontournable en Russie en ce moment !

4) Consensus ou conflit ? Un certain type de consensus, passif et résigné, a souvent servi à décrire la société soviétique. Quelle que soit la justesse de ces analyses, ce qui est important aujourd'hui pour dépasser la période de crise et de confusion actuelle, c'est au contraire la formation de conflits, la naissance d'une société "en conflits" qui puisse enclencher une dynamique de changement social et de développement, à partir de laquelle pourrait se redéfinir un nouveau consensus dynamique et intégrant les conflits.

Mais deux tendances assez profondes, largement héritées des 70 ans d'histoire soviétique, rendent difficile d'imaginer à court terme comment la société civile

peut véritablement se construire : d'une part, une sorte de « chronique permanente de la catastrophe annoncée » d'une culture du pessimisme très prégnante dans la société, notamment dans les médias qui jouent là un rôle ambigu ; d'autre part, la négation et le refus de l'idée même de projet au nom d'une conception d'un "cours naturel des choses" qui va bien sûr à l'encontre de la formation d'acteurs sociaux.

Si l'effondrement de l'ancien système est aujourd'hui acquis, et constitue à lui seul un événement sans précédent dans l'histoire contemporaine, l'avenir des sociétés issues de l'ancienne Union soviétique n'en est en rien plus clair. Simplement, et c'est déjà beaucoup, la sortie du totalitarisme laisse la place aujourd'hui, même si beaucoup d'obstacles se mettent sur la route, à la formation de nouveaux acteurs sociaux.

(1) Article "L'épreuve de vérité a-t-elle eu lieu?", in *Libération* du 28.8.1991.

(2) Oleg Witte, *Putsch*, Editions du Progrès, 1991. Cet ouvrage est cité par Kathy Rousselet dans son article "Le coup d'Etat en Union soviétique : au-delà du mythe", in *Politique Etrangère*, n° 4, 1991. Un article de référence sur l'analyse du putsch.

(3) L. Ionin, *Nezavissimaïa*, 12.09.91, cité par Kathy Rousselet in op. cit.

Entretien avec Alexandre Ginzburg

Alexandre Ginzburg a été l'un des dissidents les plus connus dans les années 1970. Journaliste indépendant, co-fondateur du groupe Helsinki de Moscou, ami et secrétaire de Sakharov, cet homme libre fut envoyé trois fois dans les camps sibériens. Il est actuellement à Paris, rédacteur à La Pensée Russe.

ANV: Quel a été votre sentiment pendant le putsch au mois d'août ? Avez-vous eu l'impression qu'il était dangereux ?

A.G.: Oui, très dangereux ! On ne pensait pas que cela pouvait durer plus que quelques semaines. Même à ce court terme, c'était dangereux. Les soldats se sentaient perdus. Les gens dans les rues n'étaient pas sûrs. On craignait que l'armée tire sur les foules.

ANV: Le peuple a résisté de façon non violente. Peut-on dire que cela a été un choix ? Les groupes militants ont-ils constitué un facteur important dans la résistance populaire ?

A.G.: Je ne le pense pas. Pour résister, pour se tenir la main dans la main devant le Parlement russe, il n'était pas nécessaire d'appartenir à un groupe ! L'opposition au putsch a réuni des gens assez différents, par exemple des anarchistes et des monarchistes. La population n'avait pas le choix. Le mouvement des rockers et celui des métallos ont joué un rôle très important. Ce ne sont pourtant pas des groupes non-violents. Il y avait à peu près 100 000 personnes dans les rues, ce qui n'est pas beaucoup par rapport à la population de Moscou. Le pouvoir n'a pas été assez décidé pour déclencher une répression meurtrière. Il ne faut pas dire que ces 100 000 personnes étaient très fortes, mais que le pouvoir illégitime était très faible.

L'armée s'est sentie indécise, perdue. Elle n'avait pas grand-chose en commun avec les membres du Comité d'urgence, ni d'ailleurs avec les gens dans les rues.

ANV: Une des conséquences du putsch est l'éclatement accéléré de l'URSS. Comment jugez-vous cela ?

A.G.: C'est très positif ! L'Empire a commencé à éclater bien avant le putsch. La France aussi va bien mieux sans ses colonies, sans l'Algérie par exemple !

ANV: Existe-t-il dans la société civile un débat sur la violence et la non-violence ?

A.G.: On en discute tout le temps, même trop ! Dans les journaux, à la télévision, dans des salles de réunion, partout et tous les jours ! Comment éviter les violences dans la résolution des problèmes entre les ethnies, et les nationalités ? Entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, par exemple ?

Chez les Arméniens comme chez les Azéris, il y a des gens qui prônent la défense de leur terre avec les armes. Pourtant, des deux côtés, la grande majorité de la population désire que les combats cessent et que les problèmes soient résolus pacifiquement. Mais comment faire valoir ce point de vue de façon décisive ? Si par exemple 20 % sont pour la violence, les 80 % qui ne veulent pas recourir aux armes, ne peuvent les empêcher. Les uns savent tirer, les autres savent se prononcer aux élections. Et même s'il n'y a que 10 % pour la violence et 90 % contre – la majorité ne peut pas arrêter les 10 % ! C'était moins grave à l'époque où l'arme était encore un bâton, pas un fusil, ou une mitrailleuse !

ANV: Peut-on espérer que la raison l'emporte... ?

A.G.: A long terme on peut toujours espérer le royaume de Dieu ! Mais nous avons une certitude : il est vain de mettre son espoir dans le communisme. L'expérience est là. Pour toute autre chose, on peut toujours espérer. Il nous faudrait maintenant des activistes non-violents, qui agissent dans les régions où il existe des tensions dangereuses entre les gens. Nous avons besoin d'une organisation qui ressemblerait par exemple à Greenpeace. Je ne connais pas encore d'activistes prêts à cet engagement.

Propos recueillis par Ina Ranson

Entretien avec Irina Krivova

Irina Krivova, partie de Moscou il y a trois ans, était membre actif du "groupe pour l'établissement de relations de confiance entre l'Est et l'Ouest" dans les années 80. Elle raconte son expérience de ces années de dégel précaire où les dissidents sortaient peu à peu de la clandestinité, sous l'œil toujours menaçant du KGB. Actuellement, Irina Krivova est journaliste à La Pensée Russe.

ANV: Irina Krivova, pouvez-vous d'abord parler de vous-même et de ce que vous avez vécu en URSS ?

I.K.: Je suis partie de Moscou, il y a trois ans. Depuis deux ans, je travaille comme journaliste à *La Pensée Russe*. Comme tout le monde dans mon pays, j'ai été élevée dans l'idéologie communiste. J'ai fait mes études à l'Université de Moscou, au début des années 80, à la faculté d'histoire. Et là, j'ai peu à peu pris conscience de ce qui se passait dans le monde et autour de moi, parce que j'ai eu la chance de rencontrer des gens qui étaient membres de groupes dissidents. Ils se réunissaient, en petits cercles d'amis, dans leurs appartements pour parler d'abord de littérature ; ils écrivaient aussi eux-mêmes, surtout des poèmes. Et c'est en partant de la littérature qu'ils ont commencé à discuter d'autres problèmes, de politique entre autres.

ANV: Quels auteurs avez-vous lus ?

I.K.: Par exemple Vassili Aksenov, Vladimir Voïnovitch, Soljenitsin... Nous apprenions que ces écrivains avaient quitté le pays parce qu'ils pensaient autrement. C'est cela qui nous a amenés petit à petit à analyser la situation. Juste avant la mort de Brejnev et avant l'arrivée de Gorbatchev, j'ai fait la connaissance d'un groupe qui s'appelait "groupe pour la confiance entre l'Est et l'Ouest". Ses membres écrivaient non seulement des pétitions, mais ils faisaient aussi des déclarations ; il fallait les signer personnellement ! A cette époque-là, au début des années de Gorbatchev, c'était encore dangereux. Dans la vie de chacun, il arrive un moment où il faut choisir : ou il se cache et se tait, ou il se prononce ouvertement. J'ai dû faire le choix de signer, ou non, une déclaration. Elle critiquait, si je me souviens bien, les essais nucléaires en Union soviétique.

On savait que la signature était enregistrée par les agents du KGB, et donc qu'allait commencer les ennuis, à l'université, à la maison, dans la famille... J'ai mis mon nom, et après j'ai commencé à lutter ouvertement. Avec mon mari, je suis entrée dans ce "groupe pour la confiance". Et je peux vous dire que tout de suite nous avons eu des ennuis avec le KGB. Cela a commencé avec un scénario classique : quelqu'un en civil est arrivé au lieu de travail de mon mari, un institut de recherche pédagogique. Il s'est rendu chez le directeur et celui-ci a appelé André Krivov, mon mari. En présence de cet agent, il a commencé avec lui une conversation apparemment amicale : « Vous êtes dans tel groupe, pourquoi ? Vous risquez d'avoir des ennuis ! ». Ils ont ensuite essayé de faire peur à mon mari, « pour qu'il continue de rester le bon citoyen normal ». Comme mon mari a continué ses activités, les ennuis ont commencé. Des agents de la KGB étaient postés autour de notre maison et nous ne faisions plus un seul pas sans être contrôlés. Dans le métro, quelqu'un regardait régulièrement au-dessus de l'épaule d'André et lui demandait ce qu'il lisait ! C'était une pression psychologique continue. A cette époque-là, j'ai accouché de ma première fille. Le KGB savait par exemple que mon mari était en réunion et qu'il devait rentrer tard dans la nuit. Alors quelqu'un m'appelait, disant : « Je suis une bonne copine de X, je sais où ton mari passe la soirée, il a une maîtresse ». Bien sûr, je n'en croyais rien. Une fois, ces gens sont même venus au lieu de travail de mes parents, disant à ma mère : « Votre fille subit la mauvaise influence de son mari. Ce n'est pas de sa faute, mais vous devez lui parler. Si elle divorce, nous allons l'aider, lui donner de l'argent ». On a subi toutes ces pressions pendant l'époque

de la perestroïka, jusqu'à notre départ de l'URSS en 88 : mise en prison, arrêt administratif pour deux semaines, etc. Cela a continué encore en 89, après notre départ.

ANV: Pourtant, il y avait de plus en plus de personnes qui menaient des activités semblables.

I.K. : Oui, il y avait de plus en plus de personnes arrêtées ! Les petits groupes informels se sont développés surtout à partir de 86. J'étais entrée dans ce "groupe pour la confiance", qui défendait la paix et un service civil pour les objecteurs de conscience, parce qu'à cette époque il n'existe pas d'autres groupes. Le mouvement des dissidents était presque annihilé. Dans les années 70, il y avait eu beaucoup de dissidents, après ils étaient ou en prison, ou en exil, ou en Sibérie. Les années de Brejnev étaient calmes, peut-on dire. Ceux qui restaient se réunirent en cachette. C'est en 82 que quelques personnes ont eu l'idée de créer alors ce "groupe pour la confiance". Il voulait se présenter comme un groupe non politisé, défendant aussi la paix, mais pas de la même façon que l'Etat soviétique. Ce groupe répétait qu'en Union soviétique il y avait aussi une très grande armée, un surarmement, des essais nucléaires. Nous avions l'impression que les pacifistes à l'Ouest soutenaient la politique soviétique de paix, et qu'ils étaient seulement contre leurs gouvernements à l'Ouest, contre les missiles américains, etc. Nous voulions leur dire : « Ecoutez, l'URSS est aussi une superpuissance qui mène une politique agressive ! » Nous avons commencé à nous prononcer contre la guerre en Afghanistan et pour un service civil des objecteurs de conscience. Et puis, nous voulions ouvrir le rideau de fer, par des contacts directs entre des personnes et établir des "initiatives de base", ici et là-bas. Il y a eu un échange avec des groupes de R.D.A., de Pologne et d'ailleurs. Les représentants des initiatives de plusieurs pays sont venus en URSS. Nous avons essayé de promouvoir la réconciliation par la base. Le Comité Officiel de la Paix à Moscou craignait que nous puissions nuire à l'image officielle de l'URSS. C'est pourquoi nous avons été poursuivis par le KGB.

Il faut dire que notre groupe est resté longtemps assez petit, car à cette époque, l'idée de la défense de la paix n'était pas très populaire en URSS. Ce n'est qu'à partir de 86, après la Glasnost, que d'autres petits groupes sont nés un peu partout, comme des champignons. Ils se réunissaient, changeaient de nom, se scindait, c'était vraiment impossible de suivre l'évolution exacte d'une telle mouvance.

ANV: Quels ont été les milieux touchés par ce mouvement ?

I.K. : C'étaient d'abord des étudiants ou des ex-dissidents qui ont eu l'impression qu'il était maintenant possible de faire quelque chose. Et puis, surtout l'intelligentsia, l'intelligentsia humaniste. Plus rarement les milieux scientifiques.

Les groupes ont établi des contacts entre eux. Souvent, une personne était membre de deux, quatre, ou même cinq groupes. C'est pourquoi on disait parfois que ces groupes étaient probablement une fiction. Ces groupes avaient des réunions chaque semaine, d'abord dans des appartements. Après, petit à petit, ils ont essayé de demander aux mairies qu'on leur donne un local. Il fallait pour cela demander la tutelle d'une association culturelle quelconque. Parmi ces groupes, certains étaient farouchement anticomunistes, d'autres défendaient quand même l'idée du socialisme ; on discutait aussi sur les idées de non-violence, mais en réalité, tous soutenaient la non-violence. Il s'agissait là d'une évidence.

ANV: Pourquoi une évidence ?

I.K. : Je ne saurais pas l'expliquer. Les gens faisaient l'analyse de toutes les années passées et ils protestaient contre la réalité soviétique, basée sur la violence : la révolution, les nationalisations, les collectivisations, les terreurs de Staline. Toute cette histoire imprégnée de violence. Il fallait trouver une alternative, une voie non-violente, un développement démocratique. Cela semblait évident !

Ce qui rassemblait les gens avant tout, c'était l'antistalinisme. Il y avait un groupe – le seul peut-être qui

existe encore aujourd'hui – qui s'appelait "Mémorial". Son objectif était de rétablir la vérité sur tous les crimes de Staline, pour que justice soit faite aux victimes. Et comme on parlait tant de glasnost ces années-là, les journaux officiels ont commencé à publier des articles sur l'époque du stalinisme.

A la fin des années 80, le nationalisme, et la lutte des nations pour leur indépendance n'étaient pas encore présents comme aujourd'hui. Les groupes des différentes républiques collaboraient entre eux. J'ai par exemple participé à des manifestations pour soutenir la cause des pays baltes. Des Baltes sont venus à Kiev pour soutenir les Ukrainiens. Partout, nous soutenions les Arméniens. Notre seul ennemi, c'était le pouvoir communiste ! Bien sûr, il y avait de petits désaccords entre les militants des différentes républiques, mais on se trouvait ensemble confronté à notre ennemi commun. Et personne ne pensait qu'il fallait prendre un fusil ou ériger des barricades ! Chaque groupe avait d'ailleurs un programme, élaboré au cours de longues nuits de discussion, dans lequel il y avait toujours un article sur la non violence. Il n'a jamais été question de faire appel à la violence.

ANV: Vous êtes-vous référé à des noms, à Gandhi, à Tolstoï ?

I.K.: Nous ne remontions pas loin dans l'histoire. Dans nos déclarations et nos appels, nous citions le plus souvent les principes des Nations Unies. Nous nous basions sur la charte des droits de l'Homme, selon la tradition des dissidents qui avaient toujours rappelé que l'Union soviétique avait signé des traités internationaux qu'elle devait respecter. Dans notre "groupe de confiance", cependant, il y avait des réunions à thème, par exemple sur Gandhi ou Martin Luther King. Nous parlions souvent de leurs luttes non-violentes.

ANV: Si le KGB continuait à inquiéter ces groupes, il avait beaucoup de travail !

I.K.: En effet ! Certains disaient que la perestroïka était organisée pour que les gens qui pensent autrement se manifestent. Le KGB pouvait ainsi mieux les répertorier et les compter ! Après, il lui serait facile de tous

les mettre en prison et de faire table rase ! Mais il est vrai que si l'on donne un peu de liberté aux personnes, on ne peut plus la reprendre après. Une fois que les gens sentent qu'ils peuvent penser et parler autrement, plus rien ne les effraie ! Nous comprenions avec le temps que ce n'était plus dans l'intérêt de Gorbatchev d'arrêter les gens. Il voulait plaire aux Occidentaux, donner une nouvelle image de la politique de l'URSS. On était prudent, mais on a pris conscience que Gorbatchev ne pouvait pas d'un seul coup déclencher une répression massive.

ANV: Peut-on dire que ces petits groupes ont préparé la société civile qui a résisté au putsch ?

I.K.: Comme nous nous sentions pressés, nous avons essayé de faire vite : des manifestations, des appels – chaque semaine ! On tapait des textes, on discutait, on fabriquait des petites revues..., c'était comme une avalanche ! Nous pensions : « Peut-être que le temps nous est compté ; si dans deux ans, tout s'arrête, nous aurons pleinement vécu cette époque, nous aurons laissé des traces ». Le printemps de Khrouchtchev avait laissé des traces dans l'esprit des gens. Maintenant on parlait du "printemps de Gorbatchev". Il fallait faire autant de choses que possible, pour que cela reste dans l'esprit des gens. C'est pourquoi c'est un peu vrai de dire que ces groupes ont préparé la société civile. Mais la presse officielle aussi a commencé à écrire sur des thèmes auparavant défendus. Les gens se sont peu à peu habitués à s'exprimer plus librement.

ANV: Pendant le putsch, Eltsine lui-même a fait un appel à la résistance non-violente !

I.K.: Oui, mais si Eltsine avait donné des armes aux gens qui entouraient le parlement russe, ils les auraient prises, j'en suis sûre. Certains groupes préparaient des tas de cailloux et de briques pour les lancer contre l'armée en cas d'attaque. Ils étaient prêts à utiliser les armes qu'ils avaient.

En même temps, il y avait le dialogue avec les soldats. Les uns leur apportaient des fleurs, les autres préparaient les barrages.

Ce qui a été impressionnant pendant ce putsch, c'est que des gens venus devant le Parlement étaient prêts à résister même avec les mains vides. Ils voulaient vraiment défendre ce Parlement, un symbole de la liberté. J'aime penser aussi à cette colonne de personnes transportant un immense drapeau russe, accompagné par une grande foule, dans les rues de Moscou, devant les chars, ce fut un autre exemple de résistance non-violente. Par leur seule présence, les gens montraient leur état d'esprit. Quand j'ai vu cela, j'avais les larmes aux yeux. Je pensais que c'était peut-être la première fois que le monde manifestait de l'estime pour le peuple russe. J'ai pu dire aux journalistes qui sont venus ici pendant le putsch : « Je suis fière de mon peuple ». Mais j'ai beaucoup regretté de ne pas être avec eux à Moscou !

ANV: Le putsch a précipité l'éclatement de l'URSS. Faut-il craindre le réveil des nationalismes, et en particulier le réveil du nationalisme russe ?

I.K.: La question du nationalisme russe est compliquée. Le peuple russe a le droit de reconquérir son identité comme tous les autres peuples, les Arméniens, les Ukrainiens, etc. Eux aussi doivent retrouver leur identité, après avoir perdu leur culture, leur religion, sous le pouvoir communiste. On dit trop vite que les Russes tiennent un discours nationaliste ou chauviniste. Eltsine a seulement défendu la Russie démocratique. Il soutient le développement d'états souverains, liés par l'union économique.

La pire des choses qui peut arriver est illustrée par l'exemple de la Yougoslavie : les communistes sont restés au pouvoir dans la plus grande République ; ils ont pris un drapeau de nationalisme et sont devenus les "nationaux-bolchéviques" défendant l'idée de la

Grande Serbie et aspirant à annexer les terres d'autres Républiques où vivent des Serbes. Eltsine ne veut pas récupérer des territoires. Il exige seulement le respect du droit de tous les peuples. Une confédération avec une union économique, c'est tout autre chose !

ANV: Est-ce que le débat sur la violence et la non-violence que vous avez mené dans les petits groupes informels se continue actuellement ?

I.K.: Aujourd'hui, notre "groupe de confiance" s'est dispersé. Nos idées ont été reprises par d'autres mouvements. Elles paraissent évidentes à l'heure actuelle. Par exemple, tous les démocrates défendent l'obligation de conscience ; des commissions dans le Parlement russe travaillent à la préparation d'une loi qui donne la possibilité d'effectuer un service civil. Et tout le monde parle de la nécessaire démilitarisation.

Le débat sur la violence et la non-violence est toujours repris, à l'occasion de chaque conflit entre les ethnies, entre les nationalités. Le grand problème est que même s'il n'y a que 10 % de personnes décidées à la violence – que peuvent faire les 90 % qui sont contre ? Comment s'expliquer avec les terroristes ?

Tout dépend maintenant de la direction des nouvelles Républiques.

A mon avis, les hommes politiques doivent prévoir les conflits avant qu'ils n'éclatent. C'était cela la faiblesse de Gorbatchev : il suivait les événements, sans rien prévoir, il attendait jusqu'au dernier moment. Beaucoup de conflits ont été provoqués par l'impuissance des hommes politiques ! Comment avoir confiance en un gouvernement qui semble impuissant ?

Propos recueillis par Ina Ranson

La crise de la démocratie à l'Est et l'avenir de l'Europe

par Bernard DREANO *

Les nationalismes qui secouent l'Europe centrale et orientale sont-ils seulement l'héritage du communisme ? Ne sont-ils pas aussi, chez nous, entretenus par l'oubli des fondements de la démocratie ? Cet article répond.

A Moscou, quelques jours avant la tragi-comédie du putsch manqué de la fin août 1991, Mary Kaldor, animatrice de longue date du mouvement de paix britannique (1), raconte l'histoire suivante dans un groupe de travail de la X^e Convention pour le désarmement en Europe (END) :

« Il était une fois un homme très vieux, très pauvre, très malade qui rencontre une fée. Celle-ci, fidèle à la tradition, lui propose d'exaucer trois vœux. "Je veux devenir riche et puissant", répondit l'homme. Pas de problème, il se réveilla aussitôt dans la chambre d'un palais magnifique où une belle jeune femme lui tendit les bras en disant : "Cher Ferdinand cheri, mets ton uniforme d'archiduc, on nous attend à Sarajevo". Sur le mur, un calendrier indiquait 28 juin 1914 ». — « Personnellement, ajoute Mary Kaldor, je n'ai jamais rencontré de fée, mais comme tout le mouvement qui se réclamait de l'Appel Russell, j'ai fait au début des années 80 trois vœux apparemment inaccessibles : la fin de la guerre froide, la fin de la division de l'Europe

et le désarmement nucléaire. Ces vœux ont commencé à se réaliser à la fin de la décennie. Puis un jour de juin 1991, j'ai reçu un coup de téléphone de Belgrade. Sonia Licht, qui préside avec moi l'Assemblée des Citoyens (2) me dit : "Vite Mary, ici tout va très mal, tu as rendez-vous à Sarajevo" ».

Cette fable a servi de présentation à la Caravane de Paix, organisée en septembre 1991, par l'Assemblée des Citoyens, de Trieste à Sarajevo. C'était une modeste tentative pour résister à la régression sanglante submergeant la Yougoslavie, tout en manifestant une solidarité active avec les forces de paix sur le terrain. Une tragédie dont l'ombre menaçante s'étendit sur toute l'Europe post-communiste, et sans doute bien au-delà.

Le nationalisme, un héritage du communisme

Qu'elles semblent loin les expériences de l'automne 1989 où le peuple de RDA fêtait la prise de la Bastille, comme le remarquait le poète allemand Biermann (3), et que la révolution de velours illuminait Prague...

* Membre du CEDETIM, responsable pour la France de l'Assemblée Européenne des Citoyens.

Aujourd'hui, la promesse démocratique tourne à l'aigre. Populismes, racismes, confessionnalismes prolifèrent sur un fond de chômage, de désorganisation économique, de paupérisation, et surtout de détresse psychologique et de crise d'identité. Les nouveaux dirigeants qui ont succédé aux anciens pouvoirs totalitaires semblent très souvent incapables de maîtriser ce flot réactionnaire.

Désabusé, Vaclav Havel constatait cet été 91 : « On dit que le peuple a les hommes politiques qu'il mérite. C'est vrai jusqu'à un certain point. Les hommes politiques sont en effet le miroir de la société et comme une incarnation de ses capacités. Mais, paradoxalement, le contraire est aussi vrai : la société est le miroir des hommes politiques. Car il appartient, dans une large mesure, aux hommes politiques de déterminer quelles forces seront libérées, quelles autres seront refoulées, de choisir sur quoi elles s'appuieront : le pire ou le meilleur de chaque citoyen » (4).

Comme en écho à Vaclav Havel, l'universitaire tchèque Frantisek Samalik constate l'incapacité des forces vives à définir un projet de gestion de l'Etat. Nous nous trouvons, dit-il, face à une « société aussi émiettée (que la classe politique) qui ne parvient pas à maîtriser les fruits de sa victoire – c'est-à-dire la pluralité des partis et des mouvements – pour sauvegarder l'Etat commun, à savoir une unité élémentaire à laquelle elle-même est incapable de parvenir » (5).

L'implosion de l'Etat est commune à tous les pays ex-communistes. Elle n'entraîne pas forcément des tendances à la désagrégation ethnique, car les Etats sont plus ou moins homogènes ; mais, partout, nous avons affaire à la même impression de dilution et de vide politique, de divorce dans le peuple réel, occupé à survivre (en ex-URSS) ou à commencer (en Hongrie).

D'anciens affairistes, organisés en réseaux plus ou moins mafieux, adoptent un langage "néo-libéral" agressif, tout en s'efforçant de maintenir ce qui, dans les anciennes structures, conforte leurs intérêts. La récente crise gouvernementale en Estonie est un exemple de l'action de ces forces. Des technocrates

incompétents, pilotés par leurs professeurs occidentaux, appliquent maladroitement les recettes qui ont déjà provoqué des catastrophes en Amérique latine. Des "socialistes" (ex-communistes) bulgares aux chrétiens démocrates slovaques, beaucoup ont joué plus ou moins la carte du chauvinisme anti-turc, anti-tchèque, anti-hongrois par exemple. Il est donc vrai, comme le disent aussi bien le Polonais Adam Michnik ou le Serbe Vojislav Kostunica, que le nationalisme est « l'héritage suprême du communisme ».

Le communisme effondré est-il la seule cause du mal ? Si c'était le cas, peut-être qu'après une forte fièvre, le libéralisme en viendrait à bout. C'est la thèse la plus communément admise. Même si l'on conçoit

À L'EST: LA DÉMOCRATIE SE CONSTRUIT



que l'accès au capitalisme occidental sera plus facile pour l'industrieuse Bohème que pour le lointain Azerbaïdjan...

Entrer dans le club des riches en claquant la porte sur le nez de ses voisins

La question économique n'explique pas tout. On découvre de plus en plus, en ce moment de l'histoire, la faille culturelle qui sépare – ou séparait – une Europe centrale catholique et protestante d'une Europe orientale orthodoxe et musulmane.

D'un côté, les Baltes, les Polonais, les Thécoslovaques, les Hongrois, les Slovènes et les Croates, avec de l'autre côté les Russes, les Ukrainiens, les Roumains, les Bulgares, les Serbes, les Albanais... Longtemps ignorée, cette coupure est aujourd'hui au contraire abusivement exagérée. Certes, les traditions et les événements historiques ont modelé des sociétés différentes, plus ouvertes et plus différenciées à l'Ouest, plus hiérarchisées et fermées à l'Est, mais ces aspects ne se réduisent nullement à des frontières fixées sur le terrain. Partout, nous rencontrons des tendances chauvines et régressives !

Le journaliste hongrois, Paul Lendvai, soulignait à ce sujet, au printemps 1991 : « Malgré la fréquence des slogans du type "rejoignons l'Europe", les tendances isolationnistes se renforcent aussi sous le couvert des anciens nationalismes. Vu sous cet angle, la réalité n'a pas grand-chose à voir avec les idées en vogue dans la presse occidentale, selon laquelle il faut tracer une ligne de démarcation entre les "braves" pays d'Europe centrale (la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie) et les pays "primitifs" des Balkans » (6).

Que se passe-t-il en effet ? Les distinctions subtiles ou grossières, proférées à mi-voix ou vociférées, entre "vrais européens" et "demi-barbares", ne font qu'accentuer la désagrégation générale. Car nous assistons à la course pour une Europe généralisée, dans laquelle chacun veut parvenir à entrer dans le club des riches,

quitte à claquer la porte sur le nez de son voisin. Des Tchèques, par exemple, ne cachent pas leurs sentiments en disant qu'ils souhaitent être délivrés du fardeau des "paysans catholiques" slovaques, pour se sentir plus occidentaux. Les Estoniens ne sont pas loin de penser la même chose des Lituanians. Mais tous les pays baltes sont unanimes pour se sentir plus européens que les malheureux Russes ! Nous voyons même actuellement des groupes nationalistes roumains qui essayent de démontrer une "européanité" plus grande que celle des rivaux hongrois, en les présentant comme des "barbares des steppes et de l'Oural" !

Ce mécanisme d'exclusion par la dérision est l'un des moteurs du conflit yougoslave. Il cherche des justificatifs dans des déclarations venant du pape ou des Autrichiens sur le côté catholique (donc occidental !) des Slovènes et des Croates, par opposition aux Serbes orthodoxes ou aux Albanais musulmans. Les nationalistes serbes, eux, ont à cœur de souligner le caractère "anti-allemand" de leur combat, dépassant ainsi leurs adversaires en "occidentalisme", car il ne faut pas oublier que la Serbie avait été du côté de la France durant la Première Guerre mondiale.

Ce tropisme est en permanence accompagné d'un effet apparemment inverse, mais complémentaire, à savoir le repli sur soi. Par exemple, les nationalistes roumains de "Romania Mare" et de "Vatra Românesca" s'affirment les héritiers de la latinité occidentale, mais ce sont eux qui pourfendent le cosmopolitisme avec le plus de vigueur. Les discours fascisants et anti-libéraux, vaguement anticapitalistes, comme les discours racistes rencontrent un énorme succès. Ils fonctionnent d'autant mieux qu'ils présentent des boucs émissaires. Ce sont bien entendu les Tziganes, mais aussi les travailleurs, les étudiants ou les réfugiés étrangers. On voit même surgir en Roumanie de purs fantasmes, comme le racisme anti-arabe, alors qu'il n'y a pas d'Arabe dans le pays. L'antisémitisme est également parfois virulent, même dans des pays où il n'y a plus de communauté juive après les massacres perpétrés durant la Deuxième Guerre mondiale.

Prenons maintenant l'exemple du Forum Démocratique Hongrois (MDF), le parti du Premier ministre J. Antall, que l'on pourrait classer en Europe occidentale dans la droite modérée. Ce parti a bénéficié, lors de sa dernière campagne électorale, du soutien du RPR français, celui de la CDU allemande et des Républicains nord-américains. Bela Farago, le magistrat français, d'origine hongroise, après avoir examiné attentivement les discours des leaders du MDF constate le "déficit démocratique" des références du Forum, où dit-il, « la nation n'est plus conçue comme une *Res Publica* appartenant en commun à l'universalité des citoyens, mais comme une référence identitaire, culturelle et même ethnique, avec laquelle certains citoyens entretiennent un rapport privilégié, cependant que d'autres sont considérés comme une menace » (7). Vient ensuite la manipulation chrétienne, au nom de laquelle « des écrivains populistes, membres éminents du Forum Démocratique, ont publié des articles déniant à certains membres de l'opposition le droit moral de s'immiscer dans les affaires de la nation », en soulignant la qualité de Juifs pour certains d'entre eux, ou « la menace que représente pour l'âme ou la collectivité nationale l'occidentalisme mal digéré de certains ex-marxistes » (7). Et il s'agit là de la droite hongroise, infiniment plus modérée et respectueuse du droit que ses homologues lituanienne, roumaine, croate ou russe !

L'opposition démocratique n'a guère été capable d'irriguer les sociétés civiles

Comment en est-on arrivé là ? Et quels ressorts, au sein des sociétés civiles, peuvent contribuer à refonder une démocratie authentique ?

Pour comprendre ce qui se passe, il faut d'abord retourner quelques années en arrière, prendre la mesure des effets de la "stagnation brejnévienne" qui, autant que les drames et les traumatismes de la guerre et du stalinisme, ont modelé les comportements des acteurs sociaux d'aujourd'hui.

Une fois enterrées les velléités réformistes khrouchtcheviennes, et anéanties les possibilités d'évolution interne du système, avec l'écrasement du printemps de Prague, le néo-stalinisme mollasson de Brejnev et Cie va avoir un effet désastreux : les discours des hommes politiques vont perdre toute signification aux yeux de tous. Les slogans socialistes vont devenir creux, y compris pour ceux qui les produisent, à quelques exceptions près. Ce qui est vrai des cadres le sera encore plus des gens ordinaires.

Cette hypocrisie constante, ce "mensonge déconcertant", a provoqué une véritable schizophrénie sociale. D'un côté, le discours justificatif officiel, de l'autre la pensée réelle des gens. Ce phénomène a conduit à une dissolution des capacités civiques collectives. Le cas des syndicats est ici éloquent, ils n'étaient plus qu'un simple rouage administratif dans le meilleur des cas, un système d'avancement "au piston" trop souvent.

La "dissidence", ou plutôt l'opposition démocratique qui s'affirme en Europe centrale dans les années 70-80, va mettre au cœur de sa problématique la reconstruction de la société civile. Le "pouvoir des sans pouvoirs" tisse alors un réseau "antipolitique" de résistance sociale. Le modèle exposé par Konrad en Hongrie, Havel en Tchécoslovaquie, Michnik en Pologne, et bien d'autres, va influencer des réseaux activistes importants, la Charte 77 par exemple, mais peu implantés dans la société ordinaire, en dehors des groupes pacifistes est-allemands et à une bien plus vaste échelle en Pologne avec le KOR puis Solidarnosc. En réalité, le coup d'Etat de décembre 1981 a réduit cette dimension sociale et civique du mouvement polonais, vers un schéma plus classique de résistance nationale.

Nulle part l'opposition démocratique n'a, en fin de compte, été en mesure d'irriguer en profondeur les sociétés, d'où les difficultés quand certains de ses membres parviennent au pouvoir, pour faire valoir leur "vision citoyenne". De leur présidence, les autorités morales que sont Vaclav Havel à Prague, Julio Jeliev à Sofia ou Ter-Petrossian à Erevan, commencent à faire

figure d'incongruités. Car le vide idéologique est énorme, d'autant plus que les éventuels réformateurs issus des appareils – que l'on pense aux Hongrois ou même aux apparatchiks dont Gorbatchev était le porte-parole – sont restés confinés dans des sphères intellectuelles et techniciennes, très éloignées des banlieues et des campagnes.

Il n'est alors pas étonnant que les individus atomisés soient attirés par les idéologies collectives religieuses et nationalistes. Dès lors, comme le constate Joseph Krulic, « L'Europe de l'Est se trouve dans un cas de figure très favorable à la renaissance des nationalismes : cohésion sociale incertaine, rejet de l'internationalisme verbal combiné avec la volonté d'une ouverture internationale, homogénéité nationale incomplète dans plusieurs cas, internationalisation très limitée par un provincialisme de fait légué par l'époque communiste » (8).

Au même moment l'Europe occidentale semble se refermer

Zdravko Grebo, l'un des animateurs du Mouvement de Paix de Sarajevo, constatait amèrement, à l'occasion d'une rencontre à Paris en février 1992, « l'inexistence de critères pour l'intégration dans l'Europe » (9).

L'une des grandes difficultés que rencontre la société civile en Europe centrale et orientale pour se structurer démocratiquement n'est autre, en effet, que l'absence de signes clairs venant de l'Occident. Tout se passe comme si la démocratie relativement avancée qui règne en Europe de l'Ouest s'avérait incapable d'exposer clairement ses principes fondateurs. Sans doute parce que ces principes ne sont pas si communément admis.

Le « communautarisme » qui s'empare aujourd'hui des peuples d'Europe centrale et orientale aboutit à cette idée faussement simple, selon laquelle un « peuple » – c'est-à-dire une communauté s'érigent en quelque chose de transcendant – ne peut garantir les droits de ses membres qu'à travers son Etat.

Cet Etat doit en conséquence *incarner* le peuple, il ne peut donc pas être le porteur des droits des individus qui ne font pas partie de la communauté. On aboutit alors au système de l'Etat-nation « ethniquement homogène ». Dangereux fantasme qui ne correspond jamais à une quelconque réalité. Ce qui y correspond sont des structures stabilisées par l'histoire, c'est-à-dire des « communautés de destin », pour reprendre l'expression de Renan, en 1882, lesquelles n'ont rien à voir avec la génétique. Or, les démocraties occidentales maintiennent l'ambiguïté sur ce point.

Le débat sur le droit du sang et le droit du sol, qui ressurgit de nos jours en France, mais aussi en Allemagne ou en Grande-Bretagne, est crucial de ce point de vue. C'est une forme de la contradiction entre la *gemeinschaft* (la communauté) – trop schématiquement considérée comme de tradition allemande – et la *Gessellschaft* (la société), trop schématiquement considérée comme de tradition française. Peu importe, en fin de compte, les paternités croisées de ces idées. L'essentiel est que la démocratie n'est pas l'adjonction des communautés, mais la gestion de ce qui fait la société.

« Faire société », c'est organiser les droits des citoyens : les citoyens en tant qu'individus, en tant que groupes sociaux, culturels, religieux *et* nationaux.

Le discrédit des idées socialistes, à la suite du totalitarisme, contribue en Europe centrale et orientale, à l'occultation – espérons-le provisoire – de la notion de droits sociaux, comme fondement de la démocratie. Ce phénomène profite à l'ultra-libéralisme féroce qui nous vient du « Darwinisme social ». Or au même moment, en Europe occidentale, se perd l'idée de droit social, comme fondement de la démocratie, au profit de l'idée d'assistance sociale, pour gérer au mieux les exclus de l'économie.

La crise identitaire tend à provoquer en Europe centrale un renfermement ethnique, pendant qu'en Europe occidentale on se referme sur son bien-être, en fermant ses frontières communautaires. L'Europe occidentale justifie ainsi, peut-être inconsciemment, la logique

d'exclusion qui à son tour légitime tous les chauvinismes. La lutte contre les idées du Front National ne ferait-elle pas alors partie des moyens pour soutenir les forces réellement démocratiques des pays de l'Est ? Assurément !

L'avenir se joue aussi dans ce miroir tragique que constitue aujourd'hui pour l'Europe l'ex-Yougoslavie. Là, s'exercent des pressions contraires « entre les forces de dislocation, disjonction, rupture et les forces d'association, union, confédération, fédération » où, souligne Edgar Morin, « se joue le destin de l'Europe » (10).

(1) Mary Kaldor a participé à la rédaction initiale de l'Appel Russel (cf. ANV n° 43, "Le nouveau mouvement de paix européen"), charte de ceux qui voulaient exercer leur allégeance les uns envers les autres, et non envers leurs Etats, et base des Conventions annuelles END. La XII^e aura lieu à Bruxelles en juillet 1992.

Sur cette dynamique, voir les livres de Mary Kaldor, *The Imaginary war*, Ed. Mac-Reynolds, 1990 et *Europe from below*, Ed. Verso, London, 1991.

(2) L'Assemblée Européenne des Citoyens (ou Assemblée des Citoyens d'Helsinki, HCA). A ce sujet, lire *La première Assemblée des Citoyens de Prague, 1990*, AEC, 71, bd R.-Lenoir, 75011 Paris.

(3) *L'opposition démocratique est-allemande par elle-même*, Aufbruch, 1989, Presses d'Aujourd'hui, 1989.

(4) Vaclav Havel, "Méditations d'été", *Libération* du 7 octobre 1991 et aux éditions de l'Aube.

(5) Frantisek Samalik, dans la revue *La Nouvelle Alternative*, décembre 1991.

(6) Paul Lendval, dans l'hebdomadaire hongrois *Heti Vilaggazdag* in *Courrier International*, n° 33, 20-26 juin 1991.

(7) Bela Farago, "Les visages de l'Europe" in *Lettre Internationale* n° 31.

(8) Joseph Krulic, "Le nationalisme, phénomène européen" dans la revue *Projet* n° 228.

(9) A l'occasion d'une rencontre entre intellectuels français et yougoslaves, à l'Ecole pratique des Hautes Etudes de Paris, février 1992.

(10) *Le Monde*, 7 février 1992.

Caravanes de paix, à travers la Yougoslavie en guerre civile

par Jean-Pierre LANVIN *

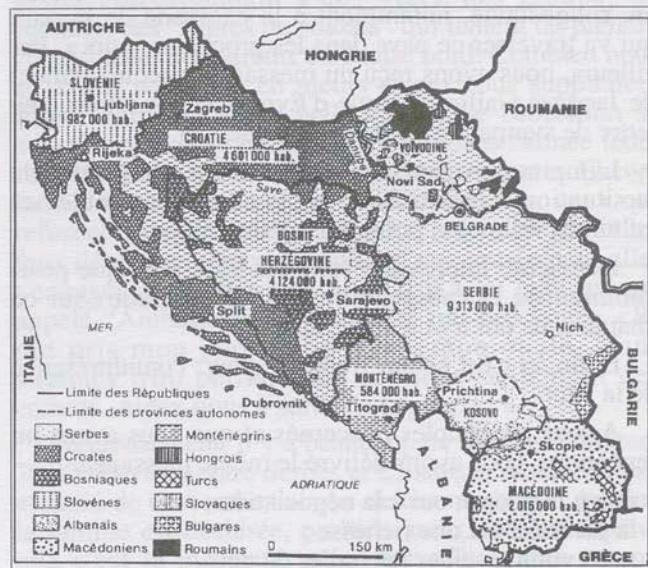
Les nationalismes et les racismes ont mis la Yougoslavie à feu et à sang. Des caravanes de paix y sont néanmoins allées cet automne et cet hiver. Récit.

C'est une idée de poète, du poète Vaclav Havel, par ailleurs président de la République tchécoslovaque. Au-delà de la fonction des politiciens et des diplomates, non pas au-dessus, ni en-dessous, parallèlement au travail des gouvernements, "*mobiliser* si l'on peut ainsi parler, de simples citoyens, leur donner l'occasion, l'opportunité d'agir au niveau qui est le leur, celui de nous tous, au niveau des responsabilités de base, de citoyen à citoyen.

Ce qui se passe à notre porte, à mille kilomètres à peine de chez nous, cela nous regarde, cela nous concerne aussi, et pas seulement nos querelles de clochers, pas seulement le pays où le hasard et la bonne fortune nous ont fait naître.

C'est ainsi qu'est née "l'Assemblée Européenne des Citoyens". L'acte de naissance remonte à Helsinki au printemps dernier et le Comité de coordination international a examiné, pendant sa réunion des 7-8 septembre 1991, les questions relatives à la caravane "Citoyens pour la paix" en Yougoslavie, organisée les 25-29 septembre.

Cette caravane est un point de départ d'une série d'initiatives organisée pour, nous l'espérons, contribuer à la construction d'un processus continu en faveur de la médiation dans l'actuel conflit. Un processus qui comprenne des missions d'investigations, divers types de



* Ami de l'Arche,

tables rondes et d'autres initiatives consacrées à la résolution non violente et démocratique des conflits, qui respecte complètement les droits collectifs et individuels des personnes.

“Citoyens pour la paix”

L'objectif essentiel de cette caravane, c'est de délivrer un message européen aux citoyens de toutes les républiques et provinces de cet espace « *pour une solution pacifique, pour l'arrêt de la guerre* ». Nous agissons comme “*citoyens pour la paix*” parce que la construction de la paix dans la région ne peut être réalisée par les seuls politiciens. Nous voulons exprimer un geste de solidarité envers les peuples concernés, dire notre inquiétude pour l'avenir de toute la région, souligner notre soutien actif à une solution pacifique, et nous considérons que la formulation de notre inquiétude et de notre solidarité correspond à notre responsabilité en tant que citoyens.

La résolution du 11 septembre 1991 du Parlement européen « exprime son soutien aux initiatives de paix en Yougoslavie, notamment à la caravane de la paix qui va traverser ce pays dans les prochains jours ». Par ailleurs, nous avons reçu un message d'encouragement de Jacques Gaillot, évêque d'Evreux et, au retour, une lettre de sympathie de Bernard Kouchner.

L'impression générale est l'extrême complexité de la situation, l'inextricable implication des problèmes culturels, religieux, politiques, économiques.

Deuxième impression forte : le vide politique post-communiste et l'absence de vraie démocratie : sur ce chapitre, ils ont tout à apprendre...

Enfin, et c'est ce qui frappe le plus : l'omniprésence de la peur.

A tous les peuples concernés et que nous avons pu rencontrer, nous avons délivré le même message :

- non à la guerre, oui à la négociation ;
- la diversité est une richesse ;
- nous voulons aider les forces de paix.

Qui étions-nous ?

Environ 350 Européens, dont une majorité d'Italiens (120), 50 Allemands, 10 Espagnols, quelques Belges, Anglais, Portugais, Suisses... Enfin 50 Français, dont 30 Lyonnais et Rhône-Alpins.

Quel a été notre itinéraire ?

Rijeka, Ljubljana, Zagreb, un détour par la Hongrie, Subotica, Novi Sad, Belgrade, Sarajevo, enfin Dubrovnik, d'où nous avons regagné l'Italie à Ancône par bateau.

Sur ces routes, pas de problèmes. N'ayant pas vocation de Don Quichotte, nous avons évité les zones de combat, en particulier l'autoroute Zagreb-Belgrade. Bien sûr, nous avons vu des convois militaires, des sacs de sable empilés ici ou là, des vitres et des phares protégés par du grillage, mais peu de traces de combat. La semaine pendant laquelle nous avons fait ces 4 000 km fut relativement calme, à côté de celles qui ont précédé ou suivi notre passage.

Qu'avons-nous vu et entendu ?

Nous avons rencontré des personnalités officielles d'assez haut niveau et surtout des groupes de paix.

• Du côté des officiels

En Slovénie, l'adjoint au maire de Ljubljana estime ne pas être concerné par ce qui se passe en Yougoslavie, puisque, dit-il, la Slovénie est indépendante.

A Zagreb, le président du Parlement croate affirme que la Yougoslavie n'existe plus et que la Croatie, elle aussi indépendante, ne fera aucune concession.

A Belgrade, le représentant du gouvernement serbe refuse de s'engager sur le terrain de la négociation et prétend représenter le seul pouvoir légitime.

Par contre, le président de la Macédoine nous a fait dire qu'il estime la guerre ridicule. Il souhaite une négociation pour résoudre les problèmes.

Le président de la région Voïvodine a heureusement la même position.

Le président de la République de Bosnie-Herzégovine veut, lui aussi, une négociation immédiate et lance un appel pathétique à l'Europe en soulignant que la Bosnie est la zone la plus militarisée d'Europe et que, si la guerre y pénètre, il y aura des milliers de morts en peu de temps...

Bref, les deux principaux protagonistes campent sur des positions intransigeantes et apparemment inconciliables. Ils mobilisent leurs forces respectives : garde-nationale et volontaires chez les Croates, armée soi-disant fédérale et commandos extrémistes chez les Serbes. Depuis l'enfance, ils ont eu un sabre dans leur berceau, ensuite, on leur inculque, dès l'école, l'idée que l'honneur militaire est la valeur suprême, les parents vont rechercher leurs fils adolescents partis à l'étranger pour qu'ils ne manquent pas à l'appel de la conscription. La mode s'en mêle : la tenue "camouflage" est très bien portée par les dames... ainsi, des deux côtés, on vise un seul but : la victoire, un seul moyen : la haine de l'adversaire...

• Et du côté des forces de paix ?

Eh bien elles existent et nous les avons rencontrées.

Au-delà d'une apathie assez générale et d'une grande fatigue assez compréhensible, il y a ici et là, des îlots de résistance à la guerre.

Dans les médias d'abord : malgré une intoxication et une manipulation des sources officielles, nous avons rencontré des petits groupes de journalistes qui réagissent. Courageusement, ils ouvrent, comme à Novi Sad, une "fenêtre" sur la rue et, à heure fixe, ils donnent des nouvelles objectives et esquisSENT un tableau de ce qui se passe dans le monde, car il ne faut pas compter sur la presse et la radio du pouvoir pour savoir ce qui se passe, ailleurs que dans la "Patrie sacrée".

Et puis, il y a d'assez nombreux petits groupes de paix. Encore faut-il distinguer ceux qui diabolisent l'adversaire et veulent la paix... après la victoire, de ceux qui agissent pour la paix par une immédiate et véritable négociation. Ces forces-là se sentent isolées et menacées, souvent traitées de traîtres. Ce sont des associations de médecins contre la guerre, des écologistes correspondant à nos Verts, des groupes de femmes, des "Mères de soldats" qui tentent de prendre contact avec des parents de l'autre bord. Combien nous en avons rencontré en pleurs et qui nous suppliaient d'intervenir. Il y a une belle montée de l'objection de conscience et des désertions, surtout dans l'armée fédérale, là où elle occupe une partie de la Croatie. Encore faut-il distinguer entre les vrais déserteurs, ceux qui refusent de tirer sur leurs frères ou leurs cousins, et les faux déserteurs, ceux qui quittent une armée pour aller s'engager dans celle d'en face. Il y a un petit groupe appelé "Ambassade des Enfants" qui proclame : « Ils ont pris mon père, mon frère, mon oncle. Nous sommes trop petits, nous sommes seulement des enfants. Aidez-nous à sortir de la guerre ! ».

Heureusement, il y a beaucoup de mariages mixtes : 70 000 environ entre Serbes et Croates et deux millions et demi de descendants issus de ces mariages : ou bien la famille est déchirée, ou bien, nous voulons espérer que c'est la majorité, elle dit : « C'est une guerre



absurde et sale. Mieux faut négocier pendant deux ans que faire la guerre ne serait-ce que deux minutes ». Et puis, la langue est presque la même, à quelques nuances.

En Slovénie, des camarades ont rencontré Marc Hren, du Centre non violent de Ljubljana. Il viendra peut-être au Centre Martin-Luther-King de Lausanne, en Suisse, début novembre. Il faudra garder le contact et développer des relations suivies.

Enfin, le plus beau souvenir que nous garderons de notre voyage fut l'accueil chaleureux de la population de Sarajevo. Déjà, tout au long de notre route, nous avions été salués par de sympathiques signaux de la main et des sourires complices. Mais dans cette ville marquée par l'histoire, la population a profité de notre passage pour s'exprimer courageusement. Le dimanche 29 septembre, 4 à 5 000 personnes se sont rassemblées sur la place de la Cathédrale et nous ont offert, et se sont offert à eux-mêmes, un extraordinaire concert de la paix. A tour de rôle, chaque tradition, dans un bel œcuménisme, a chanté, dansé, lu des poèmes sur le thème de la réconciliation et de l'amour fraternel. Et pourachever ce bel élan, une immense "chaîne de la paix" s'est formée qui a relié la cathédrale catholique à la synagogue en passant par la mosquée et l'église orthodoxe. Il était émouvant d'entendre chanter en yiddish et juste après d'écouter, dans un même recueillement, des versets du Coran psalmodiés par des Hadjs.

Au cours de cette belle fête de la coexistence pacifique, Serge, Bernard et moi, nous sommes invités à rencontrer Elia Izetbegovic, président de Bosnie-Herzégovine. Musulman de belle prestance, très attentif à maintenir l'unité de sa république, il nous demande de raconter nos expériences de résistance à la guerre. Nous évoquons alors l'histoire des luttes pour la Paix en Algérie (1) et citons quelques exemples de combats non armés face au nazisme. Le président et l'un de ses proches, Svedor Dizdaveric, nous disent leur hantise de voir leur pays dériver vers la guerre civile. Jusqu'à présent les 4,3 millions d'habitants de Bosnie-Herzégovine – 43,7 % de Musulmans, 31,3 % de Serbes,

17,3 % de Croates et 7,7 % de diverses nationalités (2) – ont réussi à cohabiter dans une relative harmonie, symbolisée par le bon voisinage des divers clochers et minarets. Mais il suffirait d'une excitation nationaliste, soutenue de l'extérieur, pour qu'une minorité regroupée dans une province exige son indépendance ou son rattachement à une république voisine. Le feu ne serait pas loin d'être mis aux poudres. Déjà, les armes s'accumulent ici et là. « Vends ta vache et achète un fusil » est un slogan à la mode. Ce serait alors l'éclatement d'une belle société multinationale en de multiples Etats-nations. Déjà les Serbes de Bosnie-Herzégovine veulent faire sécession, et refusent l'éventuelle intervention des "casques bleus". Le désarroi économique ravive de vieilles haines. Par exemple, l'essence, bloquée par les Croates, n'arrive plus jusqu'ici, et l'on voit d'interminables files d'attente devant les pompes.

Lueur d'espoir

Ainsi, dans la nuit actuelle, il y a une lueur d'espoir. Au-delà de l'anxiété qui nous a souvent étreints, nous gardons en mémoire quelques visages de paix, dont le plus fort est le suivant. Face aux divers Machiavel qui imposent aujourd'hui par la force brutale la loi du nationalisme exacerbé, du chauvinisme revanchard, face aux violents discours de l'exclusion réciproque, une haute figure féminine s'est levée. Elle tient un autre langage. Son nom est Sonja List (se prononce "Sonia Licht"). Serbe d'origine juive, elle habite Belgrade. Elle maintient des liens politiques avec toutes les parties en conflit. Devant les tensions qui s'éveillent, s'apaisent, renaissent, devant la guerre civile qui éclate ici ou là, plus ou moins suivie d'un précaire cessez-le-feu, cette femme remarquable s'est délibérément située au cœur du drame, ne prenant parti que pour la Paix.

Quand le tissu se déchire, elle tente désespérément de recoudre les morceaux. Quand les rives opposées s'éloignent, elle jette un pont, une passerelle, une "arche" entre les adversaires qui se tournent le dos.

Ainsi, grâce à elle, l'intuition du poète Vaclav Havel a pris corps, s'est concrétisée sur le terrain. Sonja List a suscité un élan de pensée et d'action auquel ont répondu une poignée de militants : quelques intellectuels, journalistes, humanistes, artistes, médecins, religieux, syndicalistes..., tous objecteurs à la marche à la mort. Elle a aussi beaucoup fait pour que notre Caravane puisse parcourir les routes de Yougoslavie.

Grâce à Sonia List, est en train de se construire une réelle et nouvelle force politique et culturelle, à partir de « ce phénomène tellement ridicule aux yeux des techniciens du pouvoir : le phénomène de la conscience humaine » (V. Havel). Sonja List sera-t-elle écoutée ? Finira-t-elle en prison, ou arrivera-t-elle à s'imposer comme un des leaders d'une nouvelle politique, celle d'une réconciliation ? A nous de l'aider de toutes nos forces !

Un lourd passé

Comment libérer ce peuple, ces peuples, des fantasmes historiques qui l'accablent, qui pèsent sur lui, sur eux, depuis des siècles, et surtout depuis un siècle ? Ils sont comme prisonniers de leur passé. Un passé lourd, en effet.

Yougoslavie veut dire "Slaves du Sud". Mais ses habitants ne sont pas tous slaves, et c'est là que réside un des nœuds du problème. Au Nord-Ouest, Slovènes et Croates se disent latins, ce qui est à moitié vrai ! Toujours est-il que là se trouve le carrefour de l'Occident et de l'Orient, avec une imbrication inexorable d'éthnies, une "macédoine" de peuples, composés chacun d'une majorité et d'une minorité venues ici se côtoyer, parfois se mélanger au cours des hasards et des fatalités de l'histoire. Certains ont même osé comparer la Yougoslavie au "bidonville de l'Europe", ce qui n'est pas gratifiant comme définition pour un peuple, pour ces peuples... Ils traînent derrière eux toute une légende révolutionnaire, dont le meilleur révélateur fut le grand journaliste Albert Londres. Dans la Bulgarie voisine – où tous ces peuples s'inter-

pénètrent – il décrivit avec un humour glacé cet organisme terroriste semi-clandestin, les fameux *Comitadjis*, qui ont tenu en haleine pendant des décades les gouvernements successifs qui avaient dépecé la Macédoine, objet de leur rêve romantique.

Que de luttes implacables contre les divers impérialismes qui ont voulu annexer ces peuples fiers des Balkans ! Au Nord, l'Empire austro-hongrois, au Sud, l'Empire ottoman, en attendant plus tard l'Empire soviétique. Si l'on remonte le cours du temps, il y eut l'Empire romain qui établit sa "pax" sur la côte dalmate, puis l'Empire d'Occident face à l'Empire byzantin... Oh souvenirs laborieux des leçons d'histoire de notre enfance ! Cris de peuples crucifiés, trop souvent étouffés par notre indifférence et notre ignorance, cris parfois curieusement véhiculés jusqu'à nous par ce luxueux et combien mystérieux train de tous les fantasmes, *l'Orient-Express* qui traverse cette mosaïque de part en part. Oui, la Yougoslavie est peuplée de fantômes.

Revenons à la réalité. En 1918, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale – dont le détonateur avait été l'assassinat de l'archiduc à Sarajevo – démolissent l'Empire austro-hongrois, parce qu'il avait mal choisi son camp. Ils créent alors la "première Yougoslavie", appelée *Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes*. Mais en 1941, la Deuxième Guerre mondiale bouleverse cette construction plus ou moins artificielle. D'un côté des Croates, sous la férule d'Ante Pavelitch et la protection des nazis, suscitent un régime fasciste qui, au nom d'une idéologie macabre, massacre tout ce qui n'est pas croate : les juifs, les gitans et surtout la minorité serbe. C'est l'épouvantable lutte des *Oustachis* contre les royalistes appelés *Tchetniks*. Ces derniers, au nom de la défense de l'Europe, massacrent allègrement les musulmans, comme au temps des Croisades...

Naissance de la "deuxième Yougoslavie"

Pendant ce temps, des Serbes et des Croates prennent le maquis en Bosnie-Herzégovine, sous forme de

“Brigades Internationales”, avec Tito à leur tête. Ils reconstruisent une nation résistante et souterraine qui verra le jour à la Libération. D'où la création en 1945 d'une “deuxième Yougoslavie”, sous le parrainage des Alliés (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis et URSS). Vigoureusement prise en main par Tito, d'abord communiste pur et dur, cette “deuxième Yougoslavie” trouve une nouvelle identité, en repoussant l'exemple bureaucratique et totalitaire du “grand frère soviétique”. Une Yougoslavie autogestionnaire et indépendante surgit des décombres du passé et prend place sur la scène internationale. Il n'est question que de fédération jusqu'à la mort de Tito, en 1980. Pendant quarante ans, il est interdit d'évoquer les souvenirs des particularismes, encore moins des nationalismes. Un grand-père qui chante par exemple une chanson d'autrefois devient un suspect si la chanson n'a pas l'estampille officielle !

Aujourd'hui, ce beau pays éclate de toutes parts et tourne le dos à toute conception fédérale. En ces temps de regroupement à l'échelle européenne, paradoxalement, ce pays cède à ses vieux démons chauvinistes et se replie sur lui-même en un spectacle désolant de guerre civile. Faut-il attendre que soit passé ce prurit nationaliste, pour espérer voir revivre ce qui est inscrit dans la géographie et l'histoire : une inévitable cohabitation dans le respect des différences ? *Une guerre est toujours une régression vers la barbarie.* On reconnaît une civilisation à la place qu'elle sait donner aux minorités qui l'entourent.

Une deuxième caravane de paix : Romans-Zadar

Cet automne, la municipalité de Romans (Drôme) prend l'initiative d'une deuxième caravane de paix. Son originalité ne sera pas de parcourir toutes les républiques comme nous l'avions fait la première fois, mais de témoigner notre solidarité active et fraternelle aux populations d'une seule ville : Zadar. Depuis dix ans, les deux villes se connaissent. Un jumelage les a rapprochées. Bien avant les “événements”, des familles ou

des groupes (Comités d'entreprise, clubs sportifs, colonies de vacances) des deux villes se sont rencontrés, accueillis. Ils ont partagé le pain, les loisirs et la culture. Un vrai tissu d'amitié s'est donc créé au fil des ans, entre Romans et Zadar, un port de l'Adriatique. Devant l'adversité qui le frappe, des Romanais ont voulu agir.

La municipalité, animée par Monsieur Bertholet et le Comité de jumelage entre les deux villes, présidé par Madame Gaucherand, confieront à Bernard Vandewiele le soin de “piloter” une caravane de solidarité active. Généreusement et symboliquement, la mairie de Romans prête un mini-bus et un petit camion qui fut rapidement rempli d'une tonne et demie de vêtements et médicaments collectés par le Secours populaire, le Secours catholique, la Croix-Rouge française et divers ramassages privés. Mais l'essentiel était d'exprimer fortement à nos amis nos souhaits fervents d'une paix juste et immédiate en Yougoslavie. Enfin et surtout, notre mission était d'information : à notre retour, nous devions rendre compte aux habitants de Romans des réalités de Zadar dans l'épreuve.

Donc, sous la houlette diligente et débonnaire de Bernard, une bonne équipe se rassembla : neuf Romanais et Romanaises, dont Hubert Bruny, conseiller municipal, Franck Gilleron de Radio-France-Drôme et, au titre de l'Assemblée européenne des citoyens, une Grenobloise, trois Lyonnais et un Montpelliérain. Quatre avaient déjà participé à la première caravane. Nos deux véhicules furent recouverts de signes distinctifs sans ambiguïté : bannières frappées de la colombe de la paix et drapeaux européens. Nous n'allions pas en Yougoslavie soutenir un des camps, mais pour demander, au nom de l'Europe fraternelle que nous espérons, que tous mettent d'urgence leurs énergies à rétablir la Paix et à bâtir la Démocratie.

Le dimanche 27 octobre 1991, nous étions fin prêts, réunis devant la mairie de Romans. Dans les bureaux de la municipalité, chacun signa une décharge. Ainsi nous assumions personnellement les risques éventuels. L'humour n'était pas absent, des plaisanteries relatives

aux aléas de l'aventure fusèrent de partout. On prit des photos de l'équipe rassemblée devant le camion. Amis et familles nous embrassèrent. Avec émotion, le groupe "Evasion" chanta notre espoir en langue française et serbo-croate. Vers 11 heures 30, le petit convoi s'ébranla doucement.

Après une grande attente à la douane du Mont Cenis, nous roulons sur les autostrades d'Italie jusqu'à 4 heures du matin. Le lendemain, nous laissons Trieste de bonne heure, pour arriver enfin devant le poste de frontière de Kozina, en Slovénie. Vers 11 heures 30, nous passons facilement la frontière croate. Partout flotte le drapeau bleu-blanc-rouge à l'horizontale, frappé d'un damier rouge et blanc. Nous diffusons un peu partout un tract en langue serbo-croate (voir encadré).

Il est dans l'ensemble bien accueilli, parfois même affiché, par exemple sur la porte d'un poste à essence. Cependant, des "mères de soldats", croisées sur la route de notre retour, nous ont reproché vivement son caractère "pacifiste", elles qui excitaient les jeunes à se battre, le fusil à la main et le chapelet autour du cou ! Après une tournée en Europe et au Vatican, où elles avaient été quérir la bénédiction du pape (!), elles étaient devenues des "mères-soldats".

Au port de Senj, l'un de nos chauffeurs, Drago, d'origine croate, va rendre visite à son frère... Nous croisons une bande de civils armés. Nous apprenons alors que la route côtière est coupée par l'armée fédérale, c'est-à-dire serbe. Nous prenons le bac et passons au large. Ce bac, le "SV JURAJ I", avait été atteint, le 6 octobre, par 16 roquettes... Le capitaine s'empare de l'un de nos drapeaux européens, et le fixe sur le devant du bac ! Il ne nous le rendra pas... Une fois débarqués, nous roulons vite, car il est conseillé de ne pas s'attarder dans cette région... La "Milicja" insère nos deux véhicules dans un convoi dirigé par des volontaires croates. Nous arrivons dans les faubourgs de Zadar. Depuis Romans, nous avons roulé 1 225 km.

A 18 h, nous sommes sur la place de la mairie de Zadar, faiblement éclairée. Quelques miliciens en



Prise de parole de Jean-Pierre Lanvin.

armes rôdent. Nous sommes attendus à l'hôtel Kolvare, où un repas nous est offert par la municipalité. Nous rencontrons alors Sonia et Emile, animateurs d'un théâtre de marionnettes. L'hôtel est en majorité occupé par des villageois réfugiés : vieilles femmes habillées tout en noir, avec leur fichu sur la tête, paysans oisifs qui ne savent où poser leurs mains calleuses dans ce décor conçu pour des touristes, adolescents déracinés qui "zytent" les manières des militaires en tenue léopard et celles des observateurs internationaux tout de blanc vêtus, nonchalamment perchés sur les tabourets du bar...

Mardi 29 octobre, de bon matin, nous visitons la ville. Sur le port, le marché aux raisins où viennent s'approvisionner les habitants des îles. Puis nous retrouvons nos amis Sonia et Emile dans les locaux du "Puppet Theatre of Zadar", en reconstruction à la suite de sérieux bombardements. Nous admirons leurs talents de créateurs, leur dynamisme et leur courage. Ensemble, nous échafaudons des projets pour l'avenir. Vers le milieu de la matinée, nous sommes reçus officiellement à l'hôtel de ville, par le maire, Monsieur Ivo Livljanic. Il nous souhaite la bienvenue dans un français impeccable, puis déclare : « A partir de mainte-

UN AN DE NÉGOCIATIONS PLUTÔT QU'UN JOUR DE GUERRE ! TUER NE RÉSOUT AUCUN PROBLÈME, MAIS EN CRÉE DE NOUVEAUX

Participants de la Caravane de la Paix, pour la plupart nous sommes déjà venus en Yougoslavie, et nous aimons votre pays.

Nous vous connaissons comme des gens amicaux, vous, Bosniaques, Slovènes, Serbes, Croates, Albanais, Macédoniens, Chrétiens ou Musulmans ou quels que vous soyez.

Nous vous demandons avec désespoir :

Pourquoi vous tuez-vous les uns les autres ?

Tous, par expérience de notre histoire européenne, nous savons que la guerre tue les hommes de manière insensée. Elle détruit les ressources naturelles et ne résout aucun problème. Elle n'apaise aucune faim, mais en crée davantage. Au lieu du respect mutuel et de la coopération, il n'en résulte que la haine.

Nous osons encore espérer que les peuples d'Europe ont dépassé le temps des guerres nationalistes, et de la diabolisation mutuelle.

Oui, nous espérons qu'ils vont accepter finalement

leurs différences comme une richesse, et s'accepter les uns les autres.

Les expériences d'Europe occidentale de ces dernières décennies nous ont appris que la prospérité, la protection sociale, la justice et la paix ne peuvent se construire que par la compréhension et la coopération. Même si c'est souvent très difficile à cause des conflits d'intérêts, cependant il n'y a pas d'alternative à des négociations patientes. C'est le seul moyen de trouver des solutions qui respectent les intérêts de chaque camp, et les droits civils et humains des minorités. Qu'il n'y ait plus aucune chance de dresser les gens les uns contre les autres. Aussi ces mères qui dans vos pays demandent que leurs fils se retirent des forces armées ont toute notre sympathie.

Comment organiser les relations entre peuples et sociétés en Yougoslavie ? Cela est entre vos mains, pas dans les nôtres. Mais que vous le fassiez sans guerre, cela nous concerne aussi vitalement.

Alors, vous soldats ne tirez plus sur des civils innocents,
ni les uns sur les autres !

Vous, hommes politiques, dans les villages, les cités,
les gouvernements, asseyez-vous à la table des négociations
pour vous parler, et chercher de bonnes solutions pour tous !

Vous, croyants de toutes religions, exprimez
votre respect de la vie et votre charité, et dénoncez la violence.
Enfants, ne croyez pas que les bons sont tous du même côté,
et que les autres, c'est le diable,
continuez à jouer ensemble au-delà des barrières !

Frères et sœurs yougoslaves, ne croyez pas ceux qui vous disent
qu'il vous faut être ennemis les uns des autres !
Cherchons des solutions non-violentes et humaines qui fortifient
la confiance mutuelle et rendent justice à chacun !
ET PAR DESSUS TOUT: BAS LES ARMES !

Traduction du tract distribué et rédigé en serbo-croate

nant, je parlerai croate, puisque nous sommes en Croatie ». Il demande à Sonia de traduire et d'emblée brosse un tableau tragique de la situation : l'armée fédérale est à quelques kilomètres de Zadar. « C'est une armée communiste, dans ce qui reste de l'idéologie stalinienne et bolchévique. Pour la Serbie, notre péché est que nous avons choisi la démocratie face à la "taverne balkanique" ». Il énumère ensuite les destructions qui ont touché la ville, la centaine de morts, les centaines de blessés... Robert Bruny prend alors la parole, au nom de la municipalité de Romans, et remet au maire de Zadar une lettre de Monsieur Bertholet. Cette lettre se termine par : « C'est bien sûr à vous, ici, de régler vos problèmes, et de trouver une solution pacifique à la crise dans laquelle vous êtes engagés... Puissiez-vous bâtir une paix véritable, où tous les partenaires se rassemblent, car la guerre et la haine n'ont jamais rien résolu ».

Bernard Vandewiele, au nom des "Citoyens Européens pour la Paix", parle à son tour, et expose avec clarté ce que nous ressentons fortement : « La peur qui a saisi l'Europe occidentale devant la dislocation de la Yougoslavie revient à imaginer un nouveau et impensable mur de Berlin, entre la Serbie et la Croatie. Citoyens d'Europe, nous savons combien il est difficile de créer une Europe sans frontière, multiculturelle. Si nous réussissons à mener à bien ce projet, nous espérons que cela vous aidera aussi à progresser dans cette voie ». Puis Ernest Vorron, au nom du Comité de Jumelage, évoque les échanges scolaires et sportifs. Il remet officiellement l'ensemble de l'aide humanitaire que nous avons véhiculé : vêtements, médicaments... Il annonce la venue prochaine d'un convoi plus important.

En sortant, nous sommes alors témoins de l'arrivée d'un convoi civil gouvernemental. En effet, sur la place de l'hôtel de ville, passe le président de la Fédération de Yougoslavie, le Croate Stipe Vesic, venu saluer le maire de Zadar, avant de poursuivre sa route vers Dubrovnik, avec la volonté de forcer le blocus maritime. Une action absolument non-violente a eu lieu, comme l'a rapporté le journal *L'impartial* : « Le navire civil "Slavonja", sur lequel le président et d'autres per-

sonnalités avaient embarqué à Split, a réussi le 30 octobre à forcer le blocus de l'armée fédérale devant Dubrovnik... Les militaires n'ont pas osé tirer, parce qu'ils auraient perdu leur dernier semblant de légitimité et se seraient attirés les foudres internationales. Si au lieu de continuer une lutte armée inégale, désastreuse, qui a mené aux horreurs de Vukovar et Dubrovnik, les Croates savaient faire preuve d'imagination dans la pratique d'une lutte non-violente, je suis convaincu que d'abord ils forceraient le soutien européen et international qui leur est si chichement mesuré aujourd'hui ; à moyen terme, ils obtiendraient la reconnaissance des droits auxquels ils aspirent ; enfin serait restaurée la possibilité de relations viables avec leurs voisins serbes ».

En début d'après-midi, nous répondons, en petit nombre, au rendez-vous fixé par le docteur Petar Vladislav Lozo, jeune médecin à l'hôpital voisin de notre hôtel. Il nous montre d'abord les dégâts subis par les services de pédiatrie et de maternité, qu'il a dû transférer en sous-sol. Puis, en tant que volontaire pour aller soigner les gens "sur le terrain", il nous conduit dans sa voiture vers un village-limite, une sorte de "no man's land" où patrouillent des colonnes de soldats armés jusqu'aux dents. On entend crépiter les mitrailleuses et tonner le canon... Le poste de commandement est une ferme à moitié détruite d'où l'on peut observer les environs. A côté, le clocher de l'église est éventré. Quelques paysans s'accrochent encore à leur ferme en ruine. Au retour "on se boit" un petit "maraska" pour nous remettre de nos petites émotions.

Nous sommes alors invités par Maté dans sa cave, entourée de sacs de sable et aménagée pour subir un siège. Son petit vin et son jambon de pays nous ragaillardissent. En fin de journée est organisée une rencontre avec les représentants des Mouvements de Paix. Les "Mères de Soldats", habitées par le désespoir devant l'absurdité et la cruauté de leur situation, nous déclarent : « Nous avons des milliers de fils qui tirent sur nous, et s'ils ne le font pas, ils sont tués eux-mêmes ! ». Elles renoncent à envisager toute solution

pacifique et tournent en rond avec des raisonnements "définitifs" dans le genre : « S'il faut mourir, mourrons tous ensemble... ». Une petite brochette de médecins nous réconforment par leur calme et leur sérénité. Soucieux de respecter leur serment d'Hippocrate, ils soignent tous les blessés, d'où qu'ils viennent, mais ils déplorent le manque de matériel. Un jeune psychologue, Mario, nous frappe par son équilibre et sa sensibilité aux arguments de paix. S'occupant de vieillards et d'enfants, son problème c'est : comment les aider à supporter une telle situation d'horreur et d'exception ? Avec tristesse, il constate que, dès l'école, les enfants sont manipulés pour devenir "de bons soldats". Faut-il ainsi leur inoculer la haine de l'ennemi et, sur de la cire tendre, imprimer des automatismes de pensée qui conduisent à applaudir le président de la Croatie, Franjo Tudjman, quand il laisse échapper des paroles comme celles-ci : « Grâce à Dieu, ma femme n'est ni juive ni serbe ! ».

Eh bien nous pensons exactement le contraire : si sa femme avait été juive ou serbe, peut-être n'aurait-il pas attendu si longtemps les objurgations de la Communauté européenne pour porter un peu d'attention aux minorités de sa jeune république. Et très malheureusement, on peut trouver dans la bouche de l'autre président, Slobodan Milosevic, des paroles diamétralement similaires mais en sens contraire. Le scandale, c'est que ces deux présidents cherchent à mobiliser derrière eux deux religions qui se disent chrétiennes : l'une catholique, l'autre orthodoxe. Et avant de se trucider avec ardeur, les ouailles armées des deux camps récitaient mécaniquement, mais en des rites différents, les mêmes paroles sacrées : « Pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés ! ». Âbîme de l'incohérence humaine quand l'idéologie obtuse du nationalisme sacré fait feu de tout bois pour ranimer le démon des batailles...

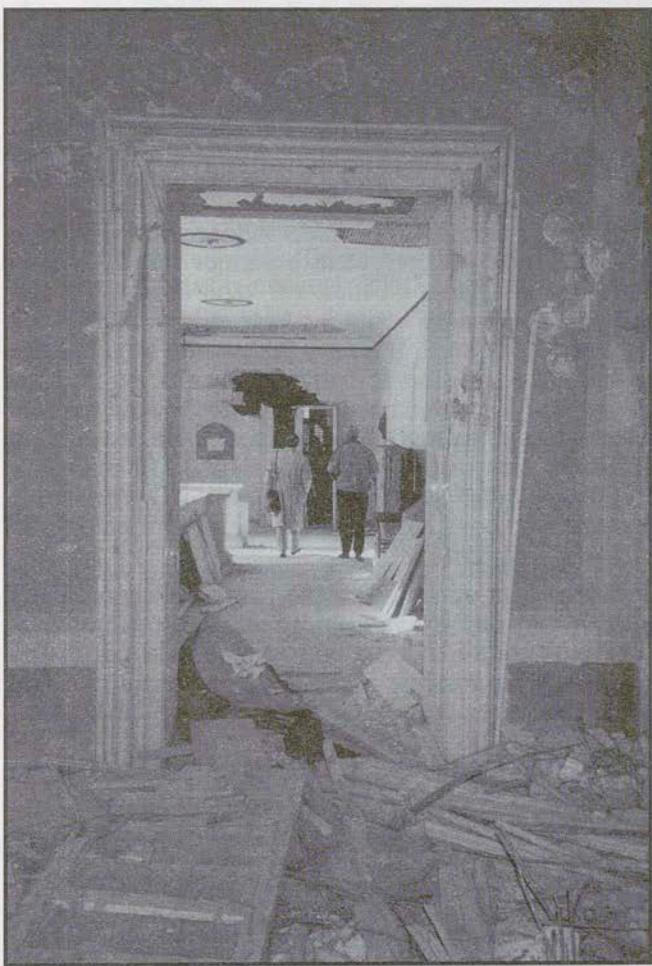
Mais revenons à la fin de notre séjour : nous voulons garder de la ville tourmentée de Zadar le souvenir de ces enfants rassemblés dans un vaste sous-sol devant le spectacle mémorable du Théâtre de Marionnettes. Nous ne voulons pas voir de symbole dans le

"grand méchant loup" qui en veut tant aux trois petits cochons. Nous voulons voir des enfants heureux pour un moment et une troupe d'animation d'une rare qualité. Au milieu du bruit et de la fureur, c'est un peu de fraîcheur communicative. Et quand Sonia la courageuse, nous lança son souhait de tourner en France, nous avons répondu : oui. Audace ou imprudence ? Peu importe ! Depuis notre retour, une petite équipe, animée par Philippe, travaille avec ferveur à l'accueil de la troupe et à l'élaboration d'un programme adapté à une douzaine de salles de quartier et de communes à l'entour de la bonne ville de Lyon ; sans oublier les grands environs jusqu'à Romans. Occasion, après chaque spectacle, d'un dialogue avec le public et, s'il plaît à Dieu, d'un commencement de compréhension et d'écoute entre les parties adverses.

Nous gardons également un beau souvenir de ce sympathique sportif rencontré en ville : entraîneur de cette fameuse équipe de basket-ball qui, naguère, a battu une autre fameuse équipe, celle de Villeurbanne... Et combien de fois nos démarches et rencontres furent facilitées par la présence souriante à nos côtés de Monsieur Nenad Zékonovic, Inspecteur de l'Académie de Zadar.

Le lendemain mercredi 30 octobre, une dernière fois nous nous promenons en ville et distribuons nos tracts. Devant une caserne, une estafette de la "Garde Nationale" nous propose un tour vers des lieux bombardés ; sur la côte, des hôtels de tourisme (en particulier le "Borik", bien connu de l'Agence de voyage "Arvel") ; un port de plaisance et un atelier maritime dévastés. Certains de nos interlocuteurs parlent bien le français : ce sont de vieux ou jeunes baroudeurs que nos convictions "pacifistes" étonnent ou font sourire. L'un d'eux est un ancien de la Légion Etrangère...

Il est bientôt 14 heures : le moment est venu de bientôt quitter Zadar. Devant notre hôtel, nous faisons des adieux émouvants à nos amis Sonia, Emile, Enade avec lesquels nous avons partagé des journées de ferveur et d'inquiétude. Nous promettons de nous revoir "au printemps dans la douce France".



L'Ecole de musique de Zadar ravagée par un bombardement.

La route du retour est rapide et sans incident : même itinéraire qu'à l'aller. À hauteur de Venise la rouge, imaginée dans un rêve, nous prenons quelques heures de repos glacé, allongés dans nos véhicules, sur les banquettes ou sur le sol. Le lendemain jeudi 31 octobre, "fouette cocher", nous nous élancions dans le

petit matin blême sur les interminables autoroutes de l'immense plaine du Pô. Le soleil se lève enfin et nous réchauffe les côtes. C'est l'heure du bilan : chacun note ses impressions de voyage en vue de compte rendu, expositions, panneaux et divers échanges à venir avec nos amis de Romans. A 22 heures, nous arrivons devant la mairie, sains et saufs.

Deux mois plus tard, à l'appel du relais Montpellier-Région de l'Assemblée européenne des citoyens, une "Caravane de Noël" prend de nouveau la route pour les pays des "Slaves du Sud". A son bord, une bonne équipe, décidée à distribuer une aide humanitaire à toutes les victimes de la guerre, serbes et croates. Parmi les participants, le plus "jeune" et convivial est Jean Cardonnel, dominicain. Deux Lyonnais, Monique et Serge, sont du voyage. Partout où c'est possible, tous participent aux manifestations pacifiques et clament leur refus de la logique de ce combat fratricide. « Nous ne saurions oublier l'heure du recueillement protestataire sur une place centrale de Belgrade (devant l'église Saint-Marc, puis devant le siège du Parlement), cette mobilisation générale contre la guerre, rythmée par le souvenir de tous les morts, à la lueur des bougies » — écrit Cardonnel dans *Résistance civile aux conflits yougoslaves* (3).

Nous avons à peine abordé la situation économique : elle est simplement catastrophique. La frontière du Tiers-Monde passe-t-elle dans l'arrière-pays dalmate et entre la Croatie et la Bosnie ? C'est ce que l'on peut craindre en constatant le "racolage" à l'Europe de la partie la plus riche afin de l'accueillir dans la zone du deutschmark. Si elles s'étaient battues avec les seules armes économiques, la Slovénie et la Croatie auraient assumé leur véritable vocation à l'intérieur de l'ensemble de ces pays, vocation à l'équilibre et péréquation entre régions riches et régions pauvres. Là encore, se dessine un échec lourd de révoltes pour l'avenir : l'Europe à deux vitesses, fondée sur l'égoïsme des uns et le mépris des autres. Les gouvernements des deux parties antagonistes ont raté la carte majeure et exemplaire de la convivialité dans la communauté de

destin. Ils se sont révélés particulièrement "nuls" en faisant le jeu cynique de l'Allemagne de Monsieur Kohl qui aura vendu successivement, et parfois simultanément à l'un et à l'autre (et à quelques autres...) le tiers de sa production d'armements, en toute illégalité et pour le plus grand profit de sa suave et bonne société.

Depuis janvier 1992, la situation évolue-t-elle vers un peu de raison ? On peut l'espérer : si le plan de paix de Cyrus Vence, proposé par l'O.N.U., et prévoyant notamment le déploiement des "casques bleus", est enfin accepté par la Croatie, la Serbie et l'armée fédérale, c'est en raison des efforts diplomatiques, mais aussi à cause de la montée du Mouvement Anti-Guerre : objections de conscience et désertions se multiplient de façon significative et "inquiétante" pour les autorités. Le chiffre de 20 000 est avancé. Et les réservistes répondent de moins en moins à l'appel de mobilisation. Depuis le 5 octobre 1991, date de cette fameuse manifestation à Belgrade où 3 000 signatures "pour l'arrêt des combats" furent collectées dans la rue, un beau chemin a été parcouru. Il faut saluer l'influence déterminante de l'hebdomadaire "Vreme" qui orchestre cette vague de protestation. Nous voyons là l'incidence grandissante d'une opinion publique courageuse qui n'hésite plus à fronder le pouvoir. Après l'épouvantable gâchis, après le monceau de haine et d'atrocités que chacun a pu jeter à la figure de l'autre, verra-t-on enfin naître un peu de sagesse ? Face à l'hystérie des gouvernements, le peuple retrouvera-t-il sa force réelle, celle de se croiser les bras et de dire NON ?

Et maintenant, que faire, nous simples citoyens de l'Europe interpellés par le drame qui se déroule à notre porte et qui peut rebondir d'un jour à l'autre ? Faire preuve d'imagination, s'investir fortement pour encourager tout ce qui apaise et réconcilie. Par exemple accueillir en France des jeunes gens originaires des différents peuples de ce qui fut la Yougoslavie, leur proposer des occasions de dialogue, les accompagner dans les premiers pas vers une initiation à la démocratie. Ou encore suggérer une plage de silence et de réflexion

sous forme d'un jeûne de vigilance et d'interpellation destiné à soutenir les forces anti-guerre qui se manifestent courageusement aujourd'hui, jeûne auquel seraient invités des membres de chaque tradition et communauté ; et cela à Sarajevo, capitale de la république de tous les dangers : la Bosnie-Herzégovine. S'il plaît à Dieu... (4).

Immédiatement, un geste de solidarité est possible : Svebor Dizdarevic, président à Sarajevo de l'Association pour les Nations-Unies, est venu dernièrement à Villeurbanne rendre visite à "Agir ensemble pour les Droits de l'Homme". Il nous a fait part de son angoisse et de son pessimisme. Il demande une aide en médicaments pour les enfants et une sorte de "reconnaissance internationale" avant que son pays, sous la pression de la fièvre séparatiste, ne bascule dans la libanisation. "Agir ensemble" s'est uni à "Equilibre", entreprise humanitaire, pour lancer un appel pressant en vue de l'envoi de secours (5).

Ainsi serait-ce un peu, et par petites touches, aider à transformer ce qui est aujourd'hui une misérable et sinistre Tour de Babel (6), où tout le monde s'ignore ou se hait, en un possible et peut-être châtoyant manteau d'Arlequin aux couleurs diverses et complémentaires. Peut-on rêver ?

(1) Récits développés dans le n° 72 de la revue *Alternatives Non-Violentes*, sous le titre : "Les maquis de la liberté de Robert Barrat : journaliste au cœur de la guerre d'Algérie", par Jean-Pierre Lanvin. Lire également *Sans armes face à Hitler*, de Jacques Sémelin, P.U.F., 1990.

(2) Chiffres du recensement de mars 1991.

(3) Pour en savoir plus sur cette caravane de Noël 1991, écrire à : Assemblée Européenne des Citoyens, 46, rue de l'Université, 34000 Montpellier. Tél. (16) 6760 84 85.

Pour tous dons en espèces (pour l'achat de médicaments) : chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Agir ensemble pour les droits de l'homme", 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne.

(4) Un tiers des couples de Sarajevo sont mixtes. Faut-il jeûner ou déjeuner ? Je ne sais pas. Mais, dans les deux cas, à la même table de famille !

(5) Pour tout renseignement, s'adresser à "Agir ensemble pour les droits de l'homme", 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne. Tél. (16) 72 44 24 99.

(6) Auparavant, la langue serbo-croate contribuait à faire l'unité yougoslave. Avec la guerre civile, chaque république prend un malin plaisir à forcer les différences d'accents, d'idiomes et de graphismes. Ainsi, les Croates écrivent en caractères latins et les Serbes en caractères cyrilliques. Autrefois, les panneaux officiels étaient écrits de deux façons. Ils ne le sont plus. On préfère s'envoyer allègrement des formules quasi injurieuses, telles que "bloc teutonique", "taverne balkanique"... !

A consulter :

"Les racines du conflit serbo-croate", in *Etudes*, octobre 1991.

"L'agonie yougoslave", article d'Edgar Morin, paru dans *Le Monde* du 6 février 1992.

"Les fabricants d'armes allemands alimentent le conflit yougoslave", article de Milos Vasic, in *Courrier International* n° 66.

Tous les numéros du *Monde Diplomatique* depuis un an.

Mirko Grmek, historien de la médecine :

« Le virus de la haine est plus infectieux, plus sournois et, tout compte fait, plus meurtrier même que le virus du sida. L'une des principales voies de transmission est faite de vieux mythes, des clichés qui font appel à des ressorts irrationnels et, en court-circuitant la raison, mobilisent les forces obscures du subconscient. »

Marko Orsotic, franciscain, Croate de Bosnie-Herzégovine :

« Avec le nationalisme, il n'est pas nécessaire de penser, il suffit de sentir, et comme le régime n'a pas poussé les gens à penser... On érige des barrières entre religions ou entre langues dans le but de dresser ou consolider des frontières. Mais, si les droits sont respectés, les frontières le seront aussi... et perdront de l'importance. »

Le Liban après la guerre

interview de Jean-Marie MULLER*

Des sessions de formation à l'action non-violente se déroulent depuis deux ans au Liban, à l'initiative de la jeune association libanaise Action Sociale Culturelle (ASC). Jean-Marie Muller, qui participe à l'animation de ces sessions, nous dit le bilan que font les Libanais de la guerre civile et l'espoir que suscite là-bas l'action non-violente pour reconstruire la société civile.

ANV : Quelle est la situation politique, économique et sociale du Liban après 15 ans de guerre civile ?

J.-M. Muller : J'ai séjourné au Liban en septembre 1991, après y être allé l'année précédente. En septembre 90, nous étions encore en temps de guerre.

Rappelons-nous. Le général Aoun était le chef d'Etat-major des armées libanaises, avant d'assurer la transition du pouvoir au moment de la démission du président Amin Gemayel. Par la suite, Aoun refuse de reconnaître la légitimité du président de la République élu dans le cadre des accords de Taef.

En septembre 90, la question à Beyrouth était de savoir quand l'armée régulière loyale au pouvoir libanais allait déclencher une offensive, avec l'appui de l'armée syrienne, contre l'armée du général Aoun.

Il était extrêmement difficile de se déplacer. Il y avait des barrages sur toutes les routes. Indépendamment du Sud-Liban, toujours occupé par Israël, la plus grande partie du Liban était sous la dépendance de milices rivales. Avec le recul, on voit l'extraordinaire

pari de la session de formation à l'action non-violente qui s'est tenue en 1990, au nord du Liban, dans la région d'Ehden. C'est un miracle que cette session ait pu avoir lieu avec des Libanaises et des Libanais de toutes les confessions et venus de toutes les régions. Nous pouvions craindre à cette époque-là que l'offensive contre l'armée du général Aoun se transforme en une nouvelle guerre meurtrière.

En réalité, les événements sont allés assez vite. Dès le début de l'offensive, en octobre 90, le général Aoun a donné l'ordre à ses soldats de cesser le feu. Il a été ensuite hébergé à l'ambassade de France pendant de longs mois, avant de venir s'installer en France.

ANV : Est-il exact de dire que le Liban est devenu depuis une province syrienne ?

J.-M. Muller : C'est plus compliqué que cela. En France, nous avons surtout vu dans l'assaut contre le général Aoun l'emprise de la Syrie sur la société libanaise. Il est vrai, certes, que la société et l'Etat libanais sont sous la tutelle de l'Etat syrien et de son armée. C'est absolument incontestable. Les Libanais en sont conscients et cette situation hypothèque le présent et l'avenir du Liban. Mais, et c'est très important, on n'a pas assez souligné en France que cette tutelle syrienne a permis à la société libanaise de se libérer des milices. Et je suis enclin à placer l'armée du général Aoun au rang de ces milices.

* Ecrivain, animateur du MAN. Auteur du récent livre *Simone Weil - L'exigence de non-violence*, Paris, Editions TC, 1991, 208 p., 110 F franco, à commander à ETC, BP 63, 77932 Perthes Cedex.

La disparition des milices libanaises a été ressentie par l'ensemble des Libanais comme une libération. Ils estiment aujourd'hui que la guerre civile est terminée. Elle aura duré quinze ans. On peut maintenant circuler partout au Liban. Il existe encore des barrages, mais ils ne paralySENT plus la vie interne du pays.

Tous les problèmes ne sont pas résolus au Liban, mais on peut penser qu'ils ont une chance de l'être à l'avenir. Tous les Libanais ne font pas la même analyse. Certains font une lecture des événements plutôt optimiste, tandis que d'autres en font une plutôt pessimiste. Je crois que pour l'essentiel les Libanais sont dans une situation d'attente. Est-ce que, malgré la tutelle syrienne, la société libanaise va pouvoir retrouver son autonomie ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Les Libanais profitent de l'actuel temps de paix pour reconstruire le pays. Y aura-t-il assez de mobilisation au sein de la société civile et de la société politique pour que la société libanaise retrouve une totale indépendance ? Il est vrai que si cette mobilisation ne se fait pas, on risque de voir la tutelle syrienne devenir de plus en plus contraignante.

Nous sommes dans une situation d'attente, qui pour beaucoup de Libanais est une situation d'espoir. On sent bien que les conflits entre les différents clans, les différentes factions sont encore extrêmement brûlants. Il faudrait peu de chose pour qu'ils se réactivent, mais n'oublions pas que le contexte libanais dépend aussi pour une large part de la situation internationale, et particulièrement de la situation des pays du Proche et du Moyen-Orient.

Nous retrouvons ici la question posée par la Conférence de Madrid. Est-ce que cette Conférence va trouver une solution juste et globale pour tous les problèmes du Proche et du Moyen-Orient ? Il faut le souhaiter, mais rien n'est moins sûr.

Pour ce qui concerne la guerre du Golfe, le gouvernement libanais a suivi la prise de position syrienne, dans le sens d'un soutien à la cause américaine, du fait que la Syrie s'est retrouvée au sein de la coalition. Il y a eu là un décalage notoire entre le pouvoir libanais et

la population. La grande majorité des Libanais, toutes tendances confondues, a été contre la guerre du Golfe. Je dirais à cet égard qu'ils nourrissent une certaine amertume face au rôle que la France a joué à cette occasion, dans la mesure où les Libanais attendaient de la France une position qui se démarque de la position américaine. Ils ont peur, viscéralement, de "la patte américaine". Ils n'en attendent absolument rien, pire, ils la craignent. Georges Corm (cf. ANV n° 79) a raison d'écrire dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 1992 que pour le moment « le nouvel ordre américain au Proche-Orient ne semble pas avoir pour priorité la restauration de l'Etat libanais et de la démocratie ».

Il y a donc un anti-américanisme très virulent au Liban. Et il est difficile de comprendre, pour nous Occidentaux, qu'au moment du putsch de Moscou, fin août 91, une large partie de la population libanaise s'est retrouvée du côté des putschistes, en espérant que ce coup d'Etat aurait pour effet le renforcement de l'opposition soviétique à la politique américaine.

ANV : La guerre civile libanaise a duré quinze ans. Quels sont les antagonismes qui ont alors traversé la société ?

J.-M. Muller : C'est d'une extrême complexité ! Au départ, la guerre, qui s'est déclarée en 1975, a été une guerre surtout idéologique. Certains Libanais en parlent encore en évoquant "la belle guerre" ! Il y avait d'une part les factions progressistes de la société libanaise, avec notamment l'engagement des forces palestiniennes. Ces factions souhaitaient une réforme sociale de la société libanaise. En face de ce camp – je schématise –, il y avait le camp regroupé autour de la famille Gemayel, c'est-à-dire les milices, les phalanges chrétiennes. Je crois que le rôle tenu par Pierre Gemayel a été extrêmement néfaste. Lui-même avait été influencé par le régime fasciste italien. Les phalanges qu'il a créées avaient le régime fasciste pour référence. Il y a donc eu une opposition frontale entre le bloc progressiste et le bloc des droites. La guerre civile s'est poursuivie avec différentes phases. Le dernier épisode a été l'affrontement entre l'armée du gén-

ral Aoun et les forces libanaises de Samir Jaja, alors que l'un et l'autre se référaient aux traditions chrétiennes.

Après quinze ans de guerre civile, les Libanais sont bien obligés de constater qu'elle n'a en rien permis de construire l'avenir du Liban. **La guerre a montré son incapacité radicale à construire quoi que ce soit.** Malgré les positions politiques et confessionnelles des

uns et des autres, tous se retrouvent d'accord, d'une certaine façon, pour dire que le bilan de cette guerre civile est totalement négatif.

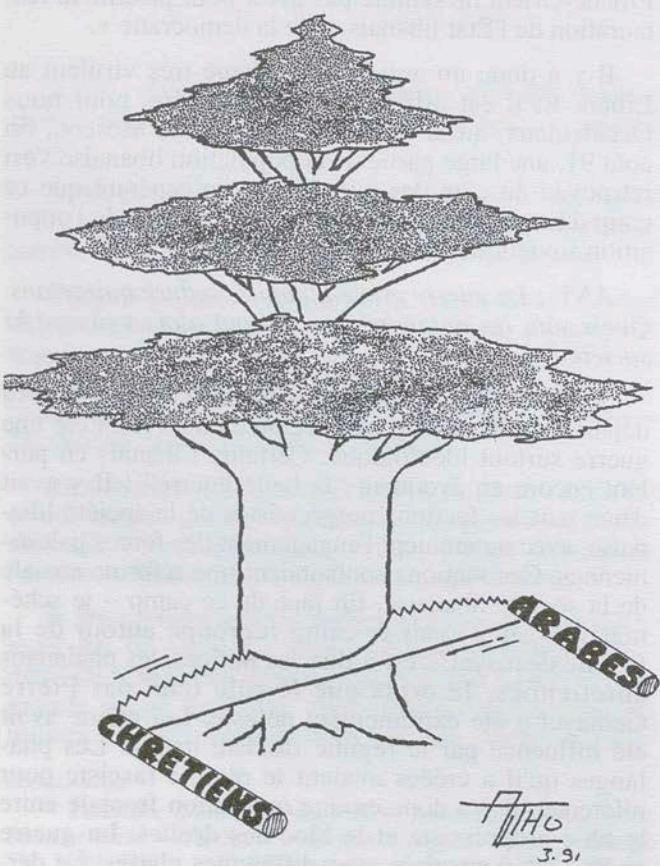
J'ai pu visiter cette année le centre de Beyrouth, avec toutes ses ruines. Les Libanais parlent beaucoup de la reconstruction de ce centre ville. Mais je me disais en moi-même qu'il serait bon qu'une partie ne soit pas reconstruite, afin qu'on puisse faire visiter ces ruines aux "enfants du monde entier". A travers elles s'expriment tristement l'absurdité et l'irrationnalité de la violence. Dans le fond, les différentes phases de la guerre civile ont consisté à accumuler des destructions sur le territoire de l'autre. L'accumulation des destructions, dans tous les camps, montre à quel point aucun n'a pu en tirer un véritable profit.

ANV : La société civile n'a-t-elle pas cherché quelquefois à résister à l'absurdité des milices ?

J.-M. Muller : La société libanaise, en fait, a subi la tutelle des milices et leur guerre. Elle en a payé cherrement le coût. Il y a certes une responsabilité de la société libanaise dans le développement des clans et des milices. La guerre civile ne s'explique pas seulement par les ingérences de forces étrangères (Israël et Syrie), il y a aussi des raisons proprement libanaises. Les confessions religieuses et les traditions féodalistes ont certainement leur part de responsabilité historique.

Les Libanais ont beaucoup souffert. C'est pourquoi ils font un bilan très sévère de tous les conflits. Actuellement, il y a une réactivation de l'économie, certains exilés reviennent. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui il y a deux fois plus de Libanais qui vivent en dehors du Liban que dans le pays même. Une diaspora très ancienne vit en Europe et aussi en Afrique noire. Ces Libanais de la diaspora ne sont pas insensibles à la reconstruction de leur pays. Certains sont même prêts à y participer financièrement.

Il s'agit de reconstruire le Liban au-delà de toutes les divisions, de tous les conflits, sachant que ceux-ci ne sont pas tous dépassés. Les antagonismes entre chrétiens et musulmans sont encore très forts, mais de nombreux Libanais travaillent à les aplaniir.



ANV : Peux-tu nous décrire ce que fait l'association Action Sociale Culturelle (ASC) ?

J.-M. Muller : Depuis plusieurs années, des Libanais, peu nombreux, ont voulu introduire une autre logique que celle de la violence. Ils ont alors découvert la dynamique de la non-violence.

Il convient ici de faire une place à la personnalité de Grégoire Haddad, l'ancien archevêque de Beyrouth, de rite grec catholique. Il avait fondé, il y a plusieurs années, un mouvement non-violent inter-confessionnel. Parmi ceux qui ont participé à cette mouvance autour de Grégoire Haddad, plusieurs ont décidé de créer l'association Action Sociale Culturelle, pour essayer de reconstruire la société civile sur une base démocratique et non confessionnelle – au Liban, cela veut dire quelque chose ! – Ils ont vu dans la non-violence la possibilité d'échapper à la logique destructrice de la violence, afin de reconstruire la société civile, en gérant les conflits de manière explicitement non-violente. A ce sujet, ils ont été extrêmement intéressés par les réflexions et les actions du KOR puis de Solidarité, en Pologne, pour tenter de reconstruire une société civile sur des bases démocratiques, laïques et non-violentes, malgré une histoire et un contexte bien différents.

La volonté de l'ASC est de travailler avec les autres organismes qui s'attellent à la reconstruction de la société civile, comme par exemple des syndicats, lesquels existent au Liban, à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays arabes. Ce lien avec des syndicats d'ouvriers et d'enseignants s'est manifesté par le rôle qu'a tenu l'ASC lors de rencontres et de sessions organisées avec eux et pour eux.

Des actions non-violentes ponctuelles ont été organisées avec succès, à l'époque où le contexte était encore celui de la guerre civile. Notons encore que l'ASC entretient de nombreux contacts avec des ONG présentes au Liban, comme l'UNICEF et la Croix-Rouge.

ANV : C'est donc dans le cadre des sessions de formation que tu as été invité au Liban, en 1990 et en 1991 ?

J.-M. Muller : En effet. Les membres de l'ASC ont voulu approfondir la non-violence lors de sessions de formation, après avoir lu, entre autres, des documents du MAN et fait traduire en arabe des chapitres de mon livre *Stratégie de l'action non-violente* (Seuil, coll. Points-Politiques n° 109). Lors du Forum pour les Droits de l'Homme qui s'est tenu à Paris en novembre 1989, nous avons eu l'occasion de rencontrer Walid Slaybi. Il m'a alors invité à venir au Liban, avec Hervé Ott du CUN du Larzac et Michel Megard du Centre Martin Luther King de Lausanne, pour des sessions de formation où allaient être abordés les aspects philosophiques et stratégiques de la non-violence.

Quarante Libanais ont participé à la première session de 1990. Nous avons recommencé en 1991. Ils étaient de confessions différentes et venaient de toutes les régions du Liban. Ils avaient en moyenne entre 25 et 40 ans. Ces sessions ont été en réalité des lieux de "formation pour formateurs".

Entre les deux sessions annuelles, des clubs sur la non-violence sont nés dans des universités. Pendant la guerre du Golfe, plusieurs ont mené des actions symboliques de résistance à cette guerre. Depuis notre première session, il y a un élargissement et la naissance de divers groupes qui se réclament tous explicitement de la non-violence.

Je reste profondément marqué par ces rencontres avec des Libanais, car lorsque nous parlons de non-violence, eux savent très bien ce que la violence est capable de faire comme ravages. Plusieurs ont été arrêtés et emprisonnés, aussi bien par l'armée israélienne que par l'armée syrienne, parfois pour de longs mois. Certains ont connu la torture. L'un d'entre eux a participé à une milice palestinienne. Le contexte est donc très différent de celui que nous trouvons lorsque nous organisons des sessions en Europe ! Ces Libanais savent maintenant, par expériences, que la logique de la violence conduit de toutes façons à la destruction, en aucun cas à la construction de quoi que ce soit. Ils sont allés jusqu'au bout de la logique de la violence, ils l'ont dépassée et ils ont alors rencontré la non-violence. Là

réside à mon sens une grande espérance pour le Liban. Avec tous les malheurs éprouvés durant quinze ans, les Libanais n'ont plus confiance dans la violence pour construire une démocratie et garantir les libertés. C'est pourquoi les acteurs non-violents se font maintenant écouter.

ANV : Quelles ont été les actions des membres de l'ASC entre les deux sessions annuelles ?

J.-M. Muller : J'ai déjà parlé de l'émergence des clubs de recherche sur l'action non-violente dans des milieux universitaires. Beaucoup sont allés également questionner leur communauté religieuse, qu'elle soit chrétienne ou musulmane. Le lien entre la religion et la violence soi-disant légitime existe dans toutes les confessions présentes au Liban.

La non-violence suscite une contestation de la logique des milices, mais aussi une critique des religions, car les milices avaient toutes une appartenance religieuse. Les membres de l'ASC sont de différentes confessions. Aussi, il est passionnant de voir leur désir de rompre le lien qui existe entre les religions et la violence, tout en respectant la foi de chacun.

ANV : Quels sont les projets de l'Action Sociale Culturelle ?

J.-M. Muller : Il importe de saisir que cette association était composée de personnes qui se connaissaient au départ. Ils s'étaient en quelque sorte cooptés. L'ASC a grandi, mais elle tient à rester un lieu de réflexion et de formation à l'action non-violente, sans pour autant devenir un mouvement non-violent. C'est pourquoi il est question actuellement de créer un tel mouvement, qui puisse, au Liban, rassembler toutes celles et tous ceux qui désirent s'investir dans la non-violence politique. Ce mouvement est en gestation. Les statuts sont à l'étude.

L'ASC vient par ailleurs de trouver un local au centre de Beyrouth et cherche à se faire connaître dans les médias. Cette entreprise est toutefois difficile, car il faut bien comprendre que la non-violence n'a pas de tradition au Liban, principalement parce que les reli-

gions qui s'y trouvent n'ont aucune tradition de non-violence.

L'ASC s'efforce de créer des lieux de documentation sur la non-violence. Ses militants traduisent des écrits en arabe. Cette association est encore petite, mais elle devient de plus en plus active. Par exemple, il y a à Beyrouth le problème des locataires, c'est-à-dire de ceux qui étaient locataires dans des immeubles au centre de Beyrouth, et qui à cause de la reconstruction, risquent de voir disparaître leurs droits. Une association de locataires s'est formée. Des membres de l'ASC sont présents et proposent des actions non-violentes pour que les droits des locataires soient reconnus.

Dans la reconstruction de l'Etat libanais, et dans la volonté de briser la logique des milices, il y a le désir de reconstruire une armée nationale libanaise. Dans cette problématique, il vient d'être créé un service national militaire, qui précisément n'existe pas au Liban. Les partisans de la non-violence devront-ils donc faire un service militaire ? L'ASC est ici face à une situation nouvelle qu'elle va devoir gérer. Je ne sais pas comment cette association va réagir, car il ne semble pas qu'un projet de statut pour objecteur de conscience soit pour le moment envisagé. Il est probable que l'ASC ait dans ce domaine un nouveau combat à mener.

Les amis de l'ASC nous demandent avec insistance de les soutenir par un véritable partenariat, qui implique de nous, en France, un engagement à l'image de celui que, par exemple, des groupes du MAN ont su réaliser avec les groupes Liberté et Paix de Pologne, dans les années 1980. N'oublions jamais que l'envoi de pétitions, de lettres et de colis est d'une extrême importance pour ceux qui luttent pour l'obtention d'un statut d'objecteur de conscience.

ANV : Que représente l'occupation du Sud-Liban par Israël ?

J.-M. Muller : On parle beaucoup trop de la mainmise syrienne sur le Liban, en oubliant qu'Israël continue d'occuper le Sud. Il faut bien comprendre la position des Libanais. Il existe une résolution de l'ONU qui

demande le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban, mais il faut bien constater que la communauté internationale s'est tristement accommodée du fait que cette résolution soit restée morte.

Cette résolution attend encore son application, quel que soit le résultat de la conférence de Madrid. Il est scandaleux qu'Israël bénéficie d'une impunité politique tout à fait anormale.

J'ai eu des échos absolument dramatiques d'amis Libanais vivant au Sud. Israël divise les Libanais pour mieux régner. Par exemple, des Libanais du Sud vont travailler en Israël, car les salaires sont supérieurs à ceux qu'ils trouvent chez eux. Mais pour qu'un Libanais puisse aller travailler en Israël, il faut nécessairement qu'il ait un membre de sa famille dans l'armée libanaise du Sud, laquelle travaille au service de l'Etat israélien. Ces "harkis libanais" ont créé parfois, malgré eux, des divisions dans les communautés libanaises. Il est fréquent que des attentats soient perpétrés au Sud-Liban par la milice du Hezbollah pro-iranien, contre des soldats israéliens ou contre des soldats de la milice libanaise dite du "Sud-Liban". Il n'y a plus que cette région où existent encore des milices militaires. Le jour où Israël se retirera – car ce départ devrait bien arriver un jour ou l'autre – la situation sera grave et douloureuse pour les Libanais qui voudront régler entre eux les problèmes suscités par l'occupant israélien.

ANV : Quelles leçons peut-on tirer de la guerre civile libanaise, au regard du conflit Serbes-Croates ?

J.-M. Muller : Il y a beaucoup de différences et certaines analogies entre la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie et la guerre civile du Liban. Beaucoup d'observateurs ont parlé de la libanisation de la guerre entre les Serbes et les Croates. Au-delà de toute idéologie, l'analyse la plus objective des événements semble montrer que la violence demeure toujours irrationnelle. Elle n'est pas tant une stratégie politique que le fruit d'une idéologie qui empêche tout règlement politique des conflits.

Par ailleurs, on a bien souvent cherché à nous

émouvoir en France en nous montrant des images présentant les souffrances du peuple libanais et celle du peuple croate, sans que cela ne provoque une prise de conscience politique. Au mieux, de telles images peuvent provoquer une prise de conscience humanitaire. C'est déjà beaucoup, et combien nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. **On ne peut pas plus apporter de solution politique par l'humanitaire qu'on ne peut apporter de solution politique par le militaire.**

L'Occident oscille entre l'impasse militaire et l'impassé humanitaire. Je crois que cela montre d'autant mieux que la communauté internationale se doit d'intervenir par des forces d'interposition et de médiation diplomatiques, mais aussi par des forces stratégiques, sur le terrain, pour tenter de maîtriser ces graves convulsions de violence. Je parle de convulsions, au sens médical, car il s'agit véritablement d'une maladie. La Yougoslavie, comme le Liban, nous montre que la violence est incapable de construire l'histoire. Les moyens militaires dont disposent les Occidentaux sont incapables de construire une paix juste et globale en Yougoslavie. L'Europe ne dispose daucun moyen d'intervention.

L'heure est donc à la réflexion pour qu'apparaissent des moyens d'intervention non-violents, capables d'intervenir dans un conflit violent. Le droit d'ingérence dont parle Kouchner n'est qu'un droit d'ingérence humanitaire. C'est déjà un bon choix, mais il convient de développer parallèlement un droit d'ingérence politique. Il ne faut pas que la réflexion sur les possibilités d'intervention par des forces non armées soit le propre de militants non-violents, mais devienne aussi la réflexion des diplomates de la communauté internationale. On sait bien que les gouvernements ne se poseront pas cette question s'ils ne sont pas pressés de le faire par la mobilisation des opinions publiques. Cette réflexion devrait être posée et traitée dans le cadre de l'ONU, en lien avec les ONG. Il peut apparaître à juste titre inadmissible pour les Croates et les Serbes victimes de la guerre, que l'ONU, par la voix de Monsieur Goulding, ait estimé que « les conditions n'étaient pas

entièrement réunies pour le déploiement de dix mille casques bleus chargés du maintien de la paix » (*Le Monde*, 31.01.92).

Les risques pris naguère dans les conflits guerriers l'étaient par des gens en armes. C'était la grandeur des soldats que de prendre le risque d'être tués. Il faudrait qu'au sein des ONG et des mouvements de paix puis-

sent se mobiliser des hommes et des femmes qui acceptent de prendre des risques sur le terrain pour faire la paix, comme jusqu'à maintenant les soldats ont su les prendre pour faire la guerre.

*Interview réalisé le 2 février 1992
par Alain Refalo*



Liban 92, de gauche à droite : François Bazier (Belgique), Michel Mégard (Suisse), Augarit Younam (Liban-ASC), Jean-Marie Muller (France), Antoine Tawk (Liban-ASC), et accroupi Walid Slaybi (Liban-ASC).

L'Intifada et la non-violence

par Vincent BONY *

La guerre des pierres... à l'ère atomique, voilà qui peut faire sourire. Entre violence et non-violence, cette révolte palestinienne continue de déstabiliser Israël.

Les origines de l'Intifada

Le soulèvement palestinien est avant tout celui des jeunes, nés sous l'occupation militaire israélienne. Ils ont grandi dans un climat de casques et de fusils. Ils ont partagé depuis leur petite enfance les souffrances et humiliations de leurs aînés. Ils ont vu les terres confisquées par les colons israéliens, les oliviers arrachés, et leurs parents parfois contraints de quitter leur village et de se résigner à la précarité des camps de réfugiés.

Ces jeunes qui, pour la plupart, n'avaient jamais vu les Israéliens autrement qu'en militaires, ont vécu la violence de l'armée faisant feu sur leurs aînés des camps de réfugiés ou sur leurs étudiants qui manifestaient, les contrôles et la répression militaire.

Poussés par les provocations incessantes, ils se sont levés d'un bloc, par solidarité avec les jeunes du camp de Jabalia, près de Gaza, contre lesquels la machine militaire israélienne avait une nouvelle fois mortellement fait feu.

Au plein cœur de l'Intifada, les journalistes ont surtout montré des images de guerre et de violence. Les pierres, les pneus enflammés, les visages masqués par les "keffieh", autant d'éléments qui impressionnent le

téléspectateur. Il est vrai aussi que des cocktails Molotov ont tué des Israéliens, et que les Palestiniens accusés de collaboration ont été sauvagement assassinés. Mais, au-delà de ces actes condamnables, même s'ils sont enracinés dans la souffrance d'un peuple, l'Intifada a été, et reste encore, pour sa plus grande part, une révolte résolument pacifique. Elle s'inspire souvent des idées de résistance non-violente de Mubarak Awad (expulsé en juin 89, pour avoir été soupçonné d'être un leader du soulèvement).

Les jeunes ont pris la rue comme terrain d'action pour crier leur rage et défier l'occupation israélienne. Leurs parents les ont suivis par de vastes mouvements de grève et de boycott. Ils ont aussi mis en place tout un travail de développement agricole, et des réseaux d'éducation parallèle, de comités d'entraide, d'entreprises et de coopératives de village.

Au-delà des simples jets de pierres

La révolte des pierres a pu en effet ouvrir la porte à toute une série d'initiatives de résistance fondamentalement non-violentes. Celles-ci n'avaient pas eu auparavant la possibilité de faire l'unanimité au sein des différents mouvements politiques palestiniens ni de créer l'unité, à l'intérieur comme à l'extérieur des territoires occupés.

* Militant non-violent, a séjourné un an en Palestine et en Israël.

Les Palestiniens qui, depuis toujours, avaient prôné la lutte armée comme la seule voie vers la libération de la Palestine, y ont vu un élan précieux et profond, de la part de l'ensemble de la population, et des jeunes en particulier. Ils ont ensuite perçu que l'Intifada pouvait devenir une arme efficace contre ceux qui ne les considéraient que comme des terroristes, et pouvaient ainsi éviter de s'interroger sur l'éventuelle légitimité de leurs revendications.

Quant à ceux qui, depuis plus ou moins longtemps, souhaitaient un engagement plus diplomatique, fondé sur le dialogue et une reconnaissance mutuelle avec Israël, ils y ont vu une occasion unique de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de paix au niveau international. Il devenait possible de l'associer aux capacités de résistance et d'indépendance des Palestiniens des Territoires Occupés (T.O.).

Enfin, l'Intifada des pierres a réussi ce qui était demeuré irréalisable : la mobilisation de toute la population palestinienne des T.O. contre l'occupation israélienne, et l'acceptation par l'ensemble des courants de l'O.L.P. de la stratégie diplomatique d'Arafat pour un compromis de paix.

Au-delà des pierres, les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza se sont organisés pour tenter de faire face aux mesures d'étouffement progressif mises en place par l'administration militaire israélienne.

La non-violence au quotidien

Le redéploiement agricole de la Palestine

Le soulèvement des pierres a donc créé une occasion unique pour tenter de reconquérir son indépendance, de l'intérieur. Le premier mot d'ordre, repris par le commandement unifié du soulèvement, fut de boycotter les produits israéliens que les Palestiniens pouvaient produire par eux-mêmes. Les affiches du *Centre palestinien pour l'étude de la non-violence*, appelant à consommer les produits palestiniens, sont apparues sur bon nombre de vitrines, notamment à Jérusalem-Est.

Ce boycott allait donc de pair avec le développement de l'agriculture palestinienne.

Chaque famille, depuis trois ou quatre ans, a remis son jardin en culture, et construit des poulaillers ou des clapiers. Au niveau collectif, des experts agronomes ont sillonné la Cisjordanie, pour conseiller les jeunes coopératives et les communautés villageoises qui souhaitaient remettre leurs terres en valeur, réaménager les sources, perfectionner les systèmes de récupération d'eau pour l'économiser le mieux possible.



*Le renouveau agricole palestinien
dessiné par un adolescent*

LA POLITIQUE D'OCCUPATION ISRAÉLIENNE EN CISJORDANIE ET DANS LA BANDE DE GAZA

L'objectif premier d'Israël, dans les territoires occupés, est de les peupler d'une population juive israélienne. Quand la population juive y sera majoritaire, et le reliquat de population palestinienne bien contrôlé, ces territoires pourront être annexés, comme l'ont été Jérusalem-Est, et le plateau du Golan, anciennement syrien.

Pour parvenir à ce but, l'Etat hébreu a entrepris de construire de nombreuses colonies de peuplement, stratégiquement réparties sur l'ensemble des territoires concernés. Pour ce faire, Israël confisque de plus en plus de terres aux Palestiniens.

En 1980, Israël disposait de 60 % des T.O. sur lesquels étaient construites plus de 140 colonies. Aujourd'hui, 75 % de la superficie des territoires est en possession d'Israël, 140 000 logements juifs ont été établis à Jérusalem-Est et dans la banlieue arabe avoisinante. Quatre nouvelles colonies ont été construites en Cisjordanie depuis un an, et la plupart des colonies déjà existantes ont été agrandies.

Parallèlement, l'Etat hébreu interdit l'expansion des villages palestiniens. Il refuse les permis de construire en dehors des zones constructibles déterminées en 1935 sous le mandat britannique, alors que depuis, la population a été multipliée par deux. Pendant les quatre années d'Intifada, Israël a détruit plus de 1 500 maisons construites "illégalement" par des familles palestiniennes à l'extérieur des villages surpeuplés.

Outre la terre, les autorités israéliennes sont particulièrement intéressées par les réserves en eau que constituent les nappes phréatiques du massif montagneux de Cisjordanie, qui surplombent et alimentent les nappes des plaines agricoles israéliennes.

Israël a un besoin énorme d'eau pour continuer son développement agricole et industriel. Même sans compter l'importante consommation des colonies agricoles, 40 % de l'eau

consommée par Israël provient de ces réserves de Cisjordanie.

Pour préserver ce potentiel vital, Israël a mis en place un plan de restriction de la consommation des Palestiniens. Ainsi, les nombreux puits palestiniens détruits pendant la guerre de 67 n'ont jamais pu être remis en état : les autorités refusent de délivrer les autorisations nécessaires. Il est presque impossible d'obtenir les permis pour creuser de nouveaux puits, et la profondeur maximale autorisée n'est que de 150 m, alors que les colons peuvent creuser jusqu'à 600 m.

Les autorisations pour construire des citernes collectives ou des retenues pour la récupération des eaux de pluie sont systématiquement refusées. Le nombre des puits palestiniens encore en fonction est limité par des quotas. Beaucoup ont été asséchés par le surpompage des colonies israéliennes.

Les villes et les villages alimentés en eau courante doivent payer l'eau jusqu'à six fois plus cher que les colonies juives, à la compagnie des eaux israélienne, qui contrôle l'essentiel des ressources.

Plus largement, le système de demandes d'autorisations et de taxes obligatoires pour toute initiative individuelle ou collective, permet aux autorités de contrôler et de limiter l'ensemble de la vie économique des territoires occupés.

De plus, la somme importante des taxes prélevées dans les T.O. n'a jamais été réinvestie dans les écoles et les hôpitaux, pourtant placés sous la responsabilité du gouvernement depuis 1967.

Ainsi, depuis 20 ans, la population des T.O., sans citoyenneté ni droit reconnu, s'est vu imposer cette politique de colonisation, qui lui interdit tout réel développement et qui la rend dépendante des produits et des emplois israéliens. De plus, avec le nombre grandissant de militants palestiniens expulsés de leur propre pays, elle s'est sentie de plus en plus soumise à une réelle politique de transfert progressif vers d'autres pays arabes.

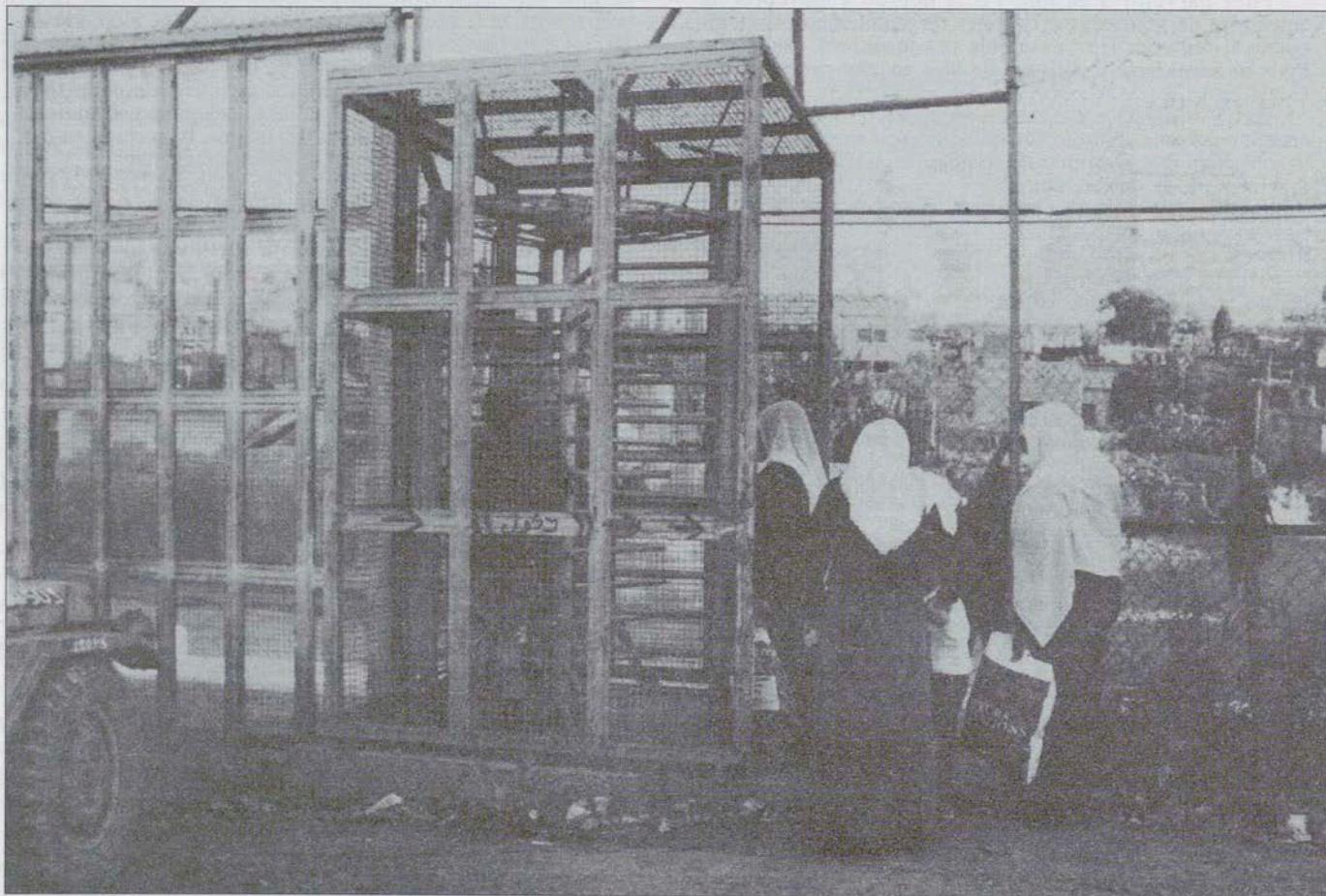


De nouveaux arbres, des oliviers et surtout des fruitiers, ont été plantés sur les terres disponibles. Les champs non irrigués ont été labourés pour produire légumineuses et céréales. Les petites usines de fabrication de soda, cola..., de pâtes et autres produits très consommés dans les T.O, se sont développées.

Au cours des quatre dernières années, les Palestiniens ont ainsi réussi à redonner vie à leur agriculture,

tout en satisfaisant l'ensemble de leurs besoins en fruits et légumes. Jusqu'alors, c'est Israël qui leur fournissait la quasi totalité de ces produits. *C'est assurément le premier pari remporté par l'Intifada.*

Pour passer à un stade supérieur de développement, il aurait fallu pouvoir exporter, en augmentant notamment les moyens de conservation. Mais il est impossible d'obtenir les autorisations nécessaires à la réalisa-



Passage entre Gaza et Israël.

tion d'un projet d'envergure. Même les laboratoires d'étude – pour la mise au point de nouvelles plantes, ou de nouveaux matériaux pour le stockage de l'huile d'olive destinée à l'exportation, afin d'éviter qu'elle se détériore pendant le transport – doivent travailler clandestinement.

Le refus d'une main-d'œuvre palestinienne pour Israël

Le second mot d'ordre, lié au premier, a été le boycott du travail en Israël. Plus de la moitié de la population active palestinienne des T.O., en effet, allait travailler comme main-d'œuvre bon marché sur les chantiers ou dans les usines... Ainsi, tôt chaque matin, un flot de Palestiniens quittaient les villages ou les camps, pour se rendre en Israël, et rentraient le soir : ils n'avaient pas le droit d'y passer la nuit.

Les Palestiniens ont vraiment cru pouvoir boycotter ce travail au service de l'occupant. Au cours de la première année de l'Intifada, beaucoup sont restés chez eux, par solidarité nationale ou sous la pression des groupes de jeunes chargés de faire respecter les consignes du soulèvement.

Ce boycott du travail est resté assez limité. Refuser de travailler en Israël implique que chaque famille fasse le choix de vivre avec beaucoup moins de moyens, en autarcie forcée ; cela n'est possible que dans de petits villages ruraux.

Dans les camps de réfugiés de Gaza, qui représentent le principal réservoir de main-d'œuvre palestinienne pour Israël, la population, résolument déterminée, a choisi au début de se serrer la ceinture. Mais, après les premiers mois, au cours desquels les couvre-feux ont été maintenus pendant plusieurs semaines consécutives, beaucoup ont été contraints de reprendre le chemin d'Israël.

Pour tenter de limiter les ferveurs indépendantistes de la population de la Bande de Gaza, les autorités israéliennes ont même réussi à imposer une carte magnétique à tous les hommes de moins de 60 ans, obligatoire pour passer la "ligne verte" entre Gaza et

l'Etat hébreu. Cette carte n'est évidemment accordée qu'aux personnes n'ayant jamais fait de prison et pouvant attester que leur famille est en règle avec la loi (c'est-à-dire ne participe pas au mouvement de refus des taxes...).

La population a d'abord décidé collectivement de boycotter cette carte en même temps que le travail en Israël. Mais, sous la contrainte économique, les familles ont été progressivement obligées de céder aux exigences israéliennes.

Aujourd'hui, ce sont les mouvements extrémistes israéliens qui font pression sur les chefs d'entreprise en Israël pour qu'ils n'emploient plus de Palestiniens. Ils peuvent aujourd'hui les remplacer par de la main-d'œuvre israélienne, abondante depuis l'arrivée massive de juifs d'U.R.S.S. ou d'Ethiopie. Le mouvement s'est donc finallement inversé.

Cet échec du boycott du travail en Israël a durement montré les limites auxquelles doit se mesurer la lutte palestinienne pour l'indépendance. Tant que le développement économique palestinien est verrouillé par Israël, les actions non-violentes de l'Intifada risquent de n'être souvent que symboliques. Les conséquences à moyen ou à long terme deviennent trop lourdes à supporter.

Le commandement uniifié a pourtant souvent fait appel à la *désobéissance civile*. C'est le refus des taxes qui a été l'action la plus suivie dans ce domaine.

Le cas exemplaire de Beit Sahour

Depuis le début du soulèvement, de nombreuses familles, propriétaires de magasins ou de petites entreprises artisanales, ont refusé de payer les taxes que leur réclamaient les autorités israéliennes. C'est à Beit Sahour, une petite ville de 12 000 habitants près de Béthléem, que cette action, menée de façon collective, a pris le plus d'ampleur.

Les habitants ont d'abord organisé des manifestations de solidarité avec les premiers "refuseurs" qui s'étaient fait emprisonner. Ils avaient décidé d'aller rendre collectivement leur carte de "résidents dans les

T.O." (leur seul papier d'identité) aux autorités militaires locales. Après une dispersion manu militari de la manifestation, l'administration israélienne leur a renvoyé leur carte.

La population a alors décidé d'organiser un refus collectif des taxes par l'ensemble des 700 familles de commerçants et d'artisans de la ville, avec pour slogan : « Pas de taxes sans représentation politique – Les taxes que nous payons ne nous reviennent que sous la forme de balles ou de colonies juives ».

Leur action a fini par provoquer une très vive réaction de la part des autorités qui ont bouclé toutes les entrées de la ville durant plus d'un mois. Pendant ce temps, elles ont imposé le couvre-feu et confisqué les stocks des magasins, les outils et les machines des ateliers, et les meubles et appareils ménagers de 300 familles. Les Israéliens ont emprisonné 40 propriétaires "refuseurs de taxes".

La solidarité exemplaire à l'intérieur de la petite ville a permis à chacune des familles concernées de ne jamais manquer de l'essentiel pour vivre. Les autorités ont tenté de faire pression sur chacun, pour qu'il paie, ne serait-ce que quelques shekels, afin de récupérer ses biens. Elles n'ont jamais réussi à faire céder la détermination générale, bien au contraire.

Cette répression massive a entraîné un soutien international, et les mouvements de paix israéliens se sont largement mobilisés pour organiser des actions de désobéissance civile et d'interposition devant les militaires, en soutien à l'action non-violente de Beit Sahour. Les autorités ont fini par reculer, en levant l'état de siège imposé à la petite ville. Le succès de Beit Sahour a été célébré par une grande prière pour la Paix rassemblant chrétiens, juifs et musulmans dans la grande église du village, à majorité chrétienne.

Quel avenir pour l'action non-violente ?

Beit Sahour pensait avoir ouvert une brèche dans laquelle toute la population des T.O. allait pouvoir

s'engouffrer. Mais la structure de Beit Sahour est bien particulière : toutes les familles, issues de six ou sept familles d'origine, se connaissent. Leur remarquable solidarité dans l'action ne peut se vivre de la même façon dans les autres villages, ni surtout dans les autres villes palestiniennes.

Même si le refus des taxes s'est amplifié après les événements de Beit Sahour, l'action a pris un aspect plus individuel. Les autorités, quant à elles, ont pris le parti de réprimer de manière plus diffuse, bien que toute aussi forte, ce qui ne soulève plus la même réaction de soutien en Israël et à l'étranger.

Même à Beit Sahour, face à cette nouvelle forme plus discrète de répression, la population a fini par perdre son entrain. Le refus continue toujours, mais la plupart des magasins n'ouvrent plus : les propriétaires préfèrent le plus souvent les réseaux de distribution clandestins. Les pertes et les difficultés économiques entraînées par le refus collectif ont été importantes ; la population, déçue des résultats à moyen terme, est désormais plutôt réfractaire à la mise en place de nouvelles actions de désobéissance civile.

Ainsi, on avait proposé de refuser de payer l'eau plus cher que les colonies voisines : beaucoup ont jugé cette action trop lourde de conséquences, et la population de Beit Sahour n'a pas accepté de se lancer de nouveau seule dans pareille aventure, sans la garantie d'être suivie par les autres villes et villages. Le refus des taxes se poursuit donc, mais il s'agit aujourd'hui davantage d'une action symbolique – même si elle implique de lourds sacrifices – que d'un réel mouvement de pression contre l'occupant.

Dans l'ensemble des territoires cependant, quelques mouvements de protestation ou de solidarité avec les "martyrs" du soulèvement ont réussi à maintenir l'unité de l'Intifada : jours de grèves, peintures sur les murs, drapeaux accrochés aux fils électriques...

Depuis quatre ans, les commerçants et artisans palestiniens ferment d'eux-mêmes leur boutique tous les après-midi, et un à deux jours par semaine, selon les événements. Mais, au-delà de la mise en évidence

de la détermination nationaliste palestinienne, ce mouvement de grève ne fait pas directement pression sur Israël. Même si la population a pris l'habitude de faire ses achats pendant les heures d'ouverture, la grève des magasins arabes a tendance à affaiblir l'économie palestinienne, alors qu'elle aurait plutôt besoin d'être stimulée. Néanmoins, cette grève continue de manifester l'ampleur et l'unité du soulèvement.

D'autres actions non-violentes ont lieu. Par exemple, après le massacre de Righon Letzion par des commandos israéliens, la population palestinienne a accroché partout des rubans noirs aux maisons en signe de deuil. Les habitants de Béthléem, en d'autres occasions, accrochent des rameaux d'oliviers sur toutes les voitures. A Beit Sahour, pour fêter le premier anniversaire de l'Etat palestinien, les habitants ont chanté et tiré des feux d'artifices le soir sur les toits, à une heure choisie à l'avance... Mais ce genre d'actions n'a jamais été vraiment repris dans les appels du commandement unifié à l'échelle de tous les T.O. Certains militants, comme Nafez Assailly, du *Centre palestinien pour l'étude de la non-violence*, font pourtant des propositions dans ce sens pour, entre autres, alléger le rythme des jours de grève. Mais la motivation générale est-elle encore assez forte pour innover dans le domaine de l'action non-violente ?

Actuellement, après la guerre du Golfe, et depuis l'ouverture des négociations israélo-arabes, l'enthousiasme de l'Intifada semble être retombé. Après l'incompréhension générale, en Occident, de l'opposition palestinienne à l'intervention militaire américaine contre l'Irak, les Palestiniens savent que le rapport de force qu'ils avaient su créer avec Israël ne leur est plus aussi favorable que par le passé. L'idée d'une "Pax America" leur fait très peur. Elle les révolte, même si elle est *peut-être* leur dernière chance de voir un Etat palestinien se créer dans plusieurs années, dans une paix durable avec Israël.

L'Intifada continue cependant. Les interventions musclées des militaires israéliens, qui saccagent régulièrement les magasins dans la vieille ville de Jérusa-

lem, montrent que le refus de payer les taxes est encore en vigueur. Les affrontements entre les jeunes et l'armée, ou avec les colons, prouvent aussi durement que la guerre des pierres n'a pas encore dit son dernier mot.

Même si l'espoir qui dynamisait l'Intifada à son début est maintenant souvent remplacé par l'amertume ou le désespoir, même si la situation économique rend difficile le maintien d'actions fortes, des hommes et des femmes de Palestine s'efforcent de maintenir l'espoir. Jour après jour, ils se battent pour récupérer et économiser l'eau, pour développer leur agriculture. Ils créent maintenant des musées villageois, témoins de leur culture traditionnelle. Ils font vivre des écoles, des dispensaires... Ils travaillent pour faire respecter les droits de l'homme. Ils suscitent des lieux de rencontre et de dialogue avec la population israélienne... Ce sont eux qui, loin des caméras, maintiennent un "sursaut" palestinien, pour qu'un jour leur peuple puisse vraiment exister.

Tendre la main à l'ennemi

par le DALAÏ-LAMA

ANV reproduit ici des extraits du discours prononcé par le Dalaï-Lama du Tibet à l'Université américaine de Yale, le 9 octobre 1991.

Le Tibet est sous domination chinoise depuis 1951.

[...] Nos maîtres les plus précieux, ce sont nos ennemis. Ceci n'est pas seulement un enseignement bouddhiste fondamental, c'est un fait prouvé par la vie. Tandis que nos amis peuvent nous aider de mille manières, nos ennemis seuls peuvent nous apporter le défi dont nous avons besoin pour développer tolérance, patience et compassion. Ces trois vertus sont essentielles pour construire la personnalité, développer la paix et l'esprit, et nous apporter le vrai bonheur.

Il y a dans le christianisme un enseignement stimulant : tendre l'autre joue quand l'ennemi vous frappe. Le même idéal sous-tend la philosophie bouddhiste. Par une pratique systématique, nous pouvons développer une tolérance si puissante que si l'ennemi frappe, nous pouvons vraiment apprécier ses actions, car il nous fournit l'occasion de grandir. Nous nous sentons alors à l'aise, libres de toute colère et de toute haine, et nous décidons clairement les contraintes qui sont à l'origine de son comportement. Nous pouvons éprouver une vraie compassion pour lui, pour le triste destin qu'il s'impose à lui-même par le biais de sa conduite nuisible.

A travers de bonnes et mauvaises époques, nous, Tibétains, nous essayons de garder notre santé spirituelle et notre bonne humeur en nous souvenant que tous les gens, qu'ils nous blessent ou qu'ils nous aident, sont tout compte fait nos amis. Je répète souvent aux Tibétains que, tant que nous nous souvenons de ces vérités fondamentales, nous sommes vraiment invin-

cibles. Notre détermination ne mourra jamais, et nous pourrons peut-être aider aussi nos amis en Chine.

Je crois fermement que les relations entre les gens, et entre les nations, doivent avoir pour base la compréhension. C'est seulement en partageant sincèrement nos idées que nous trouverons des solutions aux nombreux défis que rencontre la communauté mondiale. Dans ce contexte, je crois que le monde devrait prendre la Chine au sérieux si elle veut participer à la communauté internationale de façon constructive. Mais quand elle s'entête à violer des normes fondamentales du comportement civilisé, comme un enfant gâté, elle ne devrait bénéficier d'aucune indulgence. La Chine doit répondre de ses actions en tant que membre responsable de la communauté internationale [...].

On a aussi suggéré que la vision asiatique des droits de l'homme est fondamentalement différente de ceux de l'Ouest, et que les Asiatiques attachent moins d'importance à la vie humaine. Ce n'est pas juste du tout. En tant que bouddhiste, nous vénérons la vie humaine comme le droit le plus précieux. Ma façon de voir les droits de l'homme n'est pas différente de la vôtre. La souffrance et la douleur sont les mêmes pour tous les humains. Tibétains et autres Asiatiques, nous souffrons de la même façon que vous Américains, et comme les Européens, les Africains, les Sud-Américains et les autres. Le désespoir dû aux abus en Chine et au Tibet est aussi légitime que l'inquiétude internationale au sujet des violations des droits de l'homme en Union

Soviétique et en Afrique du Sud. Ces questions ne relèvent pas des affaires intérieures d'un pays, ce sont les préoccupations fondamentales des êtres humains partout dans le monde concernant les souffrances de leurs frères et de leurs sœurs.

La Chine reste le dernier empire totalitaire et communiste. Mais comme l'ont prouvé les récents événements en Union Soviétique, elle ne peut garder longtemps cette position. La liberté et la démocratie atteindront la Chine. Je crois que, pour la paix et la stabilité du monde, la communauté internationale doit activer, encourager la Chine à évoluer aussi rapidement que possible, en douceur et sans violence autant que possible. Les révolutions pacifiques dans de nombreuses régions de l'Europe de l'Est et en Union Soviétique devraient servir de modèle. Nous ne devrions pas permettre que se répète la situation de la Yougoslavie – où l'incapacité de la communauté mondiale à reconnaître assez tôt le sérieux des problèmes a contribué aux troubles qui rongent la région et causent à sa population une immense souffrance [...].

J'ai toujours affirmé que le point central est le suivant : le peuple tibétain doit en dernier recours choisir sa propre destinée. Ce n'est pas au Dalaï-Lama, et certainement pas aux Chinois, de prendre cette décision. Le principe a été explicitement exprimé par le Premier Ministre Nehru dans un discours du Parlement indien le 7 décembre 1950 « ...puisque le Tibet n'est pas la Chine, ce sont finalement les vœux du peuple tibétain qui devraient l'emporter... ». Cependant, je ne veux pas que la situation se bloque. Etant donné le rythme rapide des changements à travers le monde, je crois qu'il y a maintenant de nouvelles possibilités pour résoudre de vieux conflits comme celui du Tibet. J'ai donc demandé au Parlement tibétain en exil, et aux autres, de venir avec de nouvelles idées pour une solution pacifique au problème tibétain. Mais par-dessus tout, je dois répéter que six millions de Tibétains au Tibet même doivent absolument avoir leur mot à dire sur le futur de notre pays.

La République Populaire de Chine prétend que les Tibétains sont heureux sous la domination chinoise, et

que c'est seulement « une poignée de séparatistes » qui pensent autrement. Comme je l'ai déjà dit, les sentiments des Tibétains peuvent être affirmés au mieux par un plébiscite. Mais l'attitude officielle chinoise me préoccupe gravement parce que Pékin refuse d'accepter la réalité de la situation. Tant que les Chinois ne comprendront pas les vrais sentiments et les vraies aspirations du peuple tibétain, il sera très difficile de trouver une solution satisfaisante au problème. Le refus du gouvernement chinois de répondre à mes efforts pour entamer des négociations a amplifié l'impatience de nombreux Tibétains, surtout de jeunes Tibétains au Tibet, à propos de la voie de la non-violence que nous suivons.

Les tensions augmentent dans mon pays, parce que la Chine développe au Tibet une agression d'ordre démographique en réduisant les Tibétains dans leur propre pays à une minorité de deuxième classe. La répression cruelle et la politique d'intimidation des Tibétains accroissent la polarisation de la situation. Dans cette situation explosive, j'ai la plus grande crainte que la violence n'explose. Je veux faire mon possible pour empêcher cela.

Dans cette perspective, j'envisage la possibilité d'une visite au Tibet le plus vite possible. J'ai deux buts en tête pour cette visite. Premièrement, je veux me faire une idée de la situation au Tibet en étant sur place, et je veux communiquer directement avec mon peuple. En faisant cela, j'espère aussi aider les dirigeants chinois à comprendre les vrais sentiments des Tibétains. C'est pourquoi il serait important que d'éminents dirigeants chinois acceptent de m'accompagner dans une telle visite, et que des observateurs étrangers, y compris la presse, soient présents pour voir et communiquer leurs découvertes.

Deuxièmement, je souhaite conseiller mon peuple et le persuader de ne pas abandonner la non-violence comme moyen de lutte appropriée. Parler à mon propre peuple peut être un facteur clé pour susciter une solution pacifique. Ma visite pourrait être une nouvelle possibilité de faire avancer la compréhension et de créer une base pour une solution négociée.

Evidemment, une visite au Tibet ne peut avoir lieu que si les Tibétains sont autorisés à me rencontrer et à parler librement avec moi, sans crainte de représailles. Quant à moi, je dois être libre de voyager où je veux, et de rencontrer n'importe quel Tibétain que je souhaite rencontrer. Beaucoup de mes amis qui auront la gentillesse de m'accompagner dans ce voyage devraient être libres d'en faire autant, sans aucun obstacle. Cette courtoisie doit être également le lot des médias internationaux dans un esprit de bonne volonté et d'ouverture.

Dans l'urgence où nous sommes de trouver une solution au conflit qui dure depuis des dizaines d'années entre Chinois et Tibétains, j'espère que les dirigeants de la Chine répondront favorablement à ma nouvelle initiative. J'ai confiance dans le fait qu'ils trouveront une manière de s'engager compatible avec l'investigation publique, et qu'ils donneront satisfaction à tous ceux qui sont impliqués dans cette recherche du changement et de la paix au Tibet [...].

Traduction : CSPTC Marseille

VIENT DE PARAÎTRE AUX EDITIONS T.C.



208 pages – 110 F franco
A commander aux
Editions Témoignage Chrétien,
BP 63, 77932 Perthes Cedex

Jean-Marie Muller, animateur du MAN et chargé d'Etudes à l'Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (IRNC) a rassemblé tous les écrits de la philosophe Simone-Weil qui exposent ses réflexions sur la violence et sur le rapport entre la religion et l'empire de la violence.

Ce livre aide à comprendre les enjeux éthiques, spirituels et politiques de la non-violence.

NOM, prénom NV
Adresse

Code postal Ville

commande ex. du livre "Simone Weil, l'exigence de la non-violence"
par Jean-Marie Muller

verse, à cet effet, F, à l'ordre ETC (joindre impérativement le règlement à la commande)

La transition démocratique au Bénin

ou l'exemplaire non-violence d'un palabre

par François JOURDAN *

Passer en douceur d'une dictature à un régime démocratique est un événement plutôt rare. C'est pourtant ce qui est arrivé au Bénin en 1991, sans effusion de sang.

Après l'ère de la colonisation en Afrique, sont venues les indépendances politiques. Mais beaucoup de pays "décolonisés" se sont retrouvés assez vite, après une période d'euphorie, avec des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Récemment, l'aspiration à la liberté et à la démocratie a repris. Le Bénin, dans cette évolution en cours, est souvent cité en exemple, car il a réussi en douceur une véritable transition démocratique. Des amis marocains me faisaient récemment l'éloge du Bénin avec quelques envies. Que s'est-il passé au juste ?

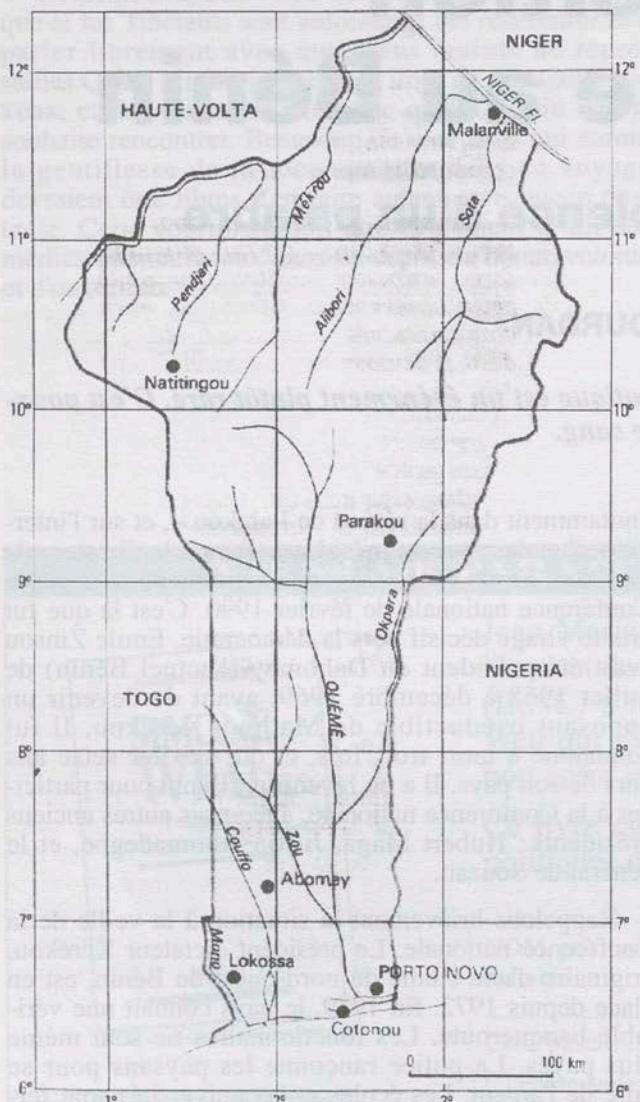
La convocation d'une conférence nationale

Jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu, à ma connaissance, d'analyse des événements qui ont permis la transition non-violente du régime dictatorial "marxiste-léniniste" de Mathieu Kérékou à la démocratie réelle. Je me suis donc appuyé pour cet article sur ma modeste expérience de deux ans au Bénin

—notamment dans la région de Parakou—, et sur l'interview d'un des anciens présidents d'avant la dictature de Kérékou, Emile Zinsou, lequel a participé à la fameuse Conférence nationale de février 1990. C'est là que fut pris le virage décisif vers la démocratie. Emile Zinsou avait été président du Dahomey (l'actuel Bénin) de juillet 1968 à décembre 1969, avant de devenir un opposant irréductible de Mathieu Kérékou. Il fut condamné à mort trois fois, et dut s'exiler seize ans hors de son pays. Il a pu revenir au Bénin pour participer à la Conférence nationale, avec trois autres anciens présidents : Hubert Maga, Justin Ahomadegbe, et le général de Souzan.

Rappelons brièvement la situation à la veille de la Conférence nationale. Le président dictateur Kérékou, originaire d'une ethnie du nord-ouest du Bénin, est en place depuis 1972. En 1989, le pays connaît une véritable banqueroute. Les fonctionnaires ne sont même plus payés. La police rançonne les paysans pour se faire de l'argent. Les écoles et les universités sont fermées, puisque, n'étant plus payés, les instituteurs et les professeurs refusent de travailler. Les jeunes sont à la rue. On parle d'années scolaires "blanches". La banque officielle, la Banque Commerciale du Bénin (BCB) n'a

* Prêtre eudiste, membre du MIR (Mouvement International de la Réconciliation).



Le Bénin.

plus de réserve : l'administration refuse ses chèques, puis peu à peu même les chèques "certifiés". Pour obtenir de l'argent en francs CFA, les privilégiés du pays doivent aller à l'étranger, comme au Togo. Le pays ne tourne plus. Des mouvements de protestations surgissent. Ils sont vite réprimés. Lors de certaines grèves et manifestations, il y a des blessés et des morts. Le courrier est surveillé. Comme par les années passées, le régime utilise sa justice pour faire condamner et emprisonner tout opposant. Les rapports d'Amnesty International dénoncent l'existence de prisonniers politiques et les tortures qu'ils subissent.

A cause de cette situation qui s'est installée progressivement, les organismes internationaux ne soutiennent plus le régime de Kérékou. Les prêts sont supprimés. Il y a trop de détournements de fonds, pas tant de la part de Kérékou que de ses ministres qui partent à l'étranger avec la caisse... Le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale mettent des conditions draconien-nens à l'octroi de la moindre aide financière. Depuis longtemps la France avait pris, quant à elle, ses distances avec ce régime dit "marxiste". Le fiasco était total. On pouvait craindre de terribles violences. Le président dictateur cherchait une issue. Son slogan "prêt pour la Révolution, la lutte continue !" apparaissait ridiculement dépassé et désuet.

Après mûre réflexion au sein du parti unique, le Parti Révolutionnaire Populaire du Bénin (PRPB), et la France aidant, le camarade président s'est approprié l'idée de convoquer une "Conférence nationale". Au départ, il s'agissait de réunir le PRPB avec deux ou trois personnalités divergentes, pour marquer une "ouverture" qui donnerait l'impression d'union nationale. Un replâtrage. Dans ce contexte bien contrôlé, il était envisagé de faire un bilan et de prévoir un programme de redressement qui aurait pu plaire aux bailleurs de fonds internationaux, pourvu que la stabilité du régime soit assurée. Le PRPB avait d'ailleurs accepté déjà dans ce sens, le 17 décembre 1989, l'abandon de l'idéologie marxiste et la séparation du Parti et de l'Etat.

La "Conférence nationale des forces vives" devait durer une semaine. Elle fut précédée par une certaine liberté, réclamée par l'opinion, ce qui permit le retour de l'étranger des anciens présidents. C'est ainsi que Monsieur Zinson fut accueilli triomphalement avec des tam-tam à sa descente d'avion, par des milliers de ses amis et son parti de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP). Son retour a été suivi immédiatement d'une grande messe à la cathédrale de Cotonou et d'un bref passage recueilli au cimetière de la ville. Ayant refusé de rencontrer le président dictateur, ses amis le prièrent instamment d'accepter quand même. Il y eut alors, avec témoins, une entrevue organisée avec Kérékou, étape utile sans doute pour la suite. Dans tout le pays inquiet, chez les catholiques en particulier à la demande des évêques, on s'est réuni pour prier, faire des neuvaines et des processions, pour que la dictature ne reprenne pas.

Le lundi 19 février s'ouvrit la Conférence nationale, avec 488 délégués, dont beaucoup étaient issus du PRBP, mais aussi de formations politiques de l'opposition. Au vu du très imposant dispositif de sécurité militaire dans la salle de l'hôtel de Cotonou où elle siégeait, la Conférence avait une tonalité de "1789", aux dires du journal *Le Monde*, dans une très brève et unique relation des événements (21 février 1990). Là, plusieurs orateurs ont lancé le mot célèbre de Mirabeau à l'Assemblée Constituante « Nous sommes ici par la volonté du peuple. Nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ! ». Le dictateur Kérékou était présent à l'ouverture de la Conférence. Il souhaitait gagner, mais sans verser de sang. L'ensemble des délégués, très divers par l'âge, le milieu ou la religion, désiraient aussi éviter les violences. Très vite un événement allait favoriser ce souhait : l'élection à l'unanimité de Mgr de Souza (archevêque coadjuteur de Cotonou) comme président de la Conférence.

Le peuple suivait avec passion chaque minute des débats, car la radio les retransmettait intégralement en direct. On voyait en ville les gens conduisant d'une main leur mobylette, avec de l'autre le transistor collé à

l'oreille. C'eût été un drame si la Conférence avait échoué. Il y eut des joutes oratoires. On parla d'élaborer une charte nationale avant la rédaction d'une nouvelle Constitution. L'opinion attendait un gouvernement de transition et que le chef de l'Etat soumette son mandat au suffrage universel, ce qu'il ne semblait pas disposé à faire !

Le troisième jour, après diverses tensions, la Conférence vota sa propre souveraineté, et debout chanta l'hymne national. La peur d'une réaction brutale de la part de Kérékou s'installa. Des rumeurs parlaient d'un coup d'Etat civil qui pourrait entraîner les réactions conjuguées du PRPB et de l'armée. De fait, la nuit suivante, le dictateur revint à la Conférence pour un long discours, déclarant ce chemin inacceptable. Mais entre les réunions, il y avait eu les discussions de couloirs. Dans le salon attenant à la salle de Conférence, les anciens présidents exercèrent plusieurs fois leur influence. De même Mgr de Souza, avec intelligence et fermeté, comme président de la Conférence, s'entretint longuement avec Kérékou. L'évêque prôna souvent le pardon et la réconciliation pour désamorcer toute tentative de violence. De plus, la Conférence était suivie internationalement. Il paraissait difficile de commettre une traîtrise sous ce regard !

La Conférence se poursuivit alors jusqu'au 28 février. Tout pouvait encore échouer le dernier jour. Une trahison de Kérékou était encore à craindre. Le discours qu'il avait prévu, en lien avec son parti, rejetait la Conférence nationale. C'est alors que les conversations et les influences de couloir ont pleinement joué. Finalement, Kérékou renonça aux règlements de compte, avec en contrepartie une immunité totale pour lui et tous ses subordonnés, qui de fait se sont retrouvés amnistiés. Après la clôture de la Conférence, le PRBP n'osa pas se démarquer de Kérékou.

Les suites de la Conférence nationale

La liberté de la presse fut assurée. Des élections locales permirent les 10 et 11 novembre 1990, de dési-

gner maires de communes et responsables de villages et de quartiers. La Constitution nouvelle fut approuvée par référendum le 2 décembre 1990, avec 93,2 % de "oui". Elle a institué un régime présidentiel.

Le 17 mars 1991, des élections législatives ont eu lieu. La victoire est revenue à une coalition de quatre partis politiques soutenant Nicéphore Soglo. Aux élections présidentielles des 10 et 24 mars 1991, où se trouvaient seize candidats, dont Kérékou, Nicéphore Soglo fut élu président. L'ancien dictateur ne pouvait que s'incliner définitivement. Il y eut pourtant des violences dans le nord du pays, notamment à Natitingou, Diougou et Parakou, avec des partisans de Kérékou. Le président Soglo, peine élu, dut se faire hospitaliser à Paris, au Val de Grâce, pour un mal au dos, a-t-on dit, ou pour une typhoïde, ou à cause d'un empoisonnement... ?

Le régime semble être solide de nos jours. La liberté, la confiance et la démocratie sont revenues. Tout un peuple respire. Les salaires sont payés. Les problèmes demeurent énormes, mais l'essentiel est là, au point que l'ancien dictateur s'en trouve honoré : il est parfois acclamé en public ! La crise du pays voisin, le Togo, qui ne parvient pas à faire cette transition démocratique, rehausse le prestige de Kérékou qui pourrait bien vouloir revenir un jour au pouvoir !

Pourquoi la transition démocratique a-t-elle réussi au Bénin ? Plusieurs éléments peuvent être avancés.

- Les Béninois ne sont pas vraiment belliqueux. Leur violence a pu s'exercer naguère contre des étrangers au moment de la colonisation, à Zadja et à Bio Géra notamment. Mais à l'intérieur de la société béninoise, les conflits sont traditionnellement gérés, canalisés.
- La culture béninoise est empreinte de spirituel. Tout le monde a le sentiment du respect de Dieu. L'expression courante, « Tu te crois seul, au-dessus de tout », est une véritable remontrance. La crainte réverentie de Dieu est forte.
- Une certaine maturité politique existe au Bénin (à la différence du Togo), qu'Emmanuel Mounier avait

manifestée dans ce titre qu'il donnait au Dahomey : « quartier latin de l'Afrique », à cause de ses nombreux administrateurs, ayant fait des études, présents dans toute l'Afrique de l'ouest.

- Les pressions internationales, tant politiques que financières, avant, pendant et après la Conférence nationale ont eu toutes leur importance.

Au temps d'une perestroïka bien avancée, et de la première élection libre avec multipartisme en Lituanie vers l'indépendance..., au temps de la libération du prisonnier le plus célèbre du monde, Nelson Mandela, le 17 février 1990, au Cap, après 27 ans de prison, accueilli par la télévision..., au temps du début des troubles au Gabon (22 février 1990)...., tandis qu'à Yopougon (banlieue d'Abidjan), les étudiants montaient sur des barricades au cri de : « A bas Houphouët ! Fini Houphouët ! Multipartisme ! » et que le Front populaire ivoirien exigeait dans son magazine *L'Événement* la transition pacifique vers la démocratie (cf. *Le Monde* du 22 février 1990), ... en ce mois de février 1990, la liberté a soufflé aussi sur le Bénin. Le Cameroun, le Zaïre, le Togo... et d'autres l'envient.

La Conférence nationale et le palabre africain

Ce qu'on appelle habituellement le palabre est une institution millénaire dans la mentalité africaine. Il semble que la Conférence nationale béninoise en a bien vécu l'esprit. Le palabre est une assemblée où chacun exprime tranquillement ses problèmes et ses objections. On en parle ensuite ensemble. Là, avec le temps et l'expérience du groupe, chacun peut évoluer dans ses positions, sans perdre la face, sans "manger de la honte" comme on dit au nord de Parakou, chez les Baribas. Cette dynamique permet de trouver la bonne solution qui rassemblera les forces vives du groupe.

Cette pratique du palabre est typiquement non-violente. Elle nous vient de sociétés souvent considérées en Occident comme immatures pour la démocratie. Cet

héritage mériterait vraiment d'être mis en valeur dans les sociétés qui se croient développées.

LE BÉNIN (ancien DAHOMEY)

- Superficie : 112 600 km², en forme de corridor de 100 km de large au sud, un peu évasé au nord.
- Population : 4,5 millions d'habitants. Le français est la langue officielle, mais plus de 40 langues locales sont parlées dans le pays.
- Capitale administrative : Porto Novo, avec 250 000 habitants.
- Capitale réelle : Cotonou avec 500 000 habitants.
- Parakou est la ville suivante par son importance, 100 000 habitants, mais aucun feu rouge !
- 50 % des enfants meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans.
- L'analphabétisme touche 76 % de la population.
- Le Bénin exporte : huile de palme, arachide, coton, karité, café, cacao, maïs. Il produit pour sa consommation courante : manioc, agrumes, tabac, riz...

LA TERRE : UN VILLAGE

Imaginons la population de la terre comme un village de 100 habitants (les conditions d'existence restant les mêmes). Ce village se composerait comme suit : 57 Asiatiques, 21 Européens, 14 Américains (Nord et Sud) et 8 Africains.

De ces 100 habitants, 70 seraient des non-blancs et 70 également seraient des non-chrétiens.

50 % des biens du village appartiendraient à 6 citoyens U.S.

70 habitants ne sauraient pas lire. 50 souffriraient de malnutrition, 80 vivraient dans des conditions d'habitation pauvres. 1 seul habitant aurait bénéficié d'une éducation universitaire.

Source : Flasches-Contacts-Echanges,
B.P. 208 – L2012 Luxembourg

Madagascar, une lutte non-violente qui impressionne

par François VAILLANT*

Depuis mai 1991, la majorité de la population de Madagascar vit en état d'insurrection non-violente pour renverser le président Ratsiraka. Grèves, désobéissance civile, mise en place d'un gouvernement parallèle : une lutte exemplaire pour l'instauration de la démocratie qui ne saurait tarder.

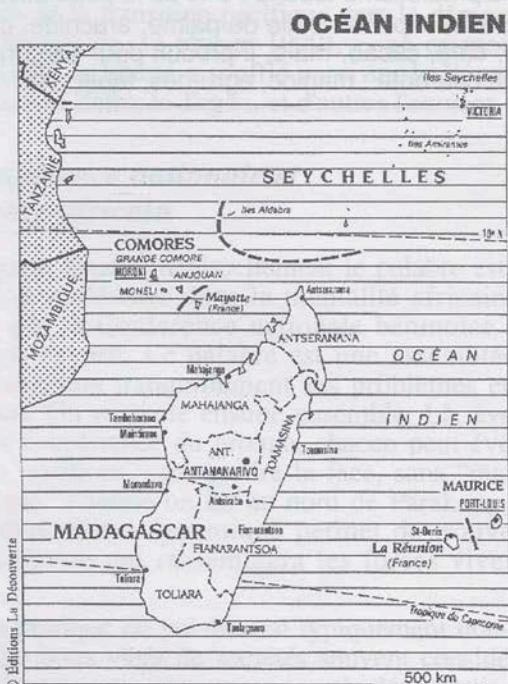
Naissance d'une opposition

Madagascar est le 12^e pays le plus pauvre du monde. Cette ancienne colonie française se trouve actuellement ruinée par seize ans de "régime socialiste-marxiste". Le président, Didier Ratsiraka, s'accroche au pouvoir. Il est vrai que ses amis sont des spécialistes du truquage des élections.

Les Eglises catholique, réformées et anglicanes montent au créneau en 1980, pour fonder le Conseil Chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM, en malgache). Cet organisme organise des sessions et des congrès où il est constaté, année après année, que la vie politique et économique du pays exige de sérieuses réformes. L'Etat fait la sourde oreille.

En 1990, une concertation nationale est organisée. Des délégués des partis politiques et de toutes les composantes de la société se retrouvent. Le président Rat-

* Auteur de "La Non-violence. Essai de morale fondamentale", Paris, Cerf, 1990, 282 p., 132 F, et "La non-violence dans l'Evangile", Paris, Editions Ouvrières, 1991, 136 p., 85 F.



siraka et ses ministres, eux aussi invités, refusent d'y participer. Puisque les autorités légales n'acceptent pas de dialoguer avec les représentants du peuple, des structures démocratiques sont mises en place, dont le Conseil des Forces Vives (KMF). De plus en plus de Malgaches veulent susciter une démocratie. Rien n'y fait, Ratsiraka ne change pas son pouvoir despote que où les magouilles et les "affaires" sont monnaie courante.

C'est alors que, probablement mal informé par ses conseillers élyséens, François Mitterrand se déplace le 15 juin 1990 à Antananarivo (ex-Tananarive), pour une visite à Ratsiraka, quelques jours avant le sommet franco-africain de la Baule. Ratsiraka profite de la présence de son hôte pour citer Jaurès : « Nous resterons debout dans la tempête ; nous ne montrerons pas, sous l'éclair des grands orages, des figures décomposées de peur » (1). Encore aujourd'hui, les démocrates de Madagascar se demandent pourquoi François Mitterrand est venu rencontrer Ratsiraka chez lui !

La rue prend le pouvoir

Le 1^{er} mai 1991, une manifestation de rue est organisée par ce qu'il est convenu d'appeler les Forces Vives, lesquelles regroupent en une structure démocratique plusieurs organismes, partis, syndicats, avec la bénédiction des Eglises. Les gens ont peur d'une répression militaire, mais près de 10 000 personnes se déplacent. Des consignes explicites de non-violence sont données. Le pouvoir n'ose pas réagir. Disperser une foule avec des fusils passerait mal comme information internationale le 1^{er} mai !

L'objectif de cette manifestation est clair : demander au pouvoir en place la tenue d'une Conférence nationale, mandatée pour élaborer une nouvelle Constitution. Les Malgaches sont exaspérés par la confusion, dans leur pays, entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. La Constitution en vigueur fonde un pouvoir personnel, sans partage et sans contrôle. Ils veulent en changer.

Devant le succès de la manifestation du 1^{er} mai, il est aussitôt décidé par les Forces Vives de faire des actions non-violentes devant les lieux administratifs, à intervalles réguliers. Succès. Le pouvoir ne parvient pas à trouver de prétexte (attentat...) pour légitimer une répression.

Le 10 juin, un appel à la grève générale est lancé. Plus de 100 000 personnes se rassemblent à Antananarivo, sur la place du 13 Mai. Ratsiraka continue à ne

UN PAYSAN DES HAUTS-PLATEAUX

Il habite une maison de briques construite après son mariage à côté de celle de ses parents et de ses frères. Toit de chaume (il n'est plus possible d'acheter de la tôle), volets en bois, pas de fenêtre, ni de cheminée.

Il possède souvent (mais moins souvent avec la croissance démographique) un lopin de terre dont une partie est irrigable (1/2 ha de rizière et 1 ha sur la colline permettent l'autosuffisance avec 5 enfants).

Ses seuls outils : 2 à 3 bêches (angady), quelquefois une petite herse pour briser les mottes de terre et préparer le sol.

Peut-être la moitié d'entre eux ont une paire de bœufs et quelquefois une charrette et une charrue (10 %).

S'il n'a pas de terre (20 % des paysans), le paysan loue son travail pour 1 000 FMG par jour (3 FF), soit 2 kg de riz.

Les instruments du ménage sont faits de quelques casseroles en fonte, de lampes à huile ou à pétrole et de quelques nattes. Pas de meubles. On voit très rarement une machine à coudre ou une bicyclette, mais il y a assez souvent un transistor à la fréquence de la radio gouvernementale. L'instituteur du village ou le commerçant du fivondrovana écoutent Radio France Internationale pour savoir ce qui se passe...

L'argent gagné (rare) est utilisé pour l'"écolage" (frais d'école), quelques médicaments, quelques vêtements d'occasion, et pour les fêtes de l'exhumation des parents ou de la circoncision des enfants.

Extrait du numéro de
Vers la Vie Nouvelle, octobre 91

rien vouloir entendre depuis son palais, une "folie versaillaise", édifiée en rase campagne. Les observateurs étrangers sont unanimes à reconnaître que le peuple malgache veut se libérer dans la dignité du joug qui l'opprime. Le journal *Le Monde* évoque plusieurs fois "la remarquable non-violence" dont font preuve les Forces Vives.

A partir du 10 juin, les étudiants, les administrations et les ouvriers sont en grève pour une durée indéterminée. Le peuple des paysans ne suit pas ce mouvement, tout préoccupé qu'il est à survivre au jour le jour. La refonte de la Constitution n'est plus le seul objectif des manifestants. Le départ du chef de l'Etat est maintenant aussi réclamé.

Le 15 juillet, Ratsiraka reçoit une délégation des Forces Vives. Cette rencontre ne fait rien évoluer. Les Forces Vives font alors monter la pression en osant nommer un gouvernement bis, avec à sa tête le professeur Albert Zafy, un homme connu pour son intégrité morale. Ce gouvernement bis décide alors d'occuper les ministères avec l'aide de la population. La désobéissance civile l'emporte, car l'armée décide de laisser faire. Le 24 juillet, Ratsiraka décrète l'état d'urgence. Les militaires reçoivent l'ordre de tirer sur tout rassemblement. Ils ne le feront pas. Rarement, dans l'histoire mondiale, un acte de désobéissance civile à cette échelle a été posé.

Le pouvoir légal demande alors à des policiers de procéder à l'enlèvement des ministres bis. Plusieurs vont être séquestrés. Albert Zafy est enlevé le 27 juillet. Il est libéré deux jours plus tard, sous la pression de la population et de la communauté internationale. Il faut noter ici le rôle très important mené par Radio-France International (RFI) qui a relaté plusieurs fois ce kidnapping pour le faire connaître aux quatre coins du monde.

Les Forces vives et le Comité National d'Observation des Elections (CNOE), soucieux de conserver les acquis de cette insurrection non-violente, diffusent un communiqué, le 26 juillet. Il y est rappelé que « l'alternance ne doit pas être la possibilité pour quelques-uns

de se substituer aux premiers pour continuer dans la même voie. Elle doit conduire à un changement des pratiques de chacun. C'est pour ce changement que la population souffre actuellement. Chaque Malgache doit prendre conscience aujourd'hui qu'il est citoyen à part entière (...). Actuellement deux camps sont en présence, et nul ne sait où est le pouvoir réel : l'un tenant sa légalité d'élections truquées et l'autre sa légitimité de manifestations d'envergure, ces derniers mois, dans tout Madagascar » (2).

"La marche de la paix" ***se termine dans le sang***

Les Forces Vives décident d'organiser une "marche de la paix" vers le palais présidentiel, le samedi 10 août. La distance à parcourir est de 15 km. Des négociations préalables avec des responsables de la garde présidentielle aboutissent à un accord : les manifestants pourront s'avancer jusqu'à un endroit situé à 1,5 km du palais. Cet endroit est vaste, il pourra contenir la foule.

La marche s'ébranle de la place du 13-Mai. Des chants profanes et religieux rythment le pas des marcheurs. Ils sont 500 000 pour les uns, 800 000 pour les autres. A 2 km de l'endroit prévu pour l'arrivée de la "marche de la paix", alors qu'une délégation était déjà partie pour essayer de rencontrer le président Ratsiraka, la Garde présidentielle arrête la foule et lui tire dessus sans sommation. Coups de feu, bombes lacrymogènes... Un hélicoptère surgit et largue des grenades offensives sur les manifestants en dérobade. Plusieurs se mettent à courir dans les rizières avoisinantes, ils sauteront sur des mines ! Le guet-apens avait été préparé soigneusement. Bilan officiel, douze morts et deux cents blessés ; bilan selon les Forces Vives, au moins 200 morts et 1 000 blessés.

Fait bouleversant et rassurant, la stratégie non-violente est maintenue après cette boucherie. Ce phénomène ne peut s'expliquer que par l'impressionnante maturité politique de la population et de ses représentants qui composent les Forces Vives

MADAGASCAR: MARCHE DE LA LIBERTE



Madagascar : marche de la liberté

Le changement du pouvoir

Les mois suivants ont abouti à un consensus de toutes les forces de l'opposition, non sans difficulté. Le 31 octobre, une Convention adopte le principe d'une période transitoire de 18 mois pour préparer la nouvelle Constitution. Pour cette période, les institutions suivantes ont été revues ou établies :

- *Présidence de la République*, avec Didier Ratsiraka. En réalité, il garde sa fonction mais n'a théoriquement aucun pouvoir.

- *Haute Autorité de l'Etat*. Elle est composée de 31 membres. Albert Zafy en est le président. C'est elle qui gouverne de fait le pays..

- *Comité pour le redressement économique*, 130 membres.

- *Haute Cour Constitutionnelle*, 11 membres.

Les anciennes institutions du régime en place (assemblée nationale, etc.), ne sont pas supprimées, mais leurs activités sont "suspendues" !

Le 23 novembre 1991, une cérémonie consacre l'entrée en fonction de la Haute Autorité de l'Etat. Ratsiraka reste le président du pays, mais il est hors d'état de nuire. Albert Zafy, président de la Haute Autorité, est chargé d'organiser la transition démocratique.

Début novembre, Albert Zafy est enfin reçu en France par Roland Dumas, lequel lui affirme que « le ministre des Affaires étrangères serait disposé à aider les Forces Vives dans la mesure de ses possibilités » (3). Il était temps ! En octobre, alors qu'il s'imposait d'apporter un soutien sans faille aux forces démocratiques de Madagascar, des élus du RPR et du PS ont annulé leur voyage à Antananarivo. Seul le député européen des Verts, M.C. Aulas, a accepté de faire le voyage. Ce député préside actuellement un Comité de soutien à l'organisation d'un référendum constitutionnel à Madagascar. C'est à ce référendum, entre autre, que travaille la Haute Autorité. Il aura lieu probablement vers le milieu de l'année 92.

Rien n'est définitivement gagné, mais la stratégie explicitement non-violente des démocrates malgaches devrait continuer à porter ses fruits, pour que la société civile retrouve toute sa vitalité.

(1) Fait cité par *Le Monde Diplomatique*, octobre 1991.

(2) Cf. p. 192-193 de "Pour la démocratie, solidarité et vigilance", 1991, 279 p. Document édité par le CNOE, 50, rue Joël-Rakotomala, Faravohitra, Antananarivo (Madagascar). Texte bilingue, malgache et français.

A lire également : un excellent article de Christian Brunier, paru dans *Non-Violence Actualité*, septembre 1991 (NVA, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis) ; le numéro spécial d'octobre 1991 de *Vers la Vie Nouvelle*, entièrement consacré à Madagascar, à commander au journal, 74, bd Beaumarchais, 75011 Paris.

(3) *Le Monde*, 5,11,1991.

FORMATION À LA NON-VIOLENCE AU SÉNÉGAL



*Hadji Ibrahima Dieng,
président de Repanov.*

REPANOV (Relais panafricain pour la non-violence) est un mouvement né à Dakar en 1991. Une session de formation à la non-violence, animée par Hervé Ott du Cun du Larzac, s'est déroulée cet été.

Pour les animateurs de REPANOV, il s'agit maintenant de

- proposer une relecture de l'histoire africaine ;
- éduquer au respect des droits de l'homme ;
- encourager les auto-développements, en renforçant la capacité d'initiative des populations ;
- mener des activités de recherche sur la défense civile non-violente, pour et avec les peuples d'Afrique ;
- mettre en place des moyens de diffusion.

REPANOV cherche à s'équiper en matériel audio-visuel et voudrait agrandir sa bibliothèque sur les thèmes de la non-violence, les droits de l'homme et du développement. Par ailleurs, les animateurs de REPANOV aimeraient entretenir une correspondance régulière avec des militants non-violents européens, dans le but éventuel d'établir un jumelage fiable et durable.

Ecrire : REPANOV, 4-5, rue Kléber, BP 3370, Dakar, Sénégal

Aung San SUU KYI : prix Nobel de la Paix 1991

L'attribution du prix Nobel de la Paix à Suu Kyi a permis à l'opinion mondiale de découvrir le combat que cette femme mène contre l'une des pires dictatures de la planète, celle qui bâillonne et persécute en Birmanie. Assignée à résidence depuis 1990, Suu Kyi n'a pas pu venir à Oslo pour y retirer son prix et y parler librement. C'est pourquoi son mari, vivant à l'étranger, a rassemblé divers textes de son épouse, lesquels ont été publiés en un recueil : Aung San Suu Kyi – Se libérer de la peur, Paris, Ed. des Femmes, 1991, 225 p., 90 F. A.N.V. en a choisi quelques extraits.

En homme politique moderne, Nehru considérait que l'une des réussites majeures de Gandhi avait été de savoir donner du courage au peuple indien. Néanmoins, pour définir les besoins d'un mouvement d'indépendance du XX^e siècle, il faisait référence à la philosophie de l'Inde ancienne : « Le plus beau don d'un individu ou d'une nation, c'est l'abbaya, le courage ; pas simplement le courage physique, mais ce qui affranchit l'esprit de la peur ».

Il se peut que l'absence de peur soit un don. Mais le courage né de l'effort, le courage né du refus systématique de se laisser dicter ses actes par la peur, le courage comme "grâce face à l'oppression", grâce toujours renouvelée face à une oppression toujours plus dure et plus inexorable, ce courage-là est plus précieux encore.

Dans un système qui dénie l'existence des droits humains fondamentaux, la peur tend à faire partie de l'ordre des choses ; peur d'être emprisonné ou torturé, peur de la mort, peur de perdre ses amis, sa famille, ses biens ou ses moyens de subsistance, peur de la pauvreté, de l'isolement ou de l'échec. Dans sa forme la plus insidieuse, la peur prend le masque du bon sens, voire de la sagesse, en condamnant comme insensés, imprudents, inefficaces ou inutiles les petits gestes quotidiens de courage qui aident à préserver respect de soi de dignité humaine. Un peuple assujetti à une loi de fer et conditionné par la crainte a bien du mal à se libérer des

souillures débilitantes de la peur. Mais aucune machine d'Etat, fût-elle la plus écrasante, ne peut empêcher le courage de resurgir encore et toujours, car la peur n'est pas l'état naturel de l'homme civilisé (p. 120-121).

- Extrait de la déclaration faite par le Comité norvégien du prix Nobel 1991 :

Aung San Suu Kyi, fille du leader du mouvement de libération birman Aung San, s'est très tôt intéressée à la philosophie de la protestation non-violente de Gandhi. En 1988, après s'être longtemps tenue à l'écart de la politique, elle s'est engagée dans « le second combat pour l'indépendance nationale » de la Birmanie. Elle a pris la tête d'un mouvement d'opposition démocratique qui recourt à la non-violence pour résister à un régime caractérisé par la brutalité. Elle insiste également sur la nécessité de réconcilier les régions et les ethnies fortement divisées de son pays. Les élections qui ont eu lieu en mai 1990 ont abouti à une victoire décisive de l'opposition. Le régime a feint d'ignorer ces résultats. Suu Kyi a refusé de quitter son pays, et depuis lors, elle est assignée à résidence sous stricte surveillance. Sa lutte constitue l'un des plus extraordinaires exemples de courage civil qui se soient manifestés en Asie au cours des dernières décennies. Elle est devenue un puissant symbole de la lutte contre l'oppression (p. 173).

Pour découvrir la non-violence

La coordination des Mouvements non-violents vient d'édition un dépliant. Il a pour but de faire connaître la richesse d'action et de pensée de la mouvance non-violente. ANV le reproduit pour ses lecteurs.*

Gandhi avait forgé l'expression "étreinte indéfendable de la vérité" (Satyagraha). Les Latino-Américains parlent de "fermeté permanente" (afirmeza permanente) ou les Philippins cherchent à "rendre dignité" (akkapka). Si pour tous il s'agit donc d'une attitude juste et d'une action pour la justice, c'est aussi une affirmation de soi, de ses devoirs et de ses droits, pour la résolution positive des conflits. C'est reconnaître que la violence est toujours une impasse et que la recherche d'alternatives est une nécessité. C'est enfin un renoncement à toute violence individuelle et collective, un engagement à dire "non à la violence".

La non-violence s'appuie sur quelques principes de base :

– **La cohérence entre fins et moyens.** « La fin est dans les moyens comme l'arbre dans la graine » (Gandhi). Résister à la violence suppose la recherche de la justice par des moyens qui respectent l'intégrité de tout être humain. Ni raison d'Etat, ni maintien de l'ordre ne peuvent prévaloir devant les droits de la personne humaine.

– **La non-coopération.** La violence – de l'insulte jusqu'au meurtre ou toute autre forme de domination – ne peut durer que par une certaine forme de coopération inconsciente ou involontaire entre la victime et son bourreau, entre opprimés et oppresseurs. C'est en réalité la passivité qui fait le lit de la violence. La résis-

tance non-violente à l'oppression vise au contraire à opposer à celle-ci une attitude et des actions de non-coopération. Actions pour convaincre (jeûne, méditation, manifestations...) qui cherchent à interpeller la conscience de l'adversaire et à maintenir l'espoir d'une réconciliation. Mais aussi actions pour contraindre (grèves, boycottage, désobéissance civile...) d'autant plus efficaces qu'elles sont collectives et programmées pour établir un rapport de force et faire appel au poids de l'opinion publique.

– **Le programme constructif.** Dans la résistance à l'injustice, il s'agit de mettre en œuvre de nouveaux réseaux de solidarité, de construire de nouvelles communautés pour la confrontation et le dialogue dans le respect des différences. Et de commencer à réaliser ce qu'on revendique pour en démontrer la légitimité. C'est en ce sens que la résistance non-violente réconcilie conviction et responsabilité.

Qu'elle soit le fruit d'une démarche politique, humaniste ou religieuse, la non-violence vise pour tous à restaurer la dignité et la valeur absolue des êtres humains. Elle a une longue histoire, jusque dans les populations les plus marquées par l'oppression. Elle a inspiré de nombreuses luttes pour renforcer la société civile dans les situations les plus dures : colonialisme, racisme, sexism, dictature, guerre, injustice... Parce que le cercle infernal engendré par la violence est maintenant perçu comme un échec, la non-violence est mieux reconnue comme force authentique et qui serait de nature à favoriser une étape de progrès décisif dans l'histoire de l'humanité.

* Ce dépliant peut être commandé à : Coordination des Mouvements non-Violets, 64, rue d'Orsel, 75018 Paris. Tél. : (1) 42 52 71 05.

L'Arche, ordre et mouvement

L'Arche propose une manière non-violente de vivre, jusque dans les conflits. Lanza del Vasto, s'inspirant de Gandhi, en a donné les fondements.

Des communautés rurales, doublées d'un mouvement d'Alliés et d'Amis, essaient, chacune à sa manière, de mettre en pratique :

- une économie, où le sens du service et du travail manuel prennent sur le profit ;
- un partage, sur tous les plans où c'est possible ;
- un respect envers toute vie, dans tous les domaines : éducation, justice sociale et mondiale, nutrition, santé, écologie, etc. ;
- l'écuménisme le plus large.

Les "Nouvelles de l'Arche" assurent un lien interne et un contact permanent avec le monde.

La Borie Noble – 34650 Roqueredonde

Le CUN du Larzac

Le Cun du Larzac est né en 1975, au cœur de la résistance non-violente des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire.

Depuis quinze ans, le Cun se développe comme centre de recherche et d'expérimentation, d'accueil et de formation sur la non-violence. La recherche et la formation veulent susciter un regard critique sur les rapports sociaux et les formes de solidarité. La réflexion sur les racines de la violence et de la guerre cherche à dégager des alternatives possibles pour une plus grande cohérence entre projets et mode de vie.

Le Cun du Larzac – 12100 Millau – Tél. : 65 60 62 33

Maison de Vigilance de Taverny

Située aux portes du poste de commandement de l'armement nucléaire français, elle est un lieu où l'on reste éveillé à la permanence du danger nucléaire et où l'on propose des alternatives de défense conciliaires avec les valeurs et la non-violence.

Temps de présence devant la base militaire, jeûne du 6 au 9 août (Hiroshima, Nagasaki), témoignages, débats, accueil de mouvements, contacts internationaux, participation à la vie locale sont les principales activités de la Maison de Vigilance

*134, route de Betlemont – 95150 Taverny
Tél. : 16 (1) 39 95 68 28*

Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN)

L'objectif du MAN est de faire valoir l'apport de la non-violence dans la vie quotidienne et dans les luttes sociales et politiques. Le MAN cherche à promouvoir, par la stratégie et les moyens de l'action non-violente, une société autogestionnaire conciliant les exigences de justice et de liberté. Thèmes de réflexion et d'action principaux : éducation, objection de conscience, défense, solidarité avec les luttes pour les droits de l'homme. Le MAN a fondé le mensuel *Non-Violence Actualité*.

*MAN – 20, rue du Dévidet – 45200 Montargis
Tél. : 38 93 13 73*

Mouvement international de la Réconciliation (MIR)

Né en 1923 le MIR (branche française de l'IFOR) veut lutter pour la justice et la paix par la mise en pratique des principes de non-violence.

Appelés par l'Evangile à une exigence d'amour fraternel et de justice, les membres du MIR luttent pour que tout homme retrouve sa dignité et sa liberté. En dénonçant avec force les systèmes génératrices de violence, le MIR veut interpeller la conscience de chacun. La Réconciliation nous invite à assécher en nous et autour de nous les sources de violence.

*MIR – 114 B, rue de Vaugirard – 75006 Paris
Tél. : 45 44 39 42*

Pax Christi – Commission non-violence

Pax Christi, Service et Mouvement de l'Eglise catholique, a pour but de contribuer par la prière, l'étude et l'action, à l'établissement de la paix dans l'esprit de l'Evangile. Ses orientations sont le dialogue, les droits de l'homme, le développement solidaire, le désarmement et la gérance de la création.

La Commission Non-Violence de Pax Christi étudie et s'efforce de cheminer au long de ce qui lui apparaît comme une voie renouvelée pour répondre à l'appel de Jésus-Christ.

*Commission Non-Violence de Pax Christi
18, rue Cousté – 94230 Cachan*

Servicio Paz y Justicia (SERPAJ)

Le SERPAJ travaille dans onze pays d'Amérique Latine à promouvoir la dignité et la justice pour des populations aux droits politiques, économiques ou culturels bafoués : paysans privés de terres, populations indiennes niées dans leur identité, militants des droits de l'homme menacés, populations marginalisées des villes.

Le SERPAJ France, en lien avec eux, fait connaître et cherche des financements pour leurs projets de développement : transformer les rapports sociaux en s'appuyant sur la créativité de ces communautés.

*23, rue Gramme – 75015 Paris
Tel. : (1) 64 27 16 08*

Société Religieuse des Amis (Quakers)

Les Quakers forment une association religieuse basée sur l'esprit de l'Evangile. Ils veulent guider leur vie par cet esprit, cherché dans le silence, sans dogmes, sans rites, sans clergé. L'action pour la paix fait partie de leur témoignage traditionnel, qui comprend égale-

ment l'action pour la justice sociale et pour l'égalité entre tous les humains, sans distinction de race, de sexe, de croyances.

*Assemblée de France de la Société Religieuse
des Amis (Quakers)
114 bis, rue de Vaugirard – 75096 Paris*

Brigades de Paix Internationales (P.B.I.)

A la suite de la Shanti Sena (armée de paix) de Gandhi les P.B.I. ont choisi d'intervenir dans les zones de conflit. Des équipes internationales de volontaires partent sur invitation dans un pays donné. Les actions menées sur place avec les moyens de la non-violence ont pour but de réduire la violence et de soutenir les initiatives locales pour plus de justice et de paix. Les actions menées là-bas sont soutenues ici par un réseau d'urgence téléphonique et la recherche de fonds.

*P.B.I France – Bonnecombe
12120 Cassagnes-Beghones
Tél. : 65 74 13 39*

Alternatives Non-Violentes (ANV)

La revue *Alternatives Non-Violentes* est un outil de réflexion et de recherche sur l'action non-violente : "Violences, les enfants aussi", "Proche-Orient, la guerre et après?", "Le compromis"... Chaque fois, nous faisons appel aux personnes les plus compétentes : philosophes, éducateurs, économistes...

A.N.V. n'est soutenu par aucun mouvement ou Eglise mais notre revue est appréciée de tous.

Abonnement : 4 numéros par an, 160 F. Pour recevoir le dernier numéro d'A.N.V. paru, envoyez 45 F. Chèque à l'ordre de A.N.V.

A.N.V. – 16, rue Paul-Appel – 42000 Saint-Etienne

Cahiers de la Réconciliation

Publication éditée par le Mouvement International de la Réconciliation, *Les Cahiers de la Réconciliation* paraissent depuis 60 ans en France.

Des chrétiens de tous les continents y racontent leurs combats :

- pour la justice dans les luttes de libération,
- pour la paix face à la course aux armements,
- par la non-violence, inspirée de l'Evangile.

Pour les connaître, réfléchir sur leurs expériences, évaluer l'efficacité de cette non-violence active, renouveler sa foi et relire la Bible dans une nouvelle perspective, abonnez-vous.

Un exemplaire gratuit sur demande.

*Cahiers de la Réconciliation MIR
114 bis, rue de Vaugirard – 75006 Paris*

Non-Violence Actualité

Non-Violence Actualité est une association dont l'objectif est de développer l'information et la réflexion sur la non-violence.

N.V.A. édite une revue mensuelle et des dossiers hors-série. La revue propose une analyse de l'actualité à la lumière des thèses de la non-violence. Elle traite également de sujets comme la résolution positive des conflits, les mouvements sociaux, l'environnement, les droits de l'Homme, le développement du tiers monde, etc.

Documentation et exemplaire gratuit de la revue sur simple demande.

*N.V.A. – B.P. 241
45202 Montargis Cedex
Tél. : 38 93 67 22*

BIOÉTHIQUE

la vie aux risques de la science

Science et technologies permettent aujourd'hui à l'homme de disposer de pouvoirs immenses. De l'orée de la vie à l'approche de la mort, procréation assistée, diagnostic prénatal, thérapie génique, chirurgie de transplantation : autant de recherches qui peuvent conduire à des applications admirables comme à des dérives inquiétantes.

- *Quelles sont ces techniques, qui y fait appel, comment sont-elles vécues ?*
- *Face à ces bouleversements, quelles réponses éthiques l'Homme peut-il élaborer ?*

À avec la participation, notamment, de Jean Bernard, Laurence Gavarini, Albert Jacquard, Albert Longchamp, France Quéré, Jacques Testart, Monette Vacquin.

BON DE COMMANDE

Nom et prénom

Adresse

Code postal Ville

commande ex. du hors série
"Bioéthique" (28 F l'exemplaire)

Verse, à cet effet, F à l'ordre de
TC (joindre le règlement à la commande)

demande à recevoir une information sur les
hors-série précédemment publiés.

A retourner à "TC", BP 63
77932 Perthes Cédex

Nous avons lu...

Ibrahim SOUSS

De la Paix en général et des Palestiniens en particulier

Ed. Le Pré aux clercs, coll. Pamphlets.
238 p., 94 F

On ne pouvait guère s'attendre à un pamphlet objectif de la part d'Ibrahim Souss, pas plus qu'on ne pouvait l'exiger de lui sur un tel sujet ! Il a beau tenter de présenter son livre comme un dialogue fictif avec un interlocuteur israélien modéré, on sent bien que c'est uniquement pour la forme. Très vite, d'ailleurs, le dialogue tourne court, comme si soudain l'auteur ressentait le besoin de "tout déballer". Suit alors une longue et douloreuse énumération de griefs, accumulés depuis au moins un siècle, d'injustices trop longtemps dues. Toute une Histoire à réécrire, dont on n'a trop longtemps donné qu'une seule version, celle du peuple juif recouvrant "la Terre de ses ancêtres". Stop !!! Ibrahim Souss d'emblée arrête son lecteur. Il démontre, non sans un certain sens de l'humour et de la provocation, qu'avant les ancêtres des juifs, c'étaient les siens qui occupaient cette même terre et que, depuis Abraham, les juifs n'y ont jamais vécu que... sporadiquement... ! Sans doute vaut-il mieux rendre à l'Histoire... ce qui appartient à l'Histoire.

Rien de très nouveau cependant, pour le lecteur averti, dans ce panorama de l'histoire palestinienne depuis le siècle dernier : les progrès lents et insidieux du sionisme dès avant la Première Guerre mondiale ; la gestion britannique, ses contradictions internes et ses tentatives, vouées à l'échec, de concilier l'inconci-

liable ; la façon dont elle a su influencer les autres pays arabes sur la question palestinienne ; le rôle ambigu de l'O.N.U. au moment de la création de l'Etat d'Israël... Dès 1948, « il n'y avait plus de place que pour la haine et la vengeance ». Déjà l'engrenage agression/représailles était en route.

On pourrait tout de même reprocher à Ibrahim Souss de balayer un peu vite les arguments adverses. Tous des terroristes, les Palestiniens ? Non, un peuple acculé au désespoir. Voilà qui est peut-être un peu rapide, surtout au regard de la non-violence. La reconnaissance de l'Etat d'Israël ? Consentie du bout des lèvres, et à contre-cœur, par pur et simple réalisme politique. C'est un peu gênant, lorsqu'on prétend vouloir sincèrement avancer vers la Paix. (Mais du moins est-ce un pas important et il ne semble pas que les interlocuteurs d'Ibrahim Souss soient prêts à une concession équivalente).

On se sent un peu agacé, un peu lassé par le ton uniforme et vindicatif de cet ouvrage assurément polémique. Mais peut-être la lassitude ressentie n'est-elle, après tout, qu'une sorte de mauvaise conscience vis-à-vis d'une vérité dérangeante. Celle du peuple palestinien, auquel est même refusée une simple reconnaissance des droits les plus élémentaires, par les Israéliens, eux-mêmes pourtant anciennes victimes d'une autre persécution. Ce livre a donc le mérite de remettre certaines pendules à l'heure, et de dénoncer au fil des pages, arrestations arbitraires, détentions abusives, expropriations et colonisations illégales, et toute une série de pratiques sourdes et

rampantes qui visent à ruiner l'économie palestinienne et à la rendre dépendante d'Israël.

Sylvie BLÉTRY

Jean-Luc BENNAHMIAS et Agnès ROCHE

Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo
Paris, Albin Michel, 1992, 209 p., 92 F

Jean-Luc Bennahmias retrace l'histoire passionnante et tumultueuse d'un mouvement pas comme les autres, qui est passé en vingt ans de la pure marginalité à une position charnière sur l'échiquier politique. Cette première partie historique permet de comprendre pourquoi les Verts ne sont pas maîtres du bal écologiste, comme en témoigne l'émergence de Génération Ecologie. C'est pourquoi, comme le note Jérôme Jaffré dans la préface, « le risque est considérable que l'écologie politique triomphant ne devienne un mouvement morcelé ».

La deuxième partie de l'ouvrage est d'Agnès Roche, connue des lecteurs d'A.N.V. (cf. A.N.V. n° 81). Plus de cent pages sont consacrées aux résultats d'une enquête sociologique sur les adhérents, sympathisants et électeurs verts. Il faut souhaiter que ce travail aille enfin éviter à certains médias de raconter n'importe quoi sur ces trois catégories de citoyens !

On apprend que « les Verts sont peu croyants, 45 % se disent sans religion, alors que ce n'est le cas que de 21,7 % des Français » (p. 121) ; « les écologistes vivent fréquemment dans de petites communes : 32 % dans des communes de moins de 25 000 habitants » (p. 125) ; « 21 % (contre 6 % des Français) n'ont pas la télévision » (p. 128) ; « 31 % des Verts lisent *Le Monde* alors que ce quotidien n'est lu que par 2,5 % des Français » (p. 129) ; « 66 % des Verts sont favorables au droit de vote des immigrés » (p. 145) ; « 77,5 % des Verts souhaitent la mise en place d'une défense civile non violente » (p. 159), etc.

A l'heure où l'on s'interroge sur la véritable couleur des Verts, ce livre, à la fois vivant et bien documenté, nous offre un tableau précis du monde complexe des "écolos".

François VAILLANT

La laïcité en débat

Ouvrage collectif

Cahiers de Meylan, 1992, 84 p., 63,80 F (port compris), à commander à : C.T.M., 15, chemin de la Carronnerie, 38246 Meylan Cedex

Le débat autour de la laïcité se développe depuis quelques années, non seulement en France, mais aussi d'une manière plus cruciale à l'étranger, comme par exemple en Algérie ou en Turquie. Cet opuscule, de lecture aisée, nous rappelle d'abord que le mot "laïcité" a revêtu, et revêt encore, des sens divers.

L'histoire de la laïcité scolaire est ici retracé. Un musulman, Ali Benald, s'exprime sur ce qu'il comprend, admet, et n'accepte pas dans une France laïque. Un remarquable article de Jean Perron évoque les difficiles relations que le peuple hébreu, puis le christianisme, ont entretenu au cours des âges avec ceux qui ne partagent pas leur foi. Il n'en demeure pas moins que ceux qui se réunissent en fonction de leur appartenance religieuse « doivent se méfier de ne pas tourner au ghetto ou à des comportements sectaires qui créent des ruptures destructrices entre citoyens d'un même pays » (p. 75).

F.V.

Claude MARCHANT

Nord-Sud : de l'aide au contrat. Pour un développement équitable

Paris, Ed. Syros, 1991, 245 p., 79 F

Ce livre de "Claude Marchant" est en réalité un ouvrage collectif réalisé par une quinzaine d'experts et praticiens du développement, lesquels ont bâti l'architecture du "contrat de génération", repris, à juste titre, par l'association Survie (cf. A.N.V. n° 75).

Le développement des pays du Tiers-Monde se résume à trente ans de théories et de déceptions. « Les grands projets n'ayant pas donné les résultats espérés..., les O.N.G. ont alors soutenu l'idée d'un développement par petits projets. Mais force est de constater que ceux-ci n'ont pas produit d'effet d'entraînement » (p. 21). Ce livre cite de nombreux exemples

(Mali, Afghanistan, Madagascar...) pour montrer l'importance de retourner aux fondements culturels, juridiques, économiques et éthiques d'une relation d'aide souvent pervertie, pour proposer une nouvelle approche contractuelle : un contrat de génération Nord-Sud.

Ce livre, sérieux et documenté, intéressera tous ceux qui cherchent, "ici et là-bas", une nouvelle conception du développement, celle du co-développement.

F.V.

Lanza DEL VASTO

Le Viatique I, 351 p., 140 F

Le Viatique II, 371 p., 140 F

Pour éviter la fin du monde 152 p., 89 F

Editions du Rocher, 1991

Les Editions du Rocher viennent de publier trois livres comportant des écrits connus, mais aussi des inédits, de Lanza Del Vasto.

Dans *Le Viatique I*, nous trouvons les cahiers intimes dont Lanza entrepris la rédaction dans les années 1920. Plus que l'histoire de son enfance et adolescence, de la Sicile à Pise, en passant par Florence et Paris, nous avons là les enfances de la pensée du fondateur de la Communauté de l'Arche. Lanza parle de l'amour, de l'art, de la poésie, de la mort, de Dieu...

Le Viatique II est composé du journal, jusqu'alors inédit, que Lanza a écrit de l'âge de 20 ans jusqu'à sa mort. Proverbes, écrits mystiques et amoureux parcourent ce livre.

Pour éviter la fin du monde était un livre introuvable depuis plus de dix ans. Le voici donc réédité. Il est composé d'entretiens portant sur la liberté humaine et les trois puissances libératrices, la force, l'intelligence et l'amour, avec en contrepoint les fléaux de l'humanité que Lanza nomment : le profit, la jouissance, les guerres, les misères et les servitudes. La non-violence est ici célébrée en actes et en paroles !

De ces trois livres, c'est *Pour éviter la fin du monde* que je conseillerai en premier, à qui veut découvrir la personnalité et la pensée de Lanza Del Vasto, un homme qui fut toute sa vie en quête de justice, de bonté et de beauté.

F.V.

Politiques de Défense. Le débat politique en Europe

Ed. Patrice Buffotot. Coll. ARES, 228 p., 1991, 150 F.

Ouvrage à commander : CEDSI, Faculté de Droit, B.P. 47, 38040 Grenoble Cedex 09

Cet ouvrage collectif est à saluer. Dix-sept universitaires européens, à l'initiative de Patrice Buffotot, présentent le débat politique sur les questions de défense qui s'est déroulé en 1990-91 dans les pays de la C.E.E. et ceux membres du Traité de Varsovie.

Il en ressort que les responsables politiques préfèrent adopter une attitude attentiste, refusant ainsi de prendre des décisions importantes qui engageraient l'avenir. Les budgets militaires, comme aussi parfois les effectifs, sont plutôt à la baisse, mais ces choix ne sont pas liés à

une nouvelle conception d'un système de sécurité européen. Ces choix résultent avant tout d'impératifs économiques, ce qui est quand même insuffisant quand on est sensé organiser les stratégies de défense de son pays ! Ce livre apporte les données qu'il convient de connaître pour aborder ce débat, même lorsqu'on est partisan de la non-violence politique.

F.V.

Serge MOLLA

Les idées noires de Martin Luther King
Genève, Ed. Labor et Fides, 1992, 397 p.
(ouvrage diffusé en France par les Ed. du Cerf)

L'auteur, pasteur protestant, a passé un an aux Etats-Unis où il a fréquenté l'Eglise noire, tout en travaillant sur de nombreux documents d'archives inédits, à Boston et à Atlanta, afin de mieux comprendre « les idées noires de Martin Luther King ».

Après des études de théologie fortement teintées d'intellectualisme (p. 41), King a un discours théologique et politique proche de celui des Blancs. Sa lutte pour l'abandon de la ségrégation dans les autobus de Montgomery, comme ensuite tous ses combats pour les droits civiques, conduisent King à retrouver l'émotivité du peuple noir. A son contact, King redécouvre les accents bibliques des Noirs qui ont lutté contre l'esclavage. Peu à peu, King s'insurge contre le pouvoir des Blancs : « Ne laissez personne vous faire croire que Dieu a choisi l'Amérique comme sa force messianique pour être une sorte de policier du monde » (p.68).

King cesse de tenir le même discours aux Noirs et aux Blancs.

L'auteur questionne ensuite chez King le rapport entre les moyens et la fin, pour conclure que « le Christ lui donnait son sens et son objectif, et Gandhi sa méthode » (p.135). La condamnation par King de la guerre américaine est venue assez tardivement, en 1967. L'auteur montre ici, que tout en restant non-violent, King rejette les propos du leader noir Malcom X : « Au moment où chacun d'eux atteignit sa mort, il n'y avait pratiquement plus aucune différence entre eux », dira Baldwin (p. 275).

Ce livre est une enquête rigoureuse sur le développement de la pensée et de la théologie de King, lesquelles ne peuvent se comprendre, d'après l'auteur, qu'à partir de l'Eglise des Noirs pauvres. L'hypothèse formulée au début se transforme en certitude au gré des pages. Les centaines de notes font de cet ouvrage un travail incontournable pour qui désire mieux connaître King. Néanmoins, les partisans de petites phrases seront déçus ! Plusieurs aspects de la vie et de l'action de King ne sont pas abordés (ex. : le côté stratégique des luttes menées par le leader noir, sa vie privée...), mais le but de l'auteur n'était point de faire une bibliographie de plus.

F.V.

Les rendez-vous de Saint-Domingue : Les enjeux d'un anniversaire (1942-1992)

Paris, Centurion, 1991, 365 p., 145 F

Sous la direction d'Ignace Berten et René Luneau, plusieurs spécialistes, tant

français que latino-américains, apportent des éléments d'analyse et de jugement pour mesurer les bienfaits et les méfaits du christianisme apporté en Amérique latine, il y a 500 ans. Jean-Paul II va aller à Saint-Domingue pour y célébrer le cinquième centenaire de l'évangélisation du Nouveau Monde, mais cette fête est là-bas déjà très contestée.

Cet ouvrage, sérieux et non polémique, rappelle que le christianisme a été introduit et imposé en Amérique latine, lors d'une colonisation brutale et violente. L'Eglise catholique a permis hier des massacres de peuples entiers, aujourd'hui, sa hiérarchie est trop souvent du côté des dictateurs, des militaires et des financiers. Ce livre analyse, scrute du regard et questionne les situations d'hier et d'aujourd'hui du continent latino-américain, où ceux qui font «l'option préférentielle pour les pauvres» se retrouvent de plus en plus marginalisés par les évêques mis en place par Jean-Paul II.

F.V.

Jean-François BEAUDET

L'autre révolution. Ecologie et non-violence sur une planète en danger

Québec, Ed. Fidès, 1990, 166 p., 110 F

Ce livre a déjà été recensé dans le n° 81 d'Alternatives Non-Violentes. On ne pouvait, à ce moment-là, que se le procurer au Québec. Il est maintenant disponible en France, car distribué par les Editions du Cerf.

Le prochain numéro d'A.N.V. traitera de l'Islam, considéré sous l'angle de la non-violence et de la violence.

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : A.N.V.

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ÉTIENNE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros), à partir du numéro

Je commande dépliants de présentation de la revue (gratuits).

Tarif minimum : 160 F
Soutien, à partir de : 250 F
Chômeurs, étudiants, objecteurs... : 130 F

Si vous en avez les moyens, considérez le tarif "soutien" comme le tarif normal pour vous : vous nous aiderez ainsi à maintenir le tarif minimum assez bas, pour que personne ne soit empêché de nous lire pour raison financière... Un immense merci.

Etranger : 210 F

Je désire recevoir les numéros suivants :

_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____

envoi d'1 numéro : plus 5 F de port
envoi de 2 numéros : plus 9 F de port
envoi de 3 numéros : plus 12,50 F de port
envoi de 4 numéros : plus 15 F de port

Je verse donc la somme de.....F
à l'ordre de **A.N.V. – CCP 2915-21 U LYON**

Voici les noms et adresses de personnes qui pourraient être intéressées par A.N.V. :

Voici l'adresse d'une librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :

（三）在本办法施行前，已经取得《医疗机构执业许可证》的医疗机构，应当自本办法施行之日起六个月内，向登记机关申请换发《医疗机构执业许可证》，逾期不申请换发的，由登记机关依法处理。

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (30 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Un numéro exceptionnel où des historiens, des philosophes, des syndicalistes polonais cherchent à analyser les rapprochements possibles entre la stratégie de l'action non-violente et le combat de Solidarnosc. Un texte inédit en français de Kłakowski. Une interview de Milewski, président de Solidarnosc à l'étranger.

N° 55 : MABIER ABMÉE ET NON-VIOLENCE ? (20 F)

Défense non militaire : le rapport suédois

Peut-on combiner résistance non-violente et lutte armée ? La Non-Violence au service de la cause palestinienne ? Pologne : les sanctions économiques

N° 56 : TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (20 EX)

N° 30 : TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (20 F)
La course technologique, comme la course aux armements, semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Peut-on faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?

N° 57 : EXTRÊME-DBOITE : LA COTE D'AI EBTE (20 E)

CHAPITRE 10 : L'EXTREME-DROITE : LA SUITE D'ALERTE (2011)
Connaître l'extrême-droite pour mieux lui résister. Construire une France pluri-ethnique. Albert JACQUARD énonce le cancer nucléaire. Premières analyses du rapport sur « la dissuasion civile ».

N° 58 : NI ROUGES NI MORTS (20 F)

Le point sur le mouvement de paix en RFA, après les déploiements des euromissiles. Théodor EBERT réfléchit sur les moyens d'introduire la "défense sociale" dans son pays. L'éducation à la paix en RFA.

N° 59: LA DISSUASION CIVILE (20 F)

Donnent leur opinion sur le livre « La dissuasion civile » : Ch. HERNU, B. STASI, Y. LANCIEN, les généraux LE BORGNE, BUIS, COPEL, l'amiral SEVAISTRE, des évêques, des stratégies. Le débat s'amorce avec les auteurs du livre. Compte rendu détaillé du Colloque de Strasbourg sur les stratégies civiles de défense.

N° 60 : GÉNOCIDES (20 F)

Les formes les plus extrêmes de la violence de masse sont un défi à ceux qui veulent réduire la violence : il faut analyser et connaître les génocides pour mieux empêcher leur retour. Léon POLIAKOV, F. PONCHAUD, Y. TERNON, J.L. DOME-NACH, W. BERELOWITCH réfléchissent sur les génocides des Juifs et des Arméniens et sur les massacres au Cambodge, en URSS et en Chine.

N° 61 : URSS (20 F)

Un éclairage sur la société soviétique entre dissidence et consensus. Peut-on encore parler de "totalitarisme" ? Les pressions économiques sont-elles efficaces ? Une étude frappante sur la formation militaire des jeunes en URSS.

N° 62 : RÉSISTANCES CIVILES EN AMÉRIQUE LAT. (28 F)

Guatémala, Bolivie, Uruguay, Brésil : des luttes non-violentes pour les droits de l'Homme et la démocratie. Dans le même numéro, une réflexion de fond sur le rapport entre éthique et technique dans l'action non-violente (J.M. MULLER).

N° 63 : PHILIPPINES : NON-VIOLENCE CONTRE DICTATURE (28 F)

Un dossier, unique en français, sur les événements de février 1986. Récit et analyse de la révolution non-violente qui a chassé Marcos. Nombreux témoignages des acteurs directs de ces événements. Dossier illustré de nombreuses photos.

N° 66 : LA NON-VIOLENCE ET LE DROIT (28 F)

Un recours contre la violence : la défense des Droits de l'Homme. Quels sont les fondements philosophiques et historiques de ces Droits ? Quand le Droit couvre l'injustice, la désobéissance civile est-elle légitime ? L'objection de conscience est-elle un droit ? Que peut le Droit contre la "raison d'Etat" ? En annexe : une réflexion sur les ventes d'armes, moins rentables qu'on ne le croit.

N° 67 : LA PAIX, VUE DE L'EST (28 F)

Mouvements pour la paix et l'écologie en Tchécoslovaquie, Hongrie, R.D.A., Pologne, Yougoslavie.

N° 68 : LEXIQUE DE LA NON-VIOLENCE (38 F)

Jean-Marie MULLER propose les définitions d'une soixantaine de mots couramment utilisés dans la recherche sur la non-violence. Toutes les formes d'action sont passées en revue ainsi que quelques notions-clé. Un outil pratique et éclairant.

N° 69 : LES DÉFIS DES TERRORISMES (30 F)

Le terrorisme : comment se distingue-t-il des autres formes de violence ? Comment le juger ? Comment lui résister ? Des questions vitales pour la démocratie. Avec Olivier MONGIN, Michel WIERIORKA, Edwy PLENEL.

N° 70 : INTIFADA - RÉVOLUTION AMÉRICAINE (30 F)

Deux dossiers dans ce numéro : la résistance civile en Palestine (l'Intifada peut-elle réussir autrement que par la non-violence ?) et deux études sur les mouvements de résistance civile qui ont mis en route la révolution américaine à la fin du XVIII^e siècle.

N° 72 : STRATÉGIES NON-VIOLENTES :**OÙ EN EST LA RECHERCHE ? (30 F)**

Cinq ans après la création de l'Institut pour la Résolution non-violence des Conflits (IRNC), un premier bilan des recherches qu'il a menées : sur l'énergie, sur les collectivités locales, sur les associations, sur la défense européenne.

N° 73 : REPÈRES POUR LA NON-VIOLENCE (30 F)

Ce numéro d'archives vous propose une série d'articles parus dans A.N.V. entre 1973-1983. Des repères pour la réflexion et l'action sur les grands thèmes qui intéressent la non-violence.

N° 74 : LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES (30 F)

Les boycotts et les embargos sont-ils efficaces ? Analyse des sanctions économiques établies dernièrement contre Israël, l'Afrique du Sud..., ou contre les entreprises telles que Nestlé. Le boycott des consommateurs en France.

N° 75 : POUR VAINCRE LA MISÈRE ICI ET LA-BAS (30 F)

La misère est une forme de violence qui a ses lois et ses victimes. Diverses initiatives sont prises ici et là-bas pour la combattre, avec le caractère inventif et exigeant de la non-violence. Economistes et militants ont la parole. Interview de l'abbé Pierre.

N° 76 : SPÉCIAL PAYS DE L'EST (30 F)

Un dossier unique sur les bouleversements survenus en Europe de l'Est et dans les pays Baltes, en 1989 et 1990. Le cas de la Roumanie. Le primat de l'éthique sur la politique...

N° 77 : VIOLENCES, LES ENFANTS AUSSI (30 F)

Quolibets et brimades, délinquance et suicide, d'où vient la violence des enfants et des adolescents ? Ce numéro montre avant tout que les violences sournoises subies durant la petite enfance ressortent plus tard chez le sujet. Psychologues, psychanalystes, pédiatre et avocat expliquent le pourquoi et le comment des violences chez l'enfant.

N° 78 : AMÉRIQUE LATINE : LE COMBAT DES FEMMES (30 F)

Le combat des femmes a pris ces dernières années une nouvelle ampleur en Amérique latine. Elles luttent contre la misère et les autres violences, dont le "machisme". Témoignages de militantes ; analyses par des femmes sociologues, anthropologues...

**N° 79 : SPÉCIAL PROCHE-ORIENT
LA GUERRE... ET APRÈS (35 F)**

L'embargo aurait marché si on l'avait poursuivi : propos d'un économiste. Le pétrole et les ventes d'armes. La guerre n'a fait qu'accentuer les problèmes au Proche-Orient. Interview exclusives de Georges Corm et de Ilan Halévi.

N° 80 : POUR UNE ÉTHIQUE DU COMPROMIS (35 F)

La dynamique non-violente invite parfois à faire des compromis, non des compromissions. Le compromis dans le couple, dans l'entreprise, en politique... jusqu'où aller ? La médiation, par J.-F. Six. Interview exclusive de Paul Ricœur.

**N° 81 : ECOLOGIE, NON-VIOLENCE :
LES CONVERGENCES (45 F)**

La démarche écologique inclut dans son éthique les principes de la non-violence. Energies et civilisation. Où en est le Droit International pour l'Environnement ? Paroles du chef indien Seattle, etc.

N° 82 : AUX QUATRE COINS DU MONDE (40 F)

Actualités de la non-violence : des bouleversements récents ont montré la force de la non-violence, comme parfois ses limites : ex-URSS, Yougoslavie, Liban, Bénin, Madagascar, Tibet... Analyses et commentaires.

ALTERNATIVES NON VIOLENTE

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

*Revue associée à l'Institut
de recherche sur la résolution
non-violente des conflits
(I.R.N.C.)*

COMITÉ D'ORIENTATION

Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Isabelle FILLIOZAT
Etienne GODINOT
Laurent GRZYBOWSKI
Anne LE HUÉROU
François MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Alain REFALO
Jacques SEMELIN
Jean VAN LIERDE
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :
Christian DELORME

Rédacteur en chef :
François VAILLANT

sommaire

<i>Editorial</i>	1
Ex-URSS : de la résistance au putsch à la reconstruction d'une société	
Anne Le Huérou	2
Entretien avec Alexandre Ginzburg.....	8
Entretien avec Irina Krivova	9
La crise de la démocratie à l'Est et l'avenir de l'Europe	
Bernard Dréano	13
Caravanes de paix à travers la Yougoslavie en guerre civile	
Jean-Pierre Lanvin	19
Le Liban après la guerre	
Interview de Jean-Marie Muller	32
L'Intifada et la non-violence	
Vincent Bony	39
Tendre la main à l'ennemi	
Le Dalaï-Lama	46
La transition démocratique au Bénin	
François Jourdan	49
Madagascar, une lutte non-violente qui impressionne	
François Vaillant	54
Pour découvrir la non-violence	
<hr/>	
Nous avons lu	64